

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 64 (1946)
Heft: 144

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 24.06.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Redaktion und Administration: Effingerstrasse 3 in Bern. — Telefon Nr. (031) 21880
Im Inland kann nur durch die Post abonniert werden. Gefl. Abonnementsbeträge nicht an obige Adresse, sondern am Postscheiter einzahlen — Abonnementspreise: Schweiz: jährlich Fr. 22.30, halbjährlich Fr. 12.30, vierteljährlich Fr. 6.30, zwei Monate Fr. 4.50, ein Monat Fr. 2.50; Ausland: Zuschlag des Postes — Preis der Einzelnummer 25 Rp. (plus Porto). — Annoncen-Regie: Publicitas AG. — Insertionsstarf: 20 Rp. die einspaltige Millimeterzeile oder deren Raum; Ausland 25 Rp. — Jahresabonnementspreis für die Monatsschrift „Die Volkswirtschaft“: Fr. 8.30.

Rédaction et administration: Effingerstrasse 3 à Berne. — Téléphone n° (031) 21880
En Suisse, les abonnements ne peuvent être pris qu'à la poste. On est donc prié de ne pas verser le montant des abonnements à l'adresse ci-dessus — Prix d'abonnement: Suisse: un an 22 fr. 30; un semestre 12 fr. 30; un trimestre 6 fr. 30; deux mois 4 fr. 50; un mois 2 fr. 50; étranger: frais de port en plus — Prix du numéro 25 ct. (port en sus). — Régie des annonces: Publicitas SA. — Tarif d'insertion: 20 ct. la ligne de colonne d'un mm ou son espace; étranger: 25 ct. — Prix d'abonnement annuel à „La Vie économique“ ou à „La Vita economica“: 8 fr. 30.

Inhalt — Sommaire — Sommario

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Abhanden gekommene Werttitel. Titres disparus. Titoli smarriti.
Handelsregister. Registre du commerce. Registro di commercio.
Erfindungspatente. Brevets d'invention. Brevetti d'invenzione 242293—242530.
Mechanische Seidenstoffweberei Adliswil.
Antrag auf Allgemeinverbindlicherklärung eines Gesamtarbeitsvertrages für das schweizerische Huf- und Wagenschmiedgewerbe. Demande tendante à ce que force obligatoire générale soit donnée à un contrat collectif de travail pour le métier de maréchal et forgeron. Domanda di conferimento del carattere obbligatorio generale a un contratto collettivo di lavoro nel mestiere del maniscalco e del fabbro-carradore.
Hotel Ticino, Crivelli AG. (vormals Sännebueh AG.) Zürich - AG. Vereinigte Zürcher Molkereien und Schweizerische Kefir- und Joghurt-Anstalt, Zürich.

Mitteilungen — Communications — Comunicazioni

Aufhebung der kriegswirtschaftlichen Massnahmen bei der Einfuhr von Hülsenfrüchten und deren Mahlprodukten, sowie Abänderung der Organisation der Einfuhr von Getreide und Hülsenfrüchten.
BRB Nr. 58 über die Beschränkung der Einfuhr (Einfuhr von Hülsenfrüchten) Verfügung Nr. 37 des EVD über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung VII).
BRB über die Aufhebung des BRB über die Erteilung von Arbeitszeitbewilligungen an Fabrikbetriebe. ACF abrogeant celui qui concerne l'octroi des permissions relatives au travail dans les fabriques.
BRB über die Aufhebung des BRB betreffend Verwertung von Urheberrechten. ACF abrogeant celui qui concerne la perception de droits d'auteur.
Telephonverkehr mit Ungarn. Relations téléphoniques avec la Hongrie. Relazioni telefoniche con l'Ungheria.
Schweizerischer Geldmarkt.
Sonderheft Nr. 49: Die schweizerische Sozialgesetzgebung 1944. Supplément n° 49: La législation sociale de la Suisse en 1944.

Amtlicher Teil — Partie officielle — Parte ufficiale

Abhanden gekommene Werttitel — Titres disparus — Titoli smarriti

Aufrufe — Sommations

Le président du Tribunal civil du district d'Aigle, à vous, le détenteur inconnu des titres suivants qui ont été détruits: 54 actions au porteur de la Société anonyme des carrières d'Arvel et de Reuchenette, dont le siège social est à Villeneuve, n° 25, 26, 138, 190, 191, 198, 199, 260, 261, 262, 290, 291, 294, 295, 296, 297, 298, 338, 339, 340, 341, 342, 343, 344, 345, 346, 347, 348, 349, 350, 351, 352, 353, 354, 355, 356, 357, 765, 830, 868, 930, 931, 932, 933, 934, 935, 936, 937, 938, 939, 940, 941, 942, 943. (W 335²)

A l'instance de M. Jules Pilivet, à Montreux, sommation vous est faite de produire ces titres au greffe du tribunal d'Aigle, dans un délai de six mois dès la première publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

Aigle, le 14 juin 1946.

Le président: Caprez.

Le président du Tribunal civil du district d'Aigle, à vous, le détenteur inconnu du titre suivant qui a été détruit: obligation hypothécaire au porteur notariée Ad. Greyloz le 22 décembre 1933, du capital de fr. 10 000, présentée au registre foncier du district d'Aigle le 29 décembre 1933 et inscrite sous numéro 116217 de présentation. (W 336²)

A l'instance de M. Jules Pilivet, à Montreux, sommation vous est faite de produire ce titre au greffe du Tribunal d'Aigle, dans un délai d'une année dès la première publication, faute de quoi l'annulation en sera prononcée.

Aigle, le 14 juin 1946.

Le président: Caprez.

Première insertion

En date du 20 juin 1946, la sixième chambre civile du Tribunal de première instance, siégeant en chambre du conseil, a rendu un jugement dont le dispositif est le suivant:

Ordonne au détenteur inconnu des cinq cédules hypothécaires au porteur de fr. 1000 chacune de l'emprunt 2^{me} rang du 27 mars 1933, portant les n° D 57, D 58, D 59, D 60 et D 62, grevant les parcelles n° 727 et copropriété de n° 452 de la commune de Genève, section Eaux-Vives, appartenant à la Société immobilière Clarté, société anonyme, ayant son siège à Genève, Rue Petitot 5, de les produire et de les déposer en notre greffe dans le délai d'une année à dater de la première insertion du présent jugement, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. I. VII. (W 333²)

Tribunal de première instance de Genève:

Georges Martin, président;
Ferd. Charrot, greffier.

Le détenteur inconnu de l'obligation hypothécaire au porteur n° 59971 du registre foncier de Grandvaux et de Villette du 17 novembre 1937, du capital de fr. 14 800, intérêt maximum 6% l'an, profite des cases libres, second rang et à parité de rang avec deux autres titres du même jour, de fr. 5000 chacun, souscrite par M. Henri Vireddas, est sommé de produire et de déposer ce titre au greffe du Tribunal du district d'Oron, dans le délai de six mois à dater de la première insertion de cet avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W 119²)

Le président du tribunal: André.

Le détenteur inconnu des 5 actions Nestlé and Anglo-Swiss Holding Company Limited, à Vevey, de fr. 100 chacune, au porteur, n° 571755 à 571759, avec Bons d'amortissement, mêmes numéros, coupons 3 et suivants attachés à l'action et au bon, avec certificats Unilac Inc. joints, est sommé de produire ces titres au greffe du tribunal de Vevey dans le délai de six mois dès la première publication du présent avis, faute de quoi l'annulation en sera prononcée. (W 220¹)

Vevey, le 18 avril 1946.

Le président du tribunal de Vevey:
Paschoud.

Le détenteur inconnu de sept actions Nestlé and Anglo-Swiss Holding Company Limited, à Vevey, au porteur, de fr. 100 chacune, n° 430051 à 430057, avec bon d'amortissement, mêmes numéros, coupons 3 et suivants attachés à l'action et au bon, et Certificats Unilac Inc. joints, est sommé de produire ces titres au greffe du tribunal de Vevey dans le délai de six mois, dès la première publication du présent avis. (W 283²)

Vevey, le 22 mai 1946.

Le vice-président: Vulliemoz.

Kraftloserklärungen — Annulations

Mit Entscheid vom 20. Juni 1946 hat das Zivilgericht des Kantons Basel-Stadt die 7 Zertifikate zu 10 Tausendsteileinheiten (Subunits) der von der Société Internationale de Placements, Basel, ausgegebenen «Depotscheine über internationale Anlagewerte», genannt «SIP Serie A», Nrn. 3278 bis 3281 und 5529 bis 5531 und die 6 Zertifikate zu 5 Tausendsteileinheiten (Subunits) der von der Société Internationale de Placements, Basel, ausgegebenen «Depotscheine über internationale Anlagewerte», genannt «SIP Serie A», Nrn. 921 bis 925 und 940, total 100 Subunits, mit Coupons Nrn. 19 u. ff., nach Ablauf der Auskündungsfrist, kraftlos erklärt. (W 334)

Basel, den 21. Juni 1946.

Für die Zivilgerichtsschreiberei,
Prozesskanzlei: Heimann.

Handelsregister — Registre du commerce — Registro di commercio

Zürich — Zurich — Zurigo

20. Jnni 1946. Elektrische Unternehmung.

Max Rommel & Co., in Zürich, Kommanditgesellschaft (SHAB. Nr. 19 vom 23. Januar 1941, Seite 154), elektrische Unternehmung. Der Kommanditär Alfred Johannes Fisch ist aus der Firma ausgeschieden; seine Kommandite ist erloschen. An dessen Stelle ist als Kommanditär mit einer Kommanditsumme von Fr. 1000 in die Firma eingetreten Fritz Thoma, von Amden (St. Gallen), in Zürich. Er führt wie bisher Einzelprokura. Das Geschäftslokal wurde verlegt nach Schaffhauserstrasse 127, in Zürich 6.

20. Juni 1946.

Dachdeckermeister-Verband des Kantons Zürich, in Zürich. Unter dieser Firma besteht auf Grund der Statuten vom 20. Januar 1946 eine Genossenschaft zu dem Zweck, die Dachdeckermeister des Kantons Zürich zur allseitigen Wahrung und Förderung der gemeinschaftlichen beruflichen Interessen durch die lokalen und regionalen Verbände in möglichst engem Zusammenschluss zu sammeln. Die persönliche Haftpflicht der Mitglieder für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft ist ausgeschlossen. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die Mitteilungen an die Genossenschafter durch Zirkular. Die Verwaltung besteht aus 3 bis 9 Mitgliedern. Der Präsident führt mit je einem der übrigen Mitglieder der Verwaltung oder mit dem Sekretär Kollektivunterschrift. Die Verwaltung besteht aus Wilhelm Sutter, von Kappel (St. Gallen), in Wald (Zürich), Präsident; Emil Waller, von Zug, in Zürich; Vizepräsident; Jakob Knabenhans-Sperb, von und in Wädenswil, Kassier; Jean Kreis, von Egnach (Thurgau), in Dübendorf; Heinrich Strickler, von und in Richerswil, und Friedrich Benz, von und in Zürich. Zum Sekretär ist gewählt Dr. Max Vollenweider, von Obfelden (Zürich), in Zürich. Domizil: Auf der Mauer 11, in Zürich 1.

20. Juni 1946.

Landwirtschaftliche Genossenschaft Nürensdorf, in Nürensdorf (SHAB. Nr. 194 vom 21. August 1945, Seite 1994). Die Generalversammlung vom 9. März 1946 hat neue, den Vorschriften des revidierten Obligationenrechtes angepasste Statuten angenommen. Zweck der Genossenschaft ist die Hebung der Wohlfahrt ihrer Mitglieder, die Förderung der bäuerlichen Berufsbildung und die Ausbreitung und Vertiefung genossenschaftlicher Gesinnung in der ländlichen Bevölkerung. Für die Verbindlichkeiten der Genossenschaft haften die Mitglieder wie bisher solidarisch. Sie sind überdies zu unbeschränkten Nachschussleistungen verpflichtet. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt, die Mitteilungen an die Genossenschafter durch Zirkular oder in den Lokalblättern (gegenwärtig «Die Glatt»). Der Vorstand besteht aus fünf Mitgliedern. Präsident oder Vizepräsident führen mit dem Aktuar Kollektivunterschrift. Die Vertretungsbefugnis des Verwalters wird durch den Vorstand bestimmt. Jakob Lienhardt-Weiss ist aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Heinrich Zollinger, bisher Aktuar, ist jetzt Präsident. Neu sind in den Vorstand gewählt worden Jakob Lüssi, als Vizepräsident, und Fritz Morf, als Aktuar; beide von und in Nürensdorf.

20. Juni 1946.

Vereinigung Kinderdorf Pestalozzi, in Zürich. Unter diesem Namen besteht auf Grund der Statuten vom 19. März 1946 ein Verein zu dem Zweck, notleidenden Kindern aus dem Ausland zu helfen, indem er diese in der Regel für längere Zeit in einem zu schaffenden Kinderdorf aufnimmt und sie in gesundheitlicher und erzieherischer Hinsicht betreut. Der Verein beschafft sich seine Mittel durch öffentliche und private Zuwendungen und durch Beiträge der Mitglieder. Die persönliche Haftpflicht der Mitglieder für die Verbindlichkeiten des Vereins ist ausgeschlossen. Die Organe des Vereins sind die Mitgliederversammlung, der Vorstand von mindestens sieben Mitgliedern, der Arbeitsausschuss, die Geschäftsstelle und die Kontrollstelle. Kollektivunterschrift zu zweien führen Roberto Corti, von Stabio (Tessin), Präsident des Vorstandes; Gustav Maurer, von Zürich, Präsident des Arbeitsausschusses und Vizepräsident des Vorstandes, sowie Otto Zaugg, von Eggwil (Bern), Quästor des Vorstandes; alle in Zürich. Domizil: Seefeldstrasse 8, Zürich 8 (Bureau der Stiftung Pro Juventute).

20. Juni 1946.

Gubler & Baey Schreibmaschinen-Vertriebs-Aktiengesellschaft, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 15 vom 20. Januar 1943, Seite 162). Durch Beschluss der Generalversammlung vom 14. Juni 1946 wurde das Grundkapital von Fr. 10 000 durch Ausgabe von 145 Namenaktien zu Fr. 500 und 175 Namenaktien zu Fr. 100 auf Fr. 100 000 erhöht. Es zerfällt in 165 Aktien zu Fr. 500 und 175 Aktien zu Fr. 100, alle Aktien auf den Namen lautend und voll einbezahlt. In Anpassung hieran und an die Vorschriften des revidierten Obligationenrechtes wurden neue Statuten festgelegt. Publikationsorgan der Gesellschaft ist das Schweizerische Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Aktionäre erfolgen durch eingeschriebenen Brief. Der Verwaltungsrat besteht aus einem oder mehreren Mitgliedern, welche Einzelunterschrift führen.

20. Juni 1946.

Fabrik von Maggis Nahrungsmitteln (Fabrique des Produits alimentaires Maggi), Aktiengesellschaft, in Kempthal, Gemeinde Lindau (SHAB. Nr. 74 vom 29. März 1946, Seite 966). Kollektivprokura ist erteilt worden an Dr. ehem. Eugen Hefti, von Schwanden (Glarus), in Grafstal-Kempthal, Gemeinde Lindau. Er zeichnet mit je einem der übrigen Kollektivzeichnungsberechtigten. Der Vizedirektor Dr. Daniel Briod wohnt nun in Winterthur.

20. Juni 1946.

Betriebs-Aktiengesellschaft für Tonfilmtheater, in Zürich 2 (SHAB. Nr. 160 vom 12. Juli 1945, Seite 1650). Josef Lang ist infolge Todes aus dem Verwaltungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Neu wurde als einziges Verwaltungsratsmitglied mit Einzelunterschrift gewählt Frieda Lang, geborene Aeschbacher, von Neuendorf (Luzern), in Zürich. Das Geschäftsdomizil befindet sich nun Schuppisstrasse 8, Zürich 11 (bei Frieda Lang-Aeschbacher).

20. Juni 1946. Geschäftliche Transaktionen usw.

Mercomeda S.A., in Zürich 1 (SHAB. Nr. 41 vom 19. Februar 1946, Seite 537), geschäftliche Transaktionen usw. Neues Geschäftslokal: Bahnhofstrasse 82 a, in Zürich 1 (eigenes Bureau).

20. Juni 1946. Lichtpauspapiere, Lichtpausanstalt usw.

Arnold Messerli, in Zürich (SHAB. Nr. 182 vom 7. August 1937, Seite 1860), Spezialfabrik für Lichtpauspapiere, Lichtpausanstalt usw. Die Prokura von Walter Laesser ist erloschen. Kollektivprokura ist erteilt an Alice Furler-Wiederkehr, von Zürich und Ziefen (Basel-Land), in Zürich; Hans Scheuermeier, von Zürich, in Wallisellen, und Paul Schmalholz, von Rorschach, in Zürich. Sie zeichnen unter sich zu zweien.

20. Juni 1946. Elektrische Anlagen.

Gustav Siegfried, in Grossandelfingen (SHAB. Nr. 295 vom 2. Dezember 1921, Seite 2333), elektrische Licht-, Kraft- und Sonnerieanlagen. Diese Firma ist infolge Uebergangs des Geschäftes mit Aktiven und Passiven auf die neue Einzelfirma «Fritz Siegfried, Elektrische Anlagen», in Grossandelfingen, erloschen.

20. Juni 1946.

Fritz Siegfried, Elektrische Anlagen, in Grossandelfingen. Inhaber dieser Firma ist Fritz Siegfried, von und in Grossandelfingen. Diese Firma übernimmt Aktiven und Passiven der bisherigen Einzelfirma «Gustav Siegfried», in Grossandelfingen. Ausführung von elektrischen Hausinstallationen sowie Kraft- und Motoreninstallationen; Erstellung von Telefonanlagen, Frei- und Kabelleitungen. Schlossgasse 151.

20. Juni 1946. Waren verschiedener Art.

I. Weinberger, in Zürich. Inhaber dieser Firma ist Isaak Weinberger, von Geroldswil, in Zürich 10. Import und Export in Waren verschiedener Art, speziell elastischen Geweben. Rötelsestrasse 77.

20. Juni 1946. Taschenfeuerzeuge.

Fellinger & Co., Kollektivgesellschaft, in Zürich 1 (SHAB. Nr. 120 vom 24. Mai 1946, Seite 1583), Fabrikation und Export von Taschenfeuerzeugen aller Art. Kollektivprokura mit Ausdehnung auf Veräusserung und Belastung von Liegenschaften ist erteilt an Arthur Oskar Pauli, von Alchenstorf (Bern), in Engelberg. Die Gesellschaft wird durch Kollektivzeichnung je eines Gesellschafters mit dem Prokuristen Arthur Oskar Pauli vertreten; die beiden Gesellschafter zeichnen nicht auch miteinander.

20. Juni 1946. Waren aller Art.

M. Lässer, Teppiche, in Zürich (SHAB. Nr. 102 vom 3. Mai 1946, Seite 1314), Handel mit Teppichen. Die Firma wird abgeändert in **Handelsagentur M. Lässer** und verzeigt als nunmehrigen Geschäftsbereich Import, Export und Handel mit Waren aller Art.

20. Juni 1946. Metzgerei und Wursterei.

Emil Ryffel, in Uster (SHAB. Nr. 63 vom 17. März 1914, Seite 449), Metzgerei und Wursterei. Die Firma ist infolge Verkaufs des Geschäftes erloschen.

Bern — Berne — Berna

Bureau Aarberg

29. Mai 1946. Elektrische Anlagen.

Wild und Fuhrer, in Lyss. Jakob Wild, von Aarwangen, in Lyss, und Christian Fuhrer, von Adelboden (Bern), in Nidau, ab 1. Juli in Lyss, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 24. Mai 1946 begonnen hat. Die Gesellschaft wird vertreten durch die beiden Gesellschafter, welche Kollektivunterschrift führen. Handel mit und Installation von elektrischen Anlagen. Hauptstrasse.

Bureau Bern

19. Juni 1946. Restaurant usw.

Heinrich Reuther, in Bern, Betrieb des Restaurant-Variété Corso (SHAB. Nr. 139 vom 18. Juni 1934, Seite 1659). Neue Geschäftsnatur: Betrieb des Café-Restaurant «Waldrand-Apollo». Neues Geschäftsdomizil: Länggassstrasse 85.

19. Juni 1946. Sanitätsartikel usw.

H. Hofacher, in Bern, Fabrikation und Vertrieb von patentierten WC-Brillen, Marke «HO-WO» (SHAB. Nr. 7 vom 10. Januar 1945, Seite 66). Die Firma umschreibt ihre Geschäftsnatur neu wie folgt: Fabrikation und Vertrieb von patentierten Sanitätsartikeln und patentierten WC-Brillen.

19. Juni 1946.

Invalidenkasse des evangelischen Seminars Murlstalden, Bern, in Bern, Stiftung (SHAB. Nr. 59 vom 12. März 1946, Seite 766). Durch öffentliche Urkunde vom 13. April 1916 erfuhren die Artikel 2 und 8 der ursprünglichen Stiftungsurkunde vom 26. Oktober 1942 eine Aenderung. Die der Publikation unterliegenden Tatsachen werden dadurch nicht betroffen. Mit Verfügung vom 8. Mai 1916 wurde die Aenderung vom Gemeinderat der Stadt Bern als zuständiger Aufsichtsbehörde genehmigt. Dr. Theodor von Fellenberg ist aus dem Stiftungsrat ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Als neues Mitglied des Stiftungsrates wurde gewählt: Albert Zollinger, von Oetwil am See, in Bern. Er zeichnet kollektiv mit dem Präsidenten oder einem andern Mitglied des Stiftungsrates.

19. Juni 1946.

Evangelisches Seminar Murlstalden Bern, in Bern, Verein (SHAB. Nr. 143 vom 22. Juni 1915, Seite 1417). Pfarrer Max Ochsenbein ist als Präsident infolge Demission aus dem Vorstand ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Die Seminardirektion hat in ihrer Sitzung vom 13. April 1946 zum neuen Präsidenten gewählt: Pfarrer Markus Stotzer, von Büren a. d. A., in Bern. Er zeichnet kollektiv zu zweien mit dem Vizepräsidenten, dem Sekretär oder dem Kassier.

19. Juni 1946. Wirtschaft.

Paul Jäggi, in Bolligen. Inhaber der Firma ist Paul Wilhelm Jäggi, von Gondiswil, in Bolligen. Betrieb der Wirtschaft zum Brunnenhof. Brunnenhofstrasse 25.

19. Juni 1946. Nahrungsmittel usw.

Aktiengesellschaft für Dawa-Produkte, in Bern, Fabrikation von und Handel mit Nahrungsmitteln usw. (SHAB. Nr. 254 vom 30. Oktober 1943, Seite 2434). Der bisherige Präsident des Verwaltungsrates Jacques Künzli ist infolge Demission ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. In der Generalversammlung vom 30. Mai 1946 wurde der bisherige Delegierte des Verwaltungsrates, Dr. René Schnyder, zu dessen Präsidenten ernannt und Otto Adler, von Solothurn, in Basel, zum neuen Mitglied und Delegierten gewählt. In der gleichen Versammlung wurden ferner ernannt: der bisherige Prokurist Jean Dinichert zum Direktor und André Alfred Martin, von Basel, in Wabern, Gemeinde Köniz, zum neuen Prokuristen. Die Prokura des Jean Dinichert ist erloschen. Sie zeichnen kollektiv zu zweien.

20. Juni 1946. Kosmetik.

A. Künzle, in Bern. Inhaber der Firma ist Alfred Künzle-Rüfenacht, von Kappel (St. Gallen), in Bern. Fabrikation und Vertrieb von kosmetischen Spezialitäten. Seftigenstrasse 193.

20. Juni 1946.

Sterbe- und Hilfskassenstiftung des Bäckermeistervereins der Stadt Bern und Umgebung, in Bern. Unter diesem Namen besteht gemäss Stiftungsurkunde vom 4. Juni 1946 eine Stiftung. Sie bezweckt eine erste Hilfe an die Hinterlassenen der Mitglieder des «Bäckermeistervereins der Stadt Bern und Umgebung» und eine Unterstützung derjenigen Vereinsmitglieder, die unverschuldet in eine Notlage geraten sind. Die Organe der Stiftung sind: der Stiftungsrat, der Verwalter, der dem Stiftungsrat angehören muss und aus dessen Mitte gewählt wird, und die Kontrollstelle. Der Stiftungsrat setzt sich aus 7 Mitgliedern zusammen, die von einer Mitgliederversammlung des «Bäckermeistervereins der Stadt Bern und Umgebung» bezeichnet werden. Der «Bäckermeisterverein der Stadt Bern und Umgebung» bezeichnet 2 Rechnungsrevisoren. Folgende Mitglieder des Stiftungsrates vertreten die Stiftung kollektiv zu zweien: der Präsident Ernst Gafner, von Beatenburg; der Verwalter der Stiftung Friedrich Haeblerli, von Münchenbuchsee; der Sekretär Nino Gullotti, von Bremgarten bei Bern; alle in Bern. Domizil der Stiftung; Zeughausgasse 14 (bei Notar Nino Gullotti).

20. Juni 1946. Optik, Mechanik, Photos usw.

Gehr. Bischhausen Aktiengesellschaft, in Bern, optisches und mechanisches Fabrikations- und Handelsgeschäft usw. (SHAB. Nr. 268 vom 17. November 1942, Seite 2621). Gemäss öffentlicher Urkunde über die Generalversammlung vom 14. Juni 1946 wurde im Sinne von Artikel 735 OR das Aktienkapital von Fr. 60 000 auf Fr. 28 000 herabgesetzt durch Annullierung von 20 Aktien zu Fr. 500 und Herabsetzung des Nennwertes der verbleibenden 100 Aktien auf Fr. 280. Gleichzeitig wurde das Aktienkapital wieder erhöht auf Fr. 50 000 durch Heraussetzung des Nennwertes jeder Aktie auf Fr. 500. Das Aktienkapital, eingeteilt in 100 Namenaktien zu Fr. 500, beträgt nun Fr. 50 000 und ist mit Fr. 28 000 einbezahlt. Die Statuten wurden entsprechend abgeändert und gleichzeitig den Bestimmungen des revidierten Obligationenrechtes angepasst. Der Zweck umfasst nunmehr auch den Betrieb einer Photo- und Kinoabteilung. Mitteilungen und Einladungen werden den Aktionären durch eingeschriebenen Brief zugestellt. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Die übrigen publizierten Tatsachen bleiben unverändert.

Bureau Erlach

20. Juni 1946. Baumaterialien usw.

Gustav Hunziker, in Ins, Fabrikation und Verkauf von Baumaterialien und Zementwaren (SHAB. Nr. 3 vom 5. Januar 1934, Seite 24). Die Firma wird infolge Todes des Inhabers gelöscht.

Bureau Interlaken

20. Juni 1946. Holzwaren.

Mäder & Stihl, in Wengen, Gemeinde Lauterbrunnen, Holzwarenhandlung, Kollektivgesellschaft (SHAB. Nr. 192 vom 17. August 1928, Seite 1606). Die Gesellschaft ist aufgelöst. Nachdem die Liquidation durchgeführt ist, wird die Firma gelöscht.

20. Juni 1946.

Ziegenzuchtgenossenschaft Brienz & Umgebung, in Brienz (SHAB. Nr. 273 vom 20. November 1940, Seite 2127). Aus der Verwaltung ist der Präsident Peter Flück-Linder ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen. Es wurde gewählt als Präsident: Jakob Flück, von und in Brienz (Bern). Präsident und Sekretär zeichnen kollektiv.

Bureau Trachselwald

20. Juni 1946. Möbel.

J. Meer & Cie., Aktiengesellschaft, in Huttwil (SHAB. Nr. 78 vom 1. April 1944, Seite 770). Aus dem Verwaltungsrat ist infolge Todes ausgeschieden der Präsident Hans Meer-Hirsbrunner. An seiner Stelle wurde als Mitglied und zugleich als Präsident des Verwaltungsrates gewählt: Dr. jur. Hans Robert Bareiss-Meer, von Balsthal, in Bern. Die Mitglieder des Verwaltungsrates sind einzeln zeichnungsberechtigt.

Basel-Stadt — Bâle-Ville — Basilea-Città

17. Juni 1946. Holzhandel.

Thüring & Cie. Aktiengesellschaft, in Basel, Handel mit Holz usw. (SHAB. Nr. 110 vom 13. Mai 1946, Seite 1440). Prokura wird erteilt an Willy Meier-Vonaesch, von und in Basel. Er zeichnet zu zweien.

17. Juni 1946. Isolierungen.

Max Arbogast, in Basel, Ausführung von Isolierungen (SHAB. Nr. 65 vom 19. März 1946, Seite 847). Ueber den Inhaber ist durch Verfügung des Konkursrichters vom 27. Mai 1946 der Konkurs erklärt worden.

17. Juni 1946. Zentralheizungen.

A. Steiner & Co., Kommanditgesellschaft, in Basel, Zentralheizungen usw. (SHAB. Nr. 172 vom 25. Juli 1944, Seite 1678). Die Firma ist durch Verfügung des Konkursrichters vom 11. Juni 1946 aufgelöst worden.

17. Juni 1946. Technische Artikel.

Fiba A.G., in Basel, Handel mit und Fabrikation von technischen Artikeln (SHAB. Nr. 101 vom 2. Mai 1946, Seite 1303). Aus dem Verwaltungsrat ist Johann Emil Spinner ausgeschieden; seine Unterschrift ist erloschen.

18. Juni 1946.

Uhrenexport A.G. (Montres Export S.A.), in Basel (SHAB. Nr. 297 vom 19. Dezember 1945, Seite 3173). Die Firma hat ihren Sitz nach Genf verlegt (SHAB. Nr. 137 vom 15. Juni 1946, Seite 1801) und wird daher in Basel von Amtes wegen gelöscht.

18. Juni 1946. Baugeschäft usw.

Huber, Straub & Cie. Aktiengesellschaft, in Basel, Architektur- und Baugeschäft (SHAB. Nr. 150 vom 30. Juni 1936, Seite 1586). Prokura wurde erteilt an Rudolf Wehrly-Bannier, von Basel, in Neuallschwil, Gemeinde Allschwil, und Fritz Hirt-Gerber, von Rüfenach (Aargau), in Basel. Sie zeichnen zu zweien.

18. Juni 1946. Elektrische Haushaltsartikel usw.

A. F. Mocellin, in Basel, Handel mit elektrischen Haushaltsartikeln (SHAB. Nr. 157 vom 9. Juli 1945, Seite 1623). Das Domizil befindet sich nun Webergasse 1.

18. Juni 1946. Wirtschaft.

Paul Balmer Wwe., in Basel, Wirtschaftsbetrieb (SHAB. Nr. 173 vom 26. Juni 1941, Seite 1455). Die Inhaberin der Einzelfirma heisst nun infolge Verheiratung Bertha Hartmann-Kaufmann. Sie ist nun von Basel und lebt mit ihrem Ehemann, der zustimmt, in Gütertrennung.

18. Juni 1946. Weinhandel usw.

Hartmann-Chofflet, in Basel, Handel mit Weinen usw. (SHAB. Nr. 221 vom 20. September 1944, Seite 2092). Der Inhaber der Einzelfirma heisst nun Karl Adolf Hartmann-Kaufmann. Er lebt mit seiner Ehefrau Bertha Hartmann-Kaufmann in Gütertrennung.

19. Juni 1946. Handelsgeschäfte.

Sopol S.A., in Basel. Unter dieser Firma bildet sich auf Grund der Statuten vom 17. Juni 1946 eine Aktiengesellschaft, die Handelsgeschäfte aller Art, speziell mit Polen, bezweckt und sich an ähnlichen Unternehmungen im In- und Ausland beteiligen kann. Das Grundkapital beträgt Fr. 100 000, eingeteilt in 100 voll einbezahlte Inhaberschaften zu Fr. 1000. Die Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Dem Verwaltungsrat aus 1 bis 5 Mitgliedern gehören an: Dr. Alfred Würz, von Riehen, in Basel, als Präsident, und Dr. Wilhelm Fürst, von Kappel (Solothurn), in Solothurn. Sie zeichnen zu zweien. Domizil: Baumleingasse 10.

19. Juni 1946. Kohlen.

Alfred Berlinger, in Basel, Kohlenhandlung (SHAB. Nr. 79 vom 6. April 1934, Seite 898). Prokura wird erteilt an Therese Berlinger-Glätzlin und Alfred Berlinger-Hug, beide von und in Basel; sie zeichnen zu zweien unter sich oder mit dem Inhaber der Firma.

19. Juni 1946. Reisebureau.

Wm. Müller & Co. Aktiengesellschaft, in Basel, Reisebureau usw. (SHAB. Nr. 115 vom 18. Mai 1946, Seite 1519). Prokura wurde erteilt an René Käslin, von Basel, in Bottmingen; er zeichnet zu zweien. Der Prokurist Paul J. Frey wohnt in Muttenz.

Appenzell-ARh. — Appenzell-Rh. ext. — Appenzelo est.

19. Juni 1946. Apparate usw.

Metrohm A.-G., in Herisau, Entwicklung, Fabrikation und Vertrieb von Apparaten, Bestandteilen und Übertragungsmitteln der Hoch- und Niederfrequentechnik (SHAB. Nr. 174 vom 27. Juli 1944, Seite 1693). Es ist Einzelprokura erteilt worden an Hans Winzler, von Stein am Rhein, in Herisau.

19. Juni 1946. Kälberhandel, Wirtschaft.

H. Eugster, in Wald. Inhaber dieser Firma ist Hans Eugster, von und in Wald (Appenzell-ARh.). Kälberhandel und Wirtschaft zum Schweizerbund. Ebne.

19. Juni 1946.

A. Müller, Automobile, in Herisau, Handel mit Motorfahrzeugen (SHAB. Nr. 34 vom 11. Februar 1946, Seite 447). In den Geschäftsbereich ist der Betrieb einer Auto-Reparaturwerkstätte und -Garage aufgenommen worden. Die Firma wird abgeändert in: **Garage Willen Herisau A. Müller**. Neues Geschäftslokal: Alpesteinstrasse 35 A.

19. Juni 1946. Weberel, Näherei.

Jakob Schläpfer, in Lutzenberg, bisher Wäschefabrikation (SHAB. Nr. 253 vom 27. Oktober 1944, Seite 2383). Als Geschäftsnatur wird nun verzeigt: Mechanische Weberei und Näherei.

St. Gallen — St-Gall — San Gallo

5. Juni 1946.

Flück, Laboratorium für chem. u. pharm. Produkte, in St. Gallen (SHAB. Nr. 59 vom 12. März 1945, Seite 580). Diese Firma ist infolge Gründung einer Kommanditgesellschaft erloschen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Flück & Co., Chemische Fabrik», in St. Gallen.

5. Juni 1946.

Flück & Co. Chemische Fabrik, in St. Gallen. Unter dieser Firma besteht eine Kommanditgesellschaft, welche am 1. Juni 1946 ihren Anfang nahm. Unbeschränkt haftender Gesellschafter ist Friedrich Flück, von Hofstetten (Bern); Kommanditär mit einer Kommandite von Fr. 10 000 ist Angelo Palatini, von Oberhelfenschwil; beide in St. Gallen. Die Kommandite ist bar einbezahlt. Die Gesellschaft übernimmt Aktiven und Passiven von der gelösten Einzelfirma «Flück, Laboratorium für chem. u. pharm. Produkte», in St. Gallen. Chemische Fabrik für technische und Fein-Chemikalien. Labor und Bureau: Krontalstrasse 6, Fabrik und Lager Falkensteinstrasse 80/82.

18. Juni 1946. Verpackungsmaterial usw.

AMPACK AMERICAN PACKAGING SUPPLY, Hungerbühler & Lemm Kommanditgesellschaft, in Rorschach. Unter dieser Firma besteht eine Kommanditgesellschaft, welche am 1. Januar 1946 ihren Anfang nahm. Unbeschränkt haftende Gesellschafter sind: Alfred Hungerbühler, von Hemmerswil/Amriswil, in Rorschach, und Hans Hugo Lemm, von St. Gallen, in Zürich. Kommanditär mit einer Kommandite von Fr. 10 000, welche durch Barzahlung geleistet wurde, ist Dr. jur. Theodor Eisenring, von Jonschwil, in Rorschach. Import, Handel, Vertretungen in vornehmlich amerikanischen Verpackungsmaterialien, Verpackungsmaschinen und Hilfsmitteln. Promenadenstrasse 95.

Aargau — Argovie — Argovia

19. Juni 1946. Keramische Waren.

Kera-Werke A.-G. (Usines Kera S.-A.), in Laufenburg, Fabrikation von und Handel mit keramischen Waren aller Art (SHAB. Nr. 65 vom 19. März 1946, Seite 847). In der Generalversammlung vom 12. Juni 1946 wurde das Grundkapital von bisher Fr. 400 000, eingeteilt in 400 Inhaberschaften zu Fr. 1000, auf Fr. 500 000 erhöht durch Ausgabe von 100 neuen auf den Inhaber lautenden Aktien zu Fr. 1000. Von diesem Erhöhungsbetrag sind Fr. 50 000 durch Verrechnung mit Forderungen an die Gesellschaft liberiert; die restliche Fr. 50 000 wurden in bar einbezahlt. Die Statuten wurden entsprechend geändert. Das voll einbezahlte Aktienkapital beträgt nun Fr. 500 000, eingeteilt in 500 auf den Inhaber lautende Aktien zu Fr. 1000.

19. Juni 1946.

Brühlmann & Lüssi Aarau Produits de Parfumerie en gros, in Aarau. Unter dieser Firma sind Hans Brühlmann, von und in Aarau, und Robert Lüssi, von und in Zürich, eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juli 1946 ihren Anfang nimmt. Fabrikation von und Handel mit Parfümerien, Toiletten- und kosmetischen Artikeln. Bahnhofstrasse 18.

19. Juni 1946.

Lüscher Foto-Kino-Wohlen, in Wohlen. Inhaber dieser Firma ist Willy Lüscher, von Mühlen, in Wohlen (Aargau). Photospezialgeschäft. Bremgarerstrasse 345.

19. Juni 1946.

Photo S. Lüscher, bisher in Brugg, Photofachgeschäft (SHAB. Nr. 42 vom 20. Februar 1939, Seite 354). Diese Firma wird infolge Verlegung des Sitzes nach Lengnau (Bern) (SHAB. Nr. 127 vom 3. Juni 1946, Seite 1667) von Amtes wegen im Handelsregister des Kantons Aargau gelöscht.

Thurgau — Thurgovie — Turgovia

19. Juni 1946. Schlosserei.

J. Pflug & Co., in Horn. Johann Pflug und die Söhne Hans und Werner Pflug, alle von und in Horn, sind unter dieser Firma eine Kollektivgesellschaft eingegangen, die am 1. April 1946 begonnen hat. Die Firma wird ausschliesslich durch den Gesellschafter Johann Pflug vertreten. Mechanische Schlosserei. Hauptstrasse 145.

19. Juni 1946. Konditorei.

Fritz Sommer, in Weinfelden, Konditorei (SHAB. Nr. 244 vom 18. Oktober 1935, Seite 2575). Die Firma ist infolge Geschäftsverkaufs erloschen.

19. Juni 1946. Eisenwaren usw.

J. Müller-Egloff's Erben, in Amriswil, Handel mit Eisenwaren und Haushaltsartikeln (SHAB. Nr. 70 vom 24. März 1945, Seite 692). Diese Kollektivgesellschaft ist infolge Auflösung und durchgeführter Liquidation erloschen.

19. Juni 1946. Eisenwaren usw.

Konrad Grass, vorm. J. Müller-Egloff's Erben, in Amriswil. Inhaber der Firma ist Konrad Grass, von Klostern, in Amriswil. Handel mit Eisenwaren und Haushaltsartikeln. Romanshornstrasse.

19. Juni 1946. Chemisch-technische Produkte.

Alfred Sutter, in Oberhofen bei Mönchwil, Fabrik chemisch-technischer Produkte (SHAB. Nr. 58 vom 11. März 1946, Seite 755). Der Firmainhaber Alfred Sutter-Fresneau heisst nun Alfred Sutter.

19. Juni 1946. Därme, Metzgereibedarfsartikel usw.

Schwager & Co., in Amriswil, Import von und Handel mit Därmen und Metzgereibedarfsartikeln, Sortieranstalt (SHAB. Nr. 13 vom 17. Januar 1936, Seite 128). Witwe Marie Schwager und Doris Bertsch-Schwager sind aus der Kollektivgesellschaft ausgetreten.

19. Juni 1946. Wein- und Speisekarten.

K. Hintermann, in Schönenberg an der Thur. Inhaber der Firma ist Karl Hintermann, von Beinwil am See (Aargau), in Schönenberg an der Thur. Fabrikation und Vertrieb von Wein- und Speisekarten.

19. Juni 1946.

Fürsorgefonds Pyrotechnische Fabrik Müller, in Kreuzlingen (SHAB. Nr. 169 vom 23. Juli 1943, Seite 1688). Die Stiftungsurkunde wurde mit regierungsrätlicher Genehmigung vom 3. Juni 1946 revidiert. Der Stiftungszweck wurde wie folgt festgesetzt: Wirtschaftliche Fürsorge für die Angestellten und Arbeiter der «Pyrotechnischen Fabrik Müller». Leistungen werden ausgerichtet zur Unterstützung in Fällen von Krankheit, Alter, Unfall und Invalidität, zur Unterstützung von Hinterlassenen in Todesfällen sowie zur Unterstützung bei Arbeitslosigkeit. Eine weitere Textänderung berührt die publizierten Bestimmungen nicht.

19. Juni 1946.

Sennerelgesellschaft Englishofen, in Englishofen (SHAB. Nr. 199 vom 25. August 1944, Seite 1907). Die Genossenschaft hat an der Generalk

versammlung vom 26. Januar 1946 neue, dem revidierten Obligationenrecht angepasste Statuten angenommen. Der Name der Genossenschaft wurde abgeändert in *Käsergenossenschaft Engishofen*. Bezweckt wird die bestmögliche Verwertung der der Genossenschaft zur Verfügung stehenden Milch durch den Selbstbetrieb einer Käseerei oder den Verkauf der Milch an einen Käser. Alle Bekanntmachungen erfolgen im Schweizerischen Handelsamtsblatt. Die Mitteilungen an die Genossenschafter erfolgen durch persönliche Zustellung oder schriftlich. Die Unterschrift führen der Präsident, der Vizepräsident und der Aktuar kollektiv zu zweien. Der Vizepräsident Hans Anderes, von und in Engishofen, ist von nun an ebenfalls kollektivzeichnungsbevollmächtigt. An Stelle von Oskar Buhl, dessen Unterschrift erloschen ist, wurde Hermann Wolff, von und in Engishofen, als Aktuar in den Vorstand gewählt.

Tessin — Tessin — Ticino

Ufficio di Lugano

18 giugno 1946. Commestibili, vini, ecc.

Luigina Morandi, in **Curio**, commestibili, vini e salumi (FUSC. del 7 dicembre 1932, n° 287, pagina 2866). La ditta viene cancellata per cessazione di commercio.

18 giugno 1946: Generi alimentari, vini, ecc.

Giamboni Giacomo, in **Curio**. Titolare è Giacomo Giamboni, di Pietro, da ed in Curio. Commercio di generi alimentari, vini, liquori e rappresentanze di generi diversi.

19 giugno 1946.

Agricola Immobiliare S.A., in **Vico Morcote** (FUSC. del 18 marzo 1937, n° 64, pagina 643). Il **D^{re} Hemann Ritzmann** non è più amministratore della società e di conseguenza è estinto il suo diritto alla firma sociale. Nuovo amministratore unico è **Hans Hörtig**, da ed in Zofingen, con diritto di firma individuale.

Waadt — Vaud — Vaud

Bureau d'Aigle

19 juin 1946. Articles en cuir.

V. Mange, à **Leysin**. Le chef de la maison est **Victor Mange**, de Rougemont, à Leysin. Vente et fabrication d'articles en cuir. Villa Princesse.

19 juin 1946.

Compagnie des produits électrochimiques et électrometallurgiques, société anonyme, à **Bex** (FOSC. des 9 février 1931 et 16 septembre 1942). **Henri Marchand** et **Alfred Veuthey** ne font plus partie du conseil d'administration; leurs signatures sont radiées. **Georges Gross**, de Cressier (Fribourg), à Lausanne; **Jacques Pletscher**, de Schleithelm (Schaffhouse), à Sion, et **Alois Bron**, de Puidoux, à Lausanne, sont entrés au conseil d'administration, ce dernier comme secrétaire. Ils engagent la société en signant à deux entre eux ou avec le directeur et le fondé de pouvoir inscrits.

Bureau de Lausanne

19 juin 1946.

Société Immobilière Rue de Bourg No 10, à **Lausanne**, société anonyme (FOSC. du 4 décembre 1943). L'administrateur **Edwin Wüger** est démissionnaire; sa signature est radiée. **René Bonnard**, de Nyon et **Arnex** sur Nyon, à Lausanne, est nommé seul administrateur avec signature individuelle. Bureau transféré Rue de Bourg 10 (chez l'administrateur).

19 juin 1946. Publicité.

«**LIPS**» **P. Schumacher**, à **Lausanne**. Le chef de la maison est **Paul Schumacher**, de Mels (St-Gall), à Lausanne. Entreprise de publicité sous toutes ses formes. Chemin des Fontenailles 10.

19 juin 1946.

Société Immobilière des 4 Avenues, à **Renens**, société anonyme (FOSC. du 8 novembre 1945, page 2752). Suivant procès-verbal de l'assemblée générale du 13 juin 1946, en la forme authentique, la société a décidé: 1° de convertir les 180 actions de fr. 250 chacune, nominatives, composant le capital social entièrement libéré en 90 actions au porteur de fr. 500; 2° de porter le capital social de fr. 45 000 à fr. 50 000 par l'émission de 10 actions nouvelles de fr. 500 au porteur, entièrement libérées en compensation partielle de créance; 3° de modifier les statuts en conséquence et de les adapter aux dispositions nouvelles du code des obligations. Le capital est de fr. 50 000, divisé en 100 actions au porteur de fr. 500, entièrement libérées. Les publications sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les communications aux actionnaires ont lieu par insertion dans l'organe de publication de la société ou par lettre recommandée ou télégramme aux actionnaires qui ont communiqué à cet effet leur adresse au conseil d'administration.

19 juin 1946.

Société Immobilière l'Orient, Renens, à **Renens**, société anonyme (FOSC. du 4 août 1937). Suivant procès-verbal authentique de l'assemblée générale du 13 juin 1946, la société a décidé: 1° de convertir les actions nominatives de fr. 500 au nombre de 80 composant le capital social, entièrement libéré, en autant d'actions au porteur; 2° de porter le capital de fr. 40 000 à fr. 50 000 par l'émission de 20 nouvelles actions de fr. 500, au porteur, entièrement libérées en compensation partielle de créance; 3° de modifier les statuts en conséquence et de les adapter aux dispositions nouvelles du CO. Le capital est de fr. 50 000, divisé en 100 actions au porteur de fr. 500, entièrement libérées. Les publications ont lieu dans la Feuille officielle suisse du commerce. Les actionnaires sont convoqués par insertion dans l'organe de publication ou par lettres recommandées ou télégrammes aux actionnaires qui ont communiqué à cet effet leur adresse au conseil d'administration.

Bureau de Morges

19 juin 1946. Maçonnerie.

R. Moret et **J. Zahner**, à **Bussigny sur Morges**. **Robert Moret**, de Clarmont, et **Jean Zahner**, de Lippoldswilen (Thurgovie), les deux à Bussigny sur Morges, ont constitué sous cette raison sociale une société en nom collectif qui a commencé le 1^{er} mars 1946. Entreprise de maçonnerie. Saint-Germain.

19 juin 1946. Semences, insecticides, etc.

A. Vuagniaux, à **Morges**. Le chef de la maison est **Auguste-Roger Vuagniaux**, de Vucherens, à Morges. Commerce de semences, insecticides, engrais, grains, farines, fourrages, matériel horticole et avicole. Grand'Rue 36.

Bureau de Moudon

19 juin 1946. Scierie, produits fourragers, etc.

Sclerie A. Fischer, à **Bressonnaz rière Moudon**. Le chef de la maison est **Adolphe Fischer**, de Meisterschwanden (Argovie), à Bressonnaz rière Vuilliens. Scierie, parqueterie, commerce de bois, battage de céréales et produits fourragers.

Bureau de Vevey

19 juin 1946. Restaurant.

Marcel Muller, à **Vevey**, exploitation du «**Buffet de la Gare**» (FOSC. du 27 janvier 1943, n° 21). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

19 juin 1946.

Société Immobilière de l'Hôtel Suisse et Majestic, Montreux S.A., à **Montreux**. Le **Châtelard** (FOSC. du 27 juin 1945, n° 147). La société est radiée au bureau de Vevey par suite du transfert de son siège social à **Lausanne** (FOSC. du 14 juin 1946, page 1785).

Bureau d'Yverdon

19 juin 1946.

Chimie Agricole S.A., à **Yverdon** (FOSC. du 15 novembre 1944, page 2532). Le conseil d'administration est composé comme il suit: président: **Gustave Vallotton** (inscrit); vice-président: **Emile Henry** (inscrit comme administrateur-délégué); secrétaire: **Julien Saugy**, de Rougemont, à Yverdon; membres: **Paul Vuillemin** (inscrit) et **Alfred Vaucher**, de Buttes et Fleurier, à Yverdon. Les signatures des administrateurs démissionnaires **Jean Jacques Hort** et **Ernest George** sont radiées. La société est engagée par la signature individuelle de l'administrateur-délégué **Emile Henry** et par la signature collective à deux des autres administrateurs.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel

Bureau de La Chaux-de-Fonds

17 juin 1946. Bracelets, articles de bijouterie.

Rafale S. à r. l., à **La Chaux-de-Fonds**. Suivant acte authentique et statuts du 13 juin 1946, il a été constitué sous cette raison sociale une société à responsabilité limitée qui a pour objet la fabrication, l'achat et la vente de bracelets et d'articles de bijouterie et toutes opérations commerciales se rapportant à l'objet de la société. Le capital social est de fr. 20 000. Les associés sont **Etienne Meylan**, de **Le Lieu** (Vaud), à **La Chaux-de-Fonds**, pour une part de fr. 15 000; **Marcel Meylan**, de **Le Lieu** (Vaud), à **La Chaux-de-Fonds**, pour une part de fr. 5000. Les publications de la société sont faites dans la Feuille officielle suisse du commerce. **Etienne Meylan** et **Marcel Meylan** ont été désignés comme gérants, avec signature collective. Locaux: Commerce 11 et 13.

17 juin 1946. Epicerie, etc.

Henri Calame, à **La Chaux-de-Fonds**. Le chef de la maison est **Henri Calame**, de et à **La Chaux-de-Fonds**. Epicerie, primeurs. Rue du Progrès 113a.

18 juin 1946. Vins, etc.

Adalbert Mathis, à **La Chaux-de-Fonds**. Le chef de la maison est **Adalbert Mathis**, de **Wolfschliessen** (Nidwald), à **La Chaux-de-Fonds**. Représentation, courtage, commission en vins et liqueurs en gros. Rocher 20.

Bureau de Neuchâtel

18 juin 1946. Boulangerie, etc.

Robert Lischer, à **Neuchâtel**, boulangerie, pâtisserie (FOSC. du 1^{er} juillet 1920, n° 169, page 1263). La raison est radiée par suite de remise de commerce.

18 juin 1946. Affaires industrielles, etc.

Sedic S.A., à **Neuchâtel**, étude et réalisation de toutes affaires industrielles, commerciales et immobilières, etc. (FOSC. du 15 avril 1943, n° 88, page 857). Cette raison sociale est radiée d'office du registre du commerce de **Neuchâtel** par suite de transfert du siège de la société à **Boudry** (FOSC. du 12 juin 1946, n° 134, page 1754).

Genève — Genève — Ginevra

18 juin 1946. Appareils électriques.

«**Electro-Entretien**» **G. Scheffre**, à **Genève**. Le chef de la maison est **Gilbert Scheffre**, de **Bernex** et de **St-Maurice** (Valais), à **Genève**. Entretien, réparation et dépannage de tous appareils électriques, par abonnements. Rue de Carouge 25 bis.

18 juin 1946. Maçonnerie et carrelage.

LS. Römer, à **Genève**. Le chef de la maison est **Louis-Robert Römer**, de **Rechterswil** (Soleure), à **Genève**. Entreprise de maçonnerie et carrelage. Rue du Stand 1 et 3.

18 juin 1946.

Société Financière pour la Métallurgie et les Mines, à **Genève**, société anonyme (FOSC. du 8 janvier 1943, page 70). Nouvelle adresse: **Place Bel-Air 2** (bureaux de **Crédit Suisse**).

18 juin 1946. Transports, voyages, etc.

J. Véron, Grauer et Cie, Société Anonyme, à **Genève**, agence de transports, voyages, etc. (FOSC. du 20 février 1946, page 553). **Alois Gillieron**, de et à **Genève**, et **Alphonse Avril**, de et à **Genève**, ont été nommés administrateurs, sans signature sociale, en remplacement de **James Véron** et **Edouard Duckert**, administrateurs décédés. Les pouvoirs de **James Véron** sont éteints.

18 juin 1946.

Société Immobilière Verlac B, à **Genève**, société anonyme (FOSC. du 22 novembre 1945, page 2892). **Gilbert-Eugène Dubois**, de **Saint-Maurice** (Valais), à **Genève**, a été nommé unique administrateur, avec signature individuelle. Les administrateurs **Roger-Walter Halter** et **François Barde** sont démissionnaires; leurs pouvoirs sont éteints. Nouvelle adresse: **Rue de Rive 1** (bureau de la société «**Le Bouclier S.A.**»).

18 juin 1946. Hôtels, restaurants.

Rodica S.A., à **Genève**, exploitation et mise en valeur d'hôtels ou de restaurants, notamment du **Restaurant du Nord** (FOSC. du 19 juin 1945, pages 1413/14). Suivant procès-verbal authentique de son assemblée générale du 8 juin 1946, la société a décidé de porter son capital social de fr. 100 000 à fr. 200 000 par l'émission de 100 actions de fr. 1000 chacune, au porteur. Les statuts ont été modifiés en conséquence. Le capital social est donc de fr. 200 000, divisé en 200 actions, au porteur, de fr. 1000 chacune. Il est entièrement libéré. Nouveaux bureaux: **Place Longemalle 14**.

Eidgenössisches Amt für geistiges Eigentum

Bureau fédéral de la propriété intellectuelle — Ufficio federale della proprietà intellettuale

PATENT-LISTE
LISTE DES BREVETS — LISTA DEI BREVETTI

N° 9

Erste Hälfte Mai 1946

Première quinzaine de mai 1946 — Prima quindicina di maggio 1946

I. Abteilung — I^a Partie — I^a Parte

Eintragungen vom 15. Mai 1946

Enregistrement du 15 mai 1946 — Inscrizioni del 15 maggio 1946

198 { Hauptpatente
Brevets principaux
Brevetti principali } Nrn. 242293—242485

(Die Nummern derjenigen Patente, deren Veröffentlichung verschoben und bei welchen die Verschiebung noch nicht abgelaufen ist, sind mit einem * versehen. — Les numéros des brevets dont la publication a été ajournée et pour lesquels l'ajournement n'est pas encore expiré, sont marqués d'un *. — I numeri dei brevetti la cui pubblicazione è stata aggiornata e per i quali l'aggiornamento non è ancora spirato, sono seguiti d'un *.)

- Kl. 2 a, Nr. 242293. 12. Oktober 1944, 20 Uhr. — Selbsthalterpflug. — Hans Lamprecht, jun., Winterthurerstrasse 232, Brütisellen (Zürich, Schweiz). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich.
- Kl. 2 d, Nr. 242294. 11. September 1944, 18¼ Uhr. — Dreschmaschine mit Steigsichter. — Aebi & Co., Maschinenfabrik, Burgdorf (Schweiz). Vertreter: Naegeli & Co., Bern. — *Priorität: Comptoir Suisse, Lausanne, eröffnet 9. September 1944. *
- Kl. 2 d, Nr. 242295. 30. September 1944, 14½ Uhr. — Ustensile pour l'égrenage d'un épi de maïs. — Charles Schachenmann, En Châtel, Morges (Suisse). Mandataire: Dr. J.-D. Pahud, Lausanne.
- Kl. 2 e, Nr. 242296. 10. août 1944, 18 h. — Dispositif pour supporter les branches d'arbres fruitiers. — Jules Mergul, Rue Veyrassat 12, Genève (Suisse). Mandataires: Dériaz, Kirker & Cie, Genève.
- Kl. 2 e, Nr. 242297. 8. Oktober 1945, 20 Uhr. — Vorrichtung zur Verhütung des Spaltens der Stämme beim Fällen von Bäumen. — Fritz Elchenberger, Schmiedemeister, Lenzburgerstrasse 51, Schafisheim (Aargau, Schweiz).
- Kl. 3 a, Nr. 242298. 6. Januar 1945, 10½ Uhr. — Kuhsehwanzhalter. — Bonivazius Rittler, Mineur, Kippel (Wallis, Schweiz). Vertreterin: «Peruhag» Patent-Erwickungs- und Handels-Gesellschaft, Bern.
- Kl. 3 a, Nr. 242299. 18. Januar 1945, 20 Uhr. — Viehstriegel. — Hans Hofstetter, Kaufmann, Landegg, Malters (Luzern, Schweiz). Vertreter: F. A. von Moos, Luzern.
- Kl. 3 c, Nr. 242300. 25. Mai 1944, 20 Uhr. — Verfahren zur Schädlingsbekämpfung. — CIBA Aktiengesellschaft, Basel (Schweiz).
- Kl. 3 c, Nr. 242301. 20. juin 1944, 18½ Uhr. — Procédé pour la destruction des rats et autres animaux nuisibles. — Georges Truffaut, Avenue de Paris 90bis, Versailles; et Isaaki Pastac, Rue Rieussec 2, Viroflay (France). Mandataires: Bovard & Cie, Bern. — *Priorität: France, 17. septembre 1943. *
- Kl. 4 a, Nr. 242302. 30. septembre 1944, 14½ Uhr. — Paroi à l'intérieur de laquelle sont ménagés des conduits de circulation. — Edouard Blanchi, Sierre (Valais, Suisse). Mandataire: Dr. J.-D. Pahud, Lausanne.
- Kl. 4 b, Nr. 242303. 17. marzo 1943, ore 21. — Struttura armata composta, coatta per costruzioni armate. — Pietro Noll, Viale dei Mille 32; e Giuseppe Marloni, Via Illica 5, Milano (Italia). Mandatario: Dr. Arnold R. Egli, Zurigo. — *Priorität: Italia, 4. aprile e 26. settembre 1942. *
- Kl. 4 b, Nr. 242304. 29. oktober 1943, 18¼ Uhr. — Procédé pour la fabrication d'un objet creux à extrémités renforcées, en béton armé ou analogues et objet creux obtenu d'après ce procédé. — Société Continentale et Coloniale de Construction, Société Anonyme, Place de Louvain 18/20, Bruxelles (Belgique). Mandataire: A. Braun, Bâle. — *Priorität: Belgique, 1^{er} mars 1943. *
- Kl. 4 b, Nr. 242305. 7. September 1945, 15 Uhr. — Baustein. — Walter Lächli, Winterthurer Strasse 360, Zürich 11 (Schweiz). Vertreter: A. Sahli, Zürich.
- Kl. 4 d, Nr. 242306. 12. mai 1945, 17 h. — Plancher pour cuisines, salles de bain, laboratoires, salles d'opération, etc. — Ernest Ballis-Epars, Champ d'Asile (Cour), Lausanne (Suisse).
- Kl. 4 e, Nr. 242307. 6. Dezember 1944, 11¼ Uhr. — Elementenpaar zum Verbinden von Konstruktionsteilen. — August Thüring, Radiotechniker, Ettingen (Basel-Land, Schweiz). Vertreterin: «Peruhag» Patent-Erwickungs- und Handels-Gesellschaft, Bern.
- Kl. 7 g, Nr. 242308. 3. Juli 1944, 19 Uhr. — Mit Windkanal versehene Einrichtung für Raumheizungszwecke. — Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie., Baden (Schweiz).
- Kl. 8 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242311 (11 b) und 242471 (121 d).
- Kl. 11 a, Nr. 242309. 22. April 1943, 19 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines wenigstens teilweise aus Glas bestehenden Körpers mit einem röhrenförmigen Glasteil. — NV. Philips' Gloeilampenfabrieken, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — *Priorität: Niederlande, 25. April 1942. *
- Kl. 11 a, Nr. 242310. 8. mai 1944, 20 h. — Procédé pour la fabrication d'objets creux en verre. — Société Anonyme «Le Pyrex», Rue de Cambacérès 4, Paris (France). Mandataires: Dériaz, Kirker & Cie, Genève. — *Priorität: France, 11. mai 1943. *
- Kl. 11 b, Nr. 242311. 8. Juli 1941, 20 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines aus mindestens zwei Teilen bestehenden Gegenstandes, dessen einer Teil mindestens teilweise aus Glas besteht, durch Verschmelzen dieses Glases mit einem anderen Teil. — Eduard Gerecke, und Société Anonyme des Ateliers de Sécheron, Avenue de Sécheron, Genf (Schweiz). Vertreter: Dériaz, Kirker & Cie., Genf.
- Kl. 11 b, Nr. 242312. 15. Oktober 1943, 18½ Uhr. — Zur Herstellung von Brillen geeignetes, neodymhaltiges, farbsteigerndes und Ultraviolett absorbierendes Glas. — Auergesellschaft Aktiengesellschaft, Friedrich-Krause-Ufer 24, Berlin N 65 (Deutsches Reich). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel. — *Priorität: Deutsches Reich, 15. Oktober 1942. *
- Kl. 11 b, Nr. 242313. 15. Oktober 1943, 18½ Uhr. — Zur Herstellung von Brillen geeignetes, neodymhaltiges, farbsteigerndes und Ultraviolett absorbierendes Glas und Verfahren zu seiner Herstellung. — Auergesellschaft Aktiengesellschaft, Friedrich-Krause-Ufer 24, Berlin N 65 (Deutsches Reich). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel. — *Priorität: Deutsches Reich, 15. Oktober 1942. *
- Kl. 13 e, Nr. 242314. 9. Dezember 1942, 20 Uhr. — Verfahren zur Erzeugung von Treibgasen für Verbrennungskraftmaschinen. — Hermann Schubert, Zittau (Sachsen, Deutsches Reich). Vertreter: Dériaz, Kirker & Cie., Genf. — *Priorität: Deutsches Reich, 13. Dezember 1941. *
- Kl. 13 g, Nr. 242315. 22. maggio 1942, ore 18. — Dispositivo per la depurazione del fumo o del gas dal pulviscolo. — Prof. Dott. Ing. Gustavo Lauro, Via Ampère 26, Milano (Italia). Mandatario: A. Bugnion, Ginevra. — *Priorität: Italia, 28. aprile 1942. *
- Kl. 15 b, Nr. 242316. 6. mai 1944, 11¼ h. — Eplucheur. — Emile Häster, Avenue Druey 13, Lausanne (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.
- Kl. 15 b, Nr. 242317. 17. Januar 1945, 18 Uhr. — Vorrichtung zum Schälen von weichschaligen Früchten. — Anton Kessler, Winterthurer Strasse 396 Zürich (Schweiz). Vertreter: A. Sahli, Zürich.
- Kl. 15 f, Nr. 242318. 13. décembre 1943, 18 h. — Dispositif de support destiné à être appliqué contre une paroi. — Hermann Gottlieb Keller, Boulevard des Tranchés, Genève (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.
- Kl. 15 f, Nr. 242319. 21. juillet 1944, 18¼ h. — Dispositif de fixation pour glaces. — G.-A. Bajol; et Maurice Klemml, Rue d'Alsace-Lorraine 55, Toulouse (France). Mandataires: Nægeli & Co., Bern.
- Kl. 15 g, Nr. 242320. 7. Dezember 1945, 20 Uhr. — Sessel mit beweglichem Sitz, beweglicher und verstellbarer Rückenlehne und Vorrichtung zu ihrer Anpassung an den Körper des Sitzenden. — Johannes Jäckli, Maler, Brione bei Locarno (Schweiz).
- Kl. 15 g. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242322 (15 i).
- Kl. 15 i, Nr. 242321. 20. Juli 1944, 18½ Uhr. — Um einen vertikalen Zapfen sich einstellende Laufrolle. — M. J. Purtschert & Co. AG., Klosterstrasse 31, Luzern (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.
- Kl. 15 i, Nr. 242322. 3. Oktober 1944, 19 Uhr. — Zusammenklappbares Möbel. — Jean Cron, Pelikanweg 10, Basel (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.
- Kl. 15 i, Nr. 242323. 15. novembre 1944, 17¾ h. — Glissière pour tiroirs. — Benjamin Pellaton SA., fabrique de roulements à billes, Bienne (Suisse). Mandataires: Bovard & Cie, Bern.
- Kl. 17 a, Nr. 242324. 12. Oktober 1944, 18½ Uhr. — Abschlussvorrichtung, insbesondere für Behälter. — Arthur Stähli, Selzach (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.
- Kl. 17 c, Nr. 242325. 17. Dezember 1943, 20 Uhr. — Behälter mit einer Vorrichtung zur Entnahme von Flüssigkeiten. — Béla Balog, Teréz-Körut 8, Budapest VII (Ungarn). Vertreter: W. Rossel, Zürich. — *Priorität: Ungarn, 27. Januar 1943. *
- Kl. 18 b, Nr. 242326. 18. Dezember 1942, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Fasern und Fäden aus Polyvinylmischazetalen. — Lonza-Werke Elektrochemische Fabriken GmbH., Weil am Rhein (Deutsches Reich). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel. — *Priorität: Deutsches Reich, 4. April 1942. *
- Kl. 18 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242352 (41).
- Kl. 19 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242329 (21 c).
- Kl. 21 c, Nr. 242327. 19. Juli 1943, 20 Uhr. — Webstuhl. — Andreas Johann Morvay, Honvéd utca 16, Budapest (Ungarn). Vertreter: Fritz Isler, Zürich.
- Kl. 21 c, Nr. 242328. 28. febbraio 1944, ore 7. — Procedimento di fabbricazione su telaio da nastri di articoli di forma allungata e presentanti tratti di altezza gradatamente variabile, quali pannolini per signora e bretelle. — Umberto Lamperti, Via Solferino 18, Milano (Italia). Mandatario: A. Racheli, Bellinzona.
- Kl. 21 c, Nr. 242329. 15. November 1944, 20 Uhr. — Anordnung zum Bremsen von Fäden oder Garnen, insbesondere für Spinnmaschinen, Zwirnmaschinen, Webstühle usw. — Dr. Ing. Christian Christiansen, Villavn 23 a, Froen bei Oslo; und Gustav Otto Karl Rüsch, Mandal (Norwegen). Vertreter: Dériaz, Kirker & Cie., Genf.
- Kl. 21 f, Nr. 242330. 13. November 1944, 5 Uhr. — Schußspule. — Urli-Werk J. Inglin & Cie., Altdorf (Schweiz).
- Kl. 22 d, Nr. 242331. 12. September 1942, 12¼ Uhr. — Tisch-Nähmaschine. — Fritz Gegauf's Söhne Aktiengesellschaft, Steckborn (Thurgau, Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Kl. 25 a, Nr. 242332. 26. Februar 1946, 12 Uhr. — Unterleid. — Walter Ammann, Hermannstrasse 10, Winterthur (Schweiz). Vertreter: Fritz Isler, Zürich.
- Kl. 25 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242328 (21 c).
- Kl. 27 c, Nr. 242333. 4. Oktober 1944, 23 Uhr. — Einrichtung zur Verteilung von Nägeln für Nagelmaschinen, insbesondere zur Schuhherstellung. — Bata AG., Zlin (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — *Priorität: Deutsches Reich, 30. Oktober 1943. *
- Kl. 27 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242406 (82).
- Kl. 28 b, Nr. 242334. 2. Januar 1945, 11½ Uhr. — Buttermaschine. — Josef Inderbitzin, Kaufmann, Stadthausstrasse 3, Luzern (Schweiz). Vertreter: F. A. von Moos, Luzern.
- Kl. 28 c, Nr. 242335. 7. November 1944, 18 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines Milchproduktes. — Berner Alpen-Milchgesellschaft, Stalden (Bern, Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Kl. 29 d. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242315 (13 g) und 242342 (36 d).
- Kl. 30 b, Nr. 242336. 1. Februar 1945, 12 Uhr. — Einrichtung an Knäkebrotmaschinen. — Karl Edvard Lundström, Konsul, Strandvägen 53, Stockholm (Schweden). Vertreter: Paul Menge, Zürich. — *Priorität: Schweden, 14. Februar 1944. *

- Kl. 31 b, Nr. 242337. 8. Februar 1943, 20 Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Kunstdärmen. — Josef **Schwerer**, Liniengasse 46, Wien 6/56 (Österreich). Vertreter: Fritz Isler, Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 19. Februar 1942.»
- Cl. 33 c, n° 242338. 3 avril 1946, 23 h. — Procédé pour la fabrication d'une liqueur. — Henri **Mayor**, Rolle (Suisse). Mandataire: Dr J.-D. Pahud, Lausanne.
- Kl. 34 b, Nr. 242339. 27. Juli 1944, 14 Uhr. — Räucheranlage. — Arnold **Huber**, Metzger, Weiler, Metzikon-Münchwil (Thurgau, Schweiz).
- Cl. 34 b, n° 242340. 27 septembre 1944, 18 1/2 h. — Chambre à fumer. — Edouard **Rosset**, Mannens (Fribourg, Suisse). Mandataires: Bovard & Cie, Berne.
- Cl. 35 a, n° 242341. 31 luglio 1943, ore 13. — Essiccaitoio, segnatamente per il tabacco. — Angelo **Gaburri**, tecnico, Umbertide (Perugia, Italia). Mandatari: Naegeli & Co., Berna.
- Kl. 36 d, Nr. 242342. 26. November 1943, 18 Uhr. — Reiniger für Flüssigkeiten und Gase. — Paul **Erismann**, Automobile, Obergrund 42, Luzern (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern. — «Priorität: Deutsches Reich, 3. Dezember 1942.»
- Kl. 36 g, Nr. 242343. 6. Januar 1945, 20 Uhr. — Autoklav. — **Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft**, Winterthur (Schweiz). Vertreter: W. Rossel, Zürich.
- Cl. 36 o, n° 242344. 4 mars 1943, 18 1/2 h. — Procédé de fabrication d'un liquide contenant de l'acétal méthylique. — Louis **Renault**, Billancourt (Seine, France). Mandataires: Bovard & Cie, Berne. — «Priorité: France, 4 août 1942.»
- Kl. 36 o, Nr. 242345. 16. Juli 1943, 18 1/4 Uhr. — Verfahren zur Herstellung von 2-Keto-L-gulonsäure. — **Nederlandsche Organisatie voor toegepast-natuurwetenschappelijk onderzoek ten behoeve van de Voeding**, Den Haag (Niederlande). Vertreter: Naegeli & Co., Bern. — «Prioritäten: Niederlande, 27. Juli 1942 und 3. Juli 1943.»
- Kl. 36 o, Nr. 242346. 25. Oktober 1943, 20 Uhr. — Verfahren und Vorrichtung zur Herstellung von Thioharnstoff. — **Bata AG**, Zlin (Tschechoslowakei). Vertreter: Fritz Isler, Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 10. November 1942.»
- Cl. 36 o, n° 242347. 13 décembre 1943, 17 1/4 h. — Procédé de fabrication de chlorure de vinyle. — **Solvay & Cie**, Rue du Prince-Albert 33, Bruxelles (Belgique). Mandataires: E. Blum & Co., Zurich. — «Priorité: Belgique, 6 janvier 1943.»
- Cl. 36 o, n° 242348. 13 décembre 1943, 17 1/4 h. — Procédé de fabrication du chlorure de vinyle. — **Solvay & Cie**, Rue du Prince-Albert 33, Bruxelles (Belgique). Mandataires: E. Blum & Co., Zurich. — «Priorité: Belgique, 21 janvier 1943.»
- Cl. 36 o, n° 242349. 20 juin 1944, 18 1/2 h. — Procédé de fabrication d'acétals en présence d'un catalyseur contenant des composés du mercure. — Louis **Renault**, Avenue Emile-Zola 8, Billancourt (Seine, France). Mandataires: Bovard & Cie, Berne. — «Priorité: France, 19 juillet 1943.»
- Kl. 36 o. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242459 (116 h).
- Kl. 36 p, Nr. 242350. 23. Oktober 1944, 18 Uhr. — Verfahren zur Darstellung von 2-(p-Aminobenzolsulfonylamino)-pyrimidinen. — **CILAG, Chemisches Industrielles Laboratorium AG**, Grafenbuck, Hochstrasse 209, Schaffhausen (Schweiz). Vertreter: Dr. Rudolf A. Rebmann, Zürich.
- Kl. 37 b, Nr. 242351. 24. März 1942, 18 1/4 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines Antrachinonfarbstoffes. — **Deutsche Hydrierwerke Aktiengesellschaft**, Rodleben bei Dessau-Rosslau (Deutsches Reich). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel. — «Priorität: Deutsches Reich, 9. Juli 1941.»
- Kl. 41, Nr. 242352. 20. Juni 1940, 18 1/2 Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Fasern, Bändchen, Folien oder anderen Flächengebilden aus stickstoffhaltigen Polykondensationsprodukten. — **IG. Farbenindustrie Aktiengesellschaft**, Frankfurt a. M. (Deutsches Reich). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel. — «Priorität: Deutsches Reich, 12. Juni 1939.»
- Kl. 41, Nr. 242353. 11. Februar 1943, 19 Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Füllstoffen für Kautschukmischungen. — **Bata AG**, Zlin (Tschechoslowakei). Vertreter: W. Rossel, Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 17. April 1942.»
- Kl. 41, Nr. 242354. 17. Februar 1945, 18 Uhr. — Vorrichtung zum Härten thermisch polymerisierbarer Kunststoffe. — Rudolf **Ilg**, Dental-Laboratorium, Hintere Bahnhofstrasse 60, Aarau (Schweiz). Vertreter: Paul Feremutsch, Zürich.
- Kl. 41, Nr. 242355. 2. Juni 1945, 16 Uhr. — Zur Verwendung als plastische Masse, Lack, Klebstoff und Imprägniermasse sowie zur Herstellung von Folien, Kunstfasern usw. geeignetes Gemisch und Verfahren zu seiner Herstellung. — **CILAG, Chemisches Industrielles Laboratorium AG**, Grafenbuck, Hochstrasse 209, Schaffhausen (Schweiz). Vertreter: Dr. Rudolf A. Rebmann, Zürich.
- Cl. 44 a, n° 242356. 20 ottobre 1944, ore 18 1/2. — Procedimento per l'ossidazione anodica di oggetti di alluminio e di leghe di alluminio. — **Agma Aktiengesellschaft**, Vaduz (Liechtenstein). Mandatario: Fritz Isler, Zurigo.
- Kl. 44 a. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242411 (91).
- Kl. 44 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242311 (11 b).
- Kl. 46 b, Nr. 242357. 26. August 1944, 13 Uhr. — Mit Lineatur versehenes Schreibpapier. — **Kjellbergs Successors A.B.**, Drottningatan 14, Stockholm (Schweden). Vertreter: Fritz Isler, Zürich. — «Priorität: Schweden, 1. Juni 1943.»
- Kl. 47 c, Nr. 242358. 20. Oktober 1944, 18 1/2 Uhr. — Vorrichtung zur Anfertigung von Einband-Decken. — Ernst **Weber**, Landoltstrasse 43, Bern (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.
- Kl. 48 h. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242451 (112).
- Kl. 49 a. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242362 (49 b).
- Cl. 49 b, n° 242359. 16 novembre 1942, 18 1/4 h. — Film à réseau lentulaire microscopique, procédé pour sa réalisation et mécanisme pour la mise en œuvre dudit procédé. — Alphonse-Jacques **Bourdereau**, industriel, Rue de Belleville 262, Paris (France). Mandataires: Naegeli & Co., Berne. — «Priorité: France, 6 juin 1942.»
- Cl. 49 b, n° 242360. 17 novembre 1942, 18 1/2 h. — Laminoin destiné au gaufrage des films. — Alphonse-Jacques **Bourdereau**, industriel, Rue de Belleville 262, Paris (France). Mandataires: Naegeli & Co., Berne. — «Priorité: France, 6 juin 1942.»
- Cl. 49 b, n° 242361. 6 juillet 1943, 18 h. — Procédé pour la préparation d'un matériel photographique à au moins une couche mate et produit obtenu suivant ce procédé. — **Gevart Photo-Producten NV**, Rue Septe 27, Anvers (Mortsel, Belgique). Mandataire: A. Braun, Bâle. — «Priorité: Allemagne, 18 juillet 1942.»
- Cl. 49 b, n° 242362. 16 mars 1945, 20 h. — Dispositif pour préserver de la lumière un film photographique enroulé sur une bobine. — Felix **Korn**, Rue du Jeu de l'Arc 7, Genève (Suisse).
- Kl. 49 c, Nr. 242363. 4. April 1945, 16 Uhr. — Kassette. — Hans **Lehner**, mechanische Werkzeuge, Kirchberg (Bern, Schweiz). Vertreterin: «Peruhag» Patent-Erwickungs- und Handels-Gesellschaft, Bern.
- Kl. 50 f, Nr. 242364. 26. August 1944, 12 1/4 Uhr. — Einrichtung zur Führung einer Reißchiene an einem Reissbrett. — **Gebrüder Scholl Aktiengesellschaft**, Poststrasse 3, Zürich (Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Cl. 50 f, n° 242365. 10 octobre 1944, 20 h. — Boîte à crayons. — Roger **Hauser**, Rue des Délices 5, Genève (Suisse). Mandataire: Edmond Lauber, ing. dipl., Genève.
- Kl. 54 d, Nr. 242366. 19. September 1944, 20 Uhr. — Brettspiel. — **Uitgeversbedrijf Jac. Schoonderbeek**, Prins Hendrikstraat 2, Den Haag (Niederlande). Vertreter: Fritz Isler, Zürich.
- Kl. 54 d, Nr. 242367. 20. September 1944, 18 1/2 Uhr. — Spiel. — Jacobus **Hendrik Schoonderbeek**, Prins Hendrikstraat 2, Den Haag (Niederlande). Vertreter: Bovard & Cie., Bern. — «Priorität: Niederlande, 9. November 1943.»
- Cl. 54 c, n° 242368. 21 juin 1943, 18 h. — Jouet à roulettes. — Gaston **Dessicy**, Avenue Théophile van der Elst 125, Watermael-Boitsfort (Belgique). Mandataire: Fl. Rabilloud, Genève. — «Priorité: Belgique, 11 mai 1942.»
- Kl. 54 f, Nr. 242369. 2. Januar 1945, 17 Uhr. — Spielzeug. — Gustav **Wüstemann**, Brachmattstrasse 5, Arlesheim (Basel-Land, Schweiz). Vertreter: Walder & Co., Zürich.
- Kl. 56 a. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242370 (56 g).
- Kl. 56 g, Nr. 242370. 11. April 1944, 20 Uhr. — Sicherheitsvorrichtung für das Verschlussgehäuse-Bodenstück von Handfeuerwaffen. — **Zbrojovka Brno a. s.**, Brno (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 24. April 1943.»
- Kl. 56 g, Nr. 242371. 16. Oktober 1944, 19 Uhr. — Abzugsvorrichtung für Repetiergewehre. — **Zbrojovka Brno a. s.**, Brno (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 5. November 1943.»
- Kl. 56 g, Nr. 242372. 16. Oktober 1944, 19 Uhr. — Verschlussstück von Feuerwaffen. — **Zbrojovka Brno a. s.**, Brno (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 6. November 1943.»
- Kl. 56 g, Nr. 242373. 28. November 1944, 18 Uhr. — Feuerwaffe mit unter dem Einfluss einer Vorholfeder stehendem, zurückgleitendem Massensystem. — **Zbrojovka Brno a. s.**, Brno (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 11. Dezember 1943.»
- Kl. 58, Nr. 242374. 6. November 1944, 18 1/4 Uhr. — Mit einem Mikroskop versehenes Winkelmessinstrument zum Messen von Winkeln nach der Lichtspaltmethode. — **Tschudin & Held Aktiengesellschaft**, Waldenburg (Schweiz). Vertreter: A. Braun, Basel.
- Kl. 59, Nr. 242375. 9. April 1943, 20 Uhr. — Vorrichtung zur Prüfung eines Gegenstandes in Bezug auf mechanische Schwingungen. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 11. April 1942.»
- Cl. 60, n° 242376. 11 avril 1944, 20 h. — Distributeur. — **Société anonyme pour tous appareillages mécaniques**, Avenue de la Paix, La Courneuve (Seine, France). Mandataire: André Schott, Genève. — «Priorité: France, 16 avril 1943.»
- Cl. 61, n° 242377. 1^{er} mars 1944, 20 h. — Organe d'actionnement pour thermostat. — **Darwins Limited**, et Anthony **Linley**, Fitzwilliam Works, Templeborough, Sheffield (Grande-Bretagne). Mandataires: Dériaz, Kirker & Cie, Genève.
- Kl. 66 a, Nr. 242378. 1. Oktober 1943, 20 Uhr. — Vorrichtung zur Gleichspannungsüberwachung. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 3. Oktober 1942.»
- Kl. 66 a. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242380 (69).
- Kl. 66 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242435 (111 a) und 242453 (112).
- Kl. 68, Nr. 242379. 2. November 1945, 16 Uhr. — Elektrische Rechenmaschine. — Walter **Nef**, Prof. Dr., Chemin St-Marc 8, Freiburg (Schweiz). Vertreter: Bernhard & Cie., Bern.
- Kl. 69, Nr. 242380. 27. April 1944, 19 Uhr. — Verfahren und Vorrichtung zur Durchführung von Frequenzanalysen. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 27. April 1943.»
- Cl. 70, n° 242381. 28 septembre 1943, 17 1/4 h. — Dispositif d'éclairage. — **Color Metal AG**, Grubenstrasse 29; et Charles **Brell**, Engimattstrasse 14, Zurich (Schweiz). Mandataires: E. Blum & Co., Zurich.
- Kl. 70, Nr. 242382. 3. März 1945, 13 1/4 Uhr. — Photometer. — **Zeiss Ikon Aktiengesellschaft**, Schandauerstrasse 76, Dresden A 21 (Deutsches Reich). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich.
- Cl. 71 e, n° 242383. 12 juillet 1944, 20 h. — Dispositif de protection contre la casse pour la tige de remontoir d'une montre-bracelet. — Georges-Jean **Krenger**, Morteau (Doubs, France). Mandataire: Walter Moser, Berne. — «Priorité: France, 15 juillet 1943.»
- Cl. 71 c, n° 242384. 18 décembre 1945, 18 h. — Pièce d'horlogerie à remontage automatique et à la main. — **Fabrique d'Horlogerie Chs Tissot & Fils SA**, Beau-Site 24, Le Locle (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.
- Kl. 71 e. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242386 und 242388 (71 f).
- Kl. 71 f, Nr. 242385. 9. Dezember 1943, 18 Uhr. — Stossdämpfendes Lager an einem Uhrwerk. — **Eterna AG**, Uhrenfabrik, Grenchen (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.

- Cl. 71 f, n° 242386. 15 mars 1944, 18 h. — Remontoir étanche. — Fritz Marti, Montbrillant 18, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.
- Cl. 71 f, n° 242387. 14 juin 1944, 18¼ h. — Boîte de montre. — Henri Breguet, Chemin du Coteau 32, Bienne (Suisse). Mandataires: Bovard & Cie, Berne.
- Cl. 71 f, n° 242388. 6 juillet 1944, 16 h. — Couronne de remontoir pour montre étanche. — Paul Dubois SA., vis et décolletage, St-Imier (Suisse).
- Cl. 71 f, n° 242389. 10 juillet 1944, 17¼ h. — Boîte de montre étanche. — Société horlogère de Porrentruy Phenix Watch Co. SA., Porrentruy (Berne, Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.
- Kl. 71 f. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242383 (71 e).
- Kl. 79 c, Nr. 242390. 6. August 1943, 22 Uhr. — Umhüllter Schweißstab. — NV. Philips' Gloeilampenfabrieken, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 8. August 1942.»
- Kl. 79 c, Nr. 242391. 28. Dezember 1943, 18¼ Uhr. — Schweißautomat. — «Elln» und Schorch-Werke Aktiengesellschaft für elektrische Industrie, Wien I (Oesterreich). Vertreter: Naegeli & Co., Bern. — «Priorität: Deutsches Reich, 19. Dezember 1942.»
- Cl. 79 i, n° 242392. 17 luglio 1945, ore 10. — Procedimento per la fabbricazione di oggetti in traliccio metallico. — Lionello Ferrazzini, Mendrisio (Ticino, Svizzera). Mandataria: Adele Racheli, ing., Bellinzona.
- Kl. 79 k, Nr. 242393. 30. Oktober 1943, 12½ Uhr. — Vorrichtung zum Betätigen eines in einer sich drehenden Hohlspindel angeordneten Organs von einer ausserhalb der Spindel gelegenen Stelle aus. — Gunnar Alex Petersen, Drachmannsvej 4, Klampenborg; und Walther Carl Magnus Dietrich, Norgsgade 32, Kopenhagen (Dänemark). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich. — «Priorität: Dänemark, 13. Oktober 1942.»
- Kl. 79 k, Nr. 242394. 9. November 1944, 19 Uhr. — Fräsmaschine mit senkrechter Spindel. — Mas Geseischaft mbH, Zlin (Tschechoslowakei). Vertreter: Fritz Isler, Zürich.
- Kl. 79 k, Nr. 242395. 23. November 1944, 10 Uhr. — Bohrfutter. — C. Walter Bräcker, Metallwarenfabrik, Pfäffikon (Zürich, Schweiz). Vertreter: Ernst Hablützel, Zürich.
- Kl. 79 k, Nr. 242396. 4. Januar 1945, 18¼ Uhr. — Ausdrehwerkzeugkopf. — Rud. Schweizer & Cie., Elsternweg 4, Neuallschwil bei Basel (Schweiz). Vertreter: A. Braun, Basel.
- Kl. 79 l, Nr. 242397.* 7. Januar 1946, 14 Uhr. — Universal-Maschinenschraubstock. — Robert Muszynski, Werkzeugmacher, Schaffhauser Strasse 743, Büllach (Schweiz).
- Kl. 79 n, Nr. 242398. 8. Februar 1944, 20 Uhr. — Verfahren zum Ausglühen von Schweißverbindungen an rohrförmigen Körpern und Glühvorrichtung zur Durchführung des Verfahrens. — Dr. Ing. Hans Gallusser, Chemin de Moillebeau 47, Genf (Schweiz). Vertreter: André Schott, Genf.
- Kl. 80 c, Nr. 242399. 27. Juni 1945, 12 Uhr. — Pneumatische Schleifwalze. — Hans Wildmer, mechanische Werkstätte, Buttenustrasse 10, Adliswil (Zürich, Schweiz). Vertreter: Ernst Hablützel, Zürich.
- Kl. 80 e, Nr. 242400. 30. Mai 1944, 20 Uhr. — Kehlmeßersicherung. — Josef Burkard, Maschinist, Bodmerstrasse 3, Zürich 2 (Schweiz). Vertreter: Marcel Pinkers, Zürich.
- Kl. 81, Nr. 242401. 23. Juni 1943, 18 Uhr. — Verfahren zur Herstellung dünner Folien aus plastischen Stoffen. — Ernst Schneebeli, Dufourstrasse 5, Zollikon (Zürich, Schweiz). Vertreter: Fritz Isler, Zürich.
- Cl. 81, n° 242402. 3 febbraio 1944, ore 7. — Procedimento per la fabbricazione di impermeabili in un sol pezzo in materiale a base di resine sintetiche. — Dott. Federico Werner, Via Andrea Doria 32, Milano (Italia). Mandataria: Ing. A. Racheli, Bellinzona. — «Priorität: Italia, 5 agosto 1943.»
- Cl. 81, n° 242403. 21 ottobre 1944, ore 15. — Dispositivo meccanico per la fabbricazione rapida in serie, mediante stampi, di oggetti elastici e flessibili, per immersione degli stampi in un bagno di resine sintetiche. — Società Paravini, Via Sammartini 15, Milano (Italia). Mandataria: Ing. A. Racheli, Bellinzona.
- Cl. 81, n° 242404. 4 novembre 1944, ore 10. — Procedimento per la fabbricazione senza l'uso di pressione di oggetti a base di resine sintetiche, sia rigidi sia flessibili. — Società Paravini, Via Sammartini 15, Milano (Italia). Mandataria: Ing. A. Racheli, Bellinzona.
- Cl. 81, n° 242405. 7 novembre 1944, ore 20. — Procedimento di fabbricazione di articoli trafilati elastici e segnatamente di cordoni, partendo da una miscela a base di cloruro di polivinile. — Società Paravini, Via Sammartini 15, Milano (Italia). Mandataria: Ing. A. Racheli, Bellinzona.
- Kl. 82, Nr. 242406. 6. November 1943, 15 Uhr. — Lederwärmemaschine. — Bata AG., Zlin (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 30. November 1942.»
- Kl. 85 a, Nr. 242407. 28. Dezember 1942, 20 Uhr. — Selbsttätige Abbrichtvorrichtung an Schleifmaschinen. — Reishauer-Werkzeuge Aktiengesellschaft, Limmatstrasse 87, Zürich (Schweiz). Vertreter: Fritz Isler, Zürich.
- Kl. 85 b, Nr. 242408. 7. März 1945, 10 Uhr. — Vorrichtung zum Halten einer Rasier Klinge beim Schleifen derselben mittels eines nichtflexiblen Abziehmens. — Jakob Kuster, Bucheggstrasse 25, Zürich 10 (Schweiz).
- Cl. 86, n° 242409. 24 octobre 1944, 20 h. — Rasoir mécanique. — Bedri Hussein Gostkowski, Boulevard du Pont d'Arve 46, Genève (Suisse). Mandataire: Edmond Lauber, ing. dipl., Genève.
- Kl. 87 a. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242397 (79 i).
- Kl. 88. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242341 (35 a).
- Kl. 89, Nr. 242410. 15. Januar 1945, 9 Uhr. — Ueberlaufschleudermaschine. — Dr. Ing. Dr. Ing. e.-h. Gustav ter Meer, Seestrasse 3, München (Deutsches Reich). Vertreterin: Escher Wyss Maschinenfabriken Aktiengesellschaft, Zürich.
- Kl. 91, Nr. 242411. 16. Dezember 1942, 18½ Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Beschriftungen, Mustern oder anderen Darstellungen auf Gegenständen aus Aluminium oder seinen Legierungen. — Vereinigte Aluminium-Werke Aktiengesellschaft, Lautawerk (Lausitz, Deutsches Reich). Vertreter: A. Bugnion, Genf. — «Priorität: Deutsches Reich, 17. Juni 1942.»
- Cl. 92, n° 242412. 11 ottobre 1943, ore 18½. — Procedimento per la decorazione a colori di oggetti in resine sintetiche. — Dott. Federico Werner, Via A. Doria 32, Milano (Italia). Mandatari: Bovard & Cia., Berna. — «Priorität: Italia, 24 ottobre 1942.»
- Kl. 92, Nr. 242413. 15. Oktober 1943, 17¼ Uhr. — Verfahren und Vorrichtung zum Auftragen von Flüssigkeiten, insbesondere Farben und Lacken, auf Flächen. — Aktiebolaget Colorator, Regeringsgatan 45, Stockholm (Schweden). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich. — «Priorität: Schweden, 31. Oktober 1942.»
- Cl. 94, n° 242414. 7 septembre 1942, 17¼ h. — Boîte. — Pierre Brun, Rue des Archives 37, Paris (France). Mandataires: E. Blum & Co., Zürich. — «Priorität: France, 30 octobre 1941.»
- Kl. 94, Nr. 242415. 13. November 1944, 19 Uhr. — Armband, insbesondere für Armanduhren. — Frau Y. Hemauer, Silbergasse 11, Biel (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.
- Kl. 94, Nr. 242416. 29. Mai 1945, 17 Uhr. — Knopf. — Lüdl & Cie., Flawil (Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Cl. 95, n° 242417. 9 octobre 1944, 20 h. — Brique de poche à combustible liquide. — John-Henri Blondel, Avenue Weber 17, Genève (Suisse). Mandataire: Edmond Lauber, ing. dipl., Genève.
- Kl. 95. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242414 (94).
- Kl. 96 a. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242307 (4 e).
- Cl. 96 b, n° 242418. 16 août 1943, 19 h. — Palier. — Gaston-Georges Eugène Augereau, ingénieur, Rue Cardinet 106, Paris (France). Mandataires: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich.
- Kl. 96 d, Nr. 242419. 5. April 1944, 20 Uhr. — Keilriemen. — Bata AG., Zlin (Tschechoslowakei). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 8. Mai 1943.»
- Kl. 96 e. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242304 (4 b).
- Kl. 96 g. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242422 (101 d).
- Kl. 97, Nr. 242420. 17. September 1943, 11¼ Uhr. — Handbetätigte Zentralschmierpumpe. — Helios-Apparate Wetzel & Schlosshauer, Lenastrasse 14, Heidelberg (Deutsches Reich). Vertreter: F. A. von Moos, Luzern. — «Priorität: Deutsches Reich, 19. August 1942.»
- Kl. 97, Nr. 242421. 18. September 1943, 8¼ Uhr. — Verteiler zur selbsttätigen, wechselweisen Versorgung mehrerer Schmierstellen von einer Druckleitung aus. — Helios-Apparate Wetzel & Schlosshauer, Lenastrasse 14, Heidelberg (Deutsches Reich). Vertreter: F. A. von Moos, Luzern. — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1942.»
- Kl. 100 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242428 (104 a).
- Kl. 101 d, Nr. 242422. 5. April 1944, 20 Uhr. — Zahnrad-Drehkolbenmaschine mit variablem Durchfluss. — Jenny-Pressen Aktiengesellschaft, Letzigraben 114, Zürich (Schweiz). Vertreter: J. Spälty, Zürich.
- Kl. 102 a, Nr. 242423. 12. November 1943, 12 Uhr. — Einrichtung zur Wasserspiegelregelung im Zulaufkanal einer Wasserkraftanlage. — Escher Wyss Maschinenfabriken Aktiengesellschaft, Zürich (Schweiz).
- Kl. 102 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242422 (101 d).
- Kl. 102 c, Nr. 242424. 3. Februar 1944, 19 Uhr. — Windkraftmaschine. — Dr. Ing. h. c. F. Porsche K.-G., Spitalwaldstrasse 2, Stuttgart-Zuffenhausen (Deutsches Reich). Vertreter: Fritz Isler, Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 4. Februar 1943.»
- Kl. 102 c, Nr. 242425. 5. Dezember 1944, 12 Uhr. — Propeller für Windkraftwerke. — Balthasar Wylder, Ingenieur, Tellstrasse 3, Winterthur (Schweiz).
- Cl. 104 a, n° 242426. 31 décembre 1940, 18¼ h. — Machine à au moins un piston libre, du genre à pression de refoulement variable. — Raul Paternas Pescara, ingénieur, Rue Cognacq-Yay 14, Paris (France); und Société d'Etudes et de Participations Eau, Gaz, Electricité, Energie SA., Rue Diday 12, Genève (Suisse). Mandataire: A. Braun, Bâle. — «Priorität: Luxembourg, 2 août 1939.»
- Kl. 104 a, Nr. 242427. 5. Juni 1943, 20 Uhr. — Verfahren zur Regelung der Förderleistung eines von einer Abgasturbine angetriebenen Verdichters und Einrichtung zur Durchführung des Verfahrens. — Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft, Winterthur (Schweiz). Vertreter: W. Rossel, Zürich.
- Kl. 104 a, Nr. 242428. 20. November 1944, 18½ Uhr. — Druckgaserzeuger. — Aktiebolaget Götaverken, Gotenburg (Schweden). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel. — «Priorität: Schweden, 20. November 1943.»
- Kl. 104 b, Nr. 242429. 25. Juli 1944, 17¼ Uhr. — Aufgeladene Zweitaktbrennkraftmaschine für Fahrzeugantrieb mit von einer Abgasturbine angetriebenem Spül- und Ladegebläse. — Aktiengesellschaft Adolph Saurer, Arbon (Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Kl. 104 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242427 (104 a).
- Kl. 104 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242428 (104 a).
- Kl. 104 d, Nr. 242430. 17. März 1944, 20 Uhr. — Treibgaserzeugungsanlage. — Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft, Winterthur (Schweiz). Vertreter: W. Rossel, Zürich.
- Kl. 107 b, Nr. 242431. 9. September 1944, 14 Uhr. — Verfahren zur Regelung des Wasserstandes in Dampferzeugern mit Verdampfungsekonomisier. — Gebrüder Sulzer, Aktiengesellschaft, Winterthur (Schweiz). Vertreter: W. Rossel, Zürich.
- Kl. 110 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242467 (120 c).
- Kl. 110 d, Nr. 242432. 20. Mai 1944, 14 Uhr. — Vorrichtung zur Regelung einer einen Verbraucher speisenden Wechselstromgröße. — NV. Philips' Gloeilampenfabrieken, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 22. Mai 1943.»
- Kl. 110 d. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242378 (66 a).
- Kl. 111 a, Nr. 242433. 6. Juni 1940, 17¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Absperrkörpern in Starkstromkabeln. — Bell Telephone Manufacturing Company, Société Anonyme, Rue Boudewyns 4, Antwerpen (Belgien). Vertreterin: Bell Telephone Manufacturing Co. SA., Bern. — «Priorität: Grossbritannien, 25. Juli 1939.»
- Cl. 111 a, n° 242434. 16 octobre 1944, 17¼ h. — Borne serre-fils. — Jules Schneider, Rue du Commerce 93, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève.
- Cl. 111 a, n° 242435. 17 novembre 1944, 18 h. — Boîtier à fixer sur tableau, notamment pour instruments de mesures. — Measuring Instruments Company w.l.i., Bienne (Suisse). Mandataires: Bovard & Cie, Berna.

- Kl. 111 b, n° 242436. 2. décembre 1943, 18¼ h. — Disjoncteur électrique. — **Westinghouse Electric & Manufacturing Company**, Braddock Avenue, East Pittsburgh (Pensylvanie, E.-U. d'Am.). Mandataire: A. Braun, Bâle.
- Kl. 111 b, Nr. 242437. 1. September 1944, 19 Uhr. — Drückgasschalter mit mehreren Unterbrechungstellen. — **Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie.**, Baden (Schweiz).
- Kl. 111 d, Nr. 242438. 1. Februar 1944, 14 Uhr. — Differentialschutzeinrichtung. — **Patentverwertungs-Gesellschaft mit beschränkter Haftung «Hermes»**, Rankestrasse 34, Berlin W 50 (Deutsches Reich). Vertreterin: Albiwerk Zürich A.G., Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 10. Februar 1943.»
- Kl. 111 d, Nr. 242439. 16. November 1944, 19 Uhr. — Verfahren und Einrichtung zum Schutz für elektrisch miteinander verbundene Wechselstromnetze. — **Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie.**, Baden; und **Ateliers des Charmilles SA.**, Genève (Schweiz). Vertreterin: Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie., Baden.
- Kl. 111 d. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242436 (111 b).
- Kl. 112, Nr. 242440. 31. August 1942, 15 Uhr. — Elektromagnetische Einrichtung. — **Patentverwertungs-Gesellschaft mit beschränkter Haftung «Hermes»**, Rankestrasse 34, Berlin W 50 (Deutsches Reich). Vertreterin: Albiwerk Zürich A.G., Zürich. — «Prioritäten: Deutsches Reich, 3. September 1941 und 24. Januar 1942.»
- Kl. 112, Nr. 242441. 26. März 1943, 21½ Uhr. — Sperrschicht-Elektroden-system, in dem wenigstens eine der Elektroden derart unterteilt ist, dass eine Anzahl gesonderter Zellen vorhanden ist. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 28. März 1942.»
- Kl. 112, Nr. 242442. 19. August 1943, 19 Uhr. — Relais mit um ein Messerlager drehbarem Anker. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 21. August 1942.»
- Kl. 112, Nr. 242443. 15. November 1943, 20 Uhr. — Kontakteinrichtung für Kontaktstromrichter mit Abhebekontakten. — **Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie.**, Baden (Schweiz).
- Kl. 112, Nr. 242444. 25. November 1943, 19 Uhr. — Scheibenförmige Anode für Röntgenröhren. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 25. November 1942.»
- Kl. 112, Nr. 242445. 25. Januar 1944, 22 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines elektrolytischen Kondensators. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 27. Januar 1943.»
- Kl. 112, Nr. 242446. 19. Februar 1944, 14 Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Selenzellen. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 22. Februar 1943.»
- Kl. 112, Nr. 242447. 21. Februar 1944, 18 Uhr. — Einrichtung zur Betätigung eines Schaltgliedes durch ein mechanisches Resonanzglied. — **Allmänna Svenska Elektriska Aktiebolaget**, Västerås (Schweden). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Kl. 112, Nr. 242448. 21. April 1944, 19 Uhr. — Kontaktvorrichtung, insbesondere für Relais, deren Kontakte auf parallel zueinander angeordneten Federn angeordnet sind. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 21. April 1943.»
- Kl. 112, Nr. 242449. 10. Mai 1944, 18½ Uhr. — Glaskolben für Elektronenröhren. — **C. Lorenz Aktiengesellschaft**, Lorenzweg 1, Berlin Tempelhof (Deutsches Reich). Vertreter: Naegeli & Co., Bern. — «Priorität: Deutsches Reich, 22. Juli 1943.»
- Kl. 112, Nr. 242450. 13. Juli 1944, 20 Uhr. — Ionenentladungsröhre für hohe Spannung mit flüssiger Kathode und Zündelektrode. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 15. Juli 1943.»
- Kl. 112, Nr. 242451. 17. Juli 1944, 19 Uhr. — Bezeichnungsmaschine zum Bezeichnen von in thermoplastischen Gehäusen eingeschlossenen elektrischen Kondensatoren. — **Tobe Deutschmann Corporation**, Canton (Massachusetts, Ver. St. v. A.). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Ver. St. v. A., 16. Juli 1943.»
- Kl. 112, Nr. 242452. 31. Juli 1944, 17 Uhr. — Umformungsanordnung mit mechanischen Kontakten. — **Patentverwertungs-Gesellschaft mit beschränkter Haftung «Hermes»**, Rankestrasse 34, Berlin W 50 (Deutsches Reich). Vertreterin: Albiwerk Zürich A.G., Zürich.
- Kl. 112, Nr. 242453. 10. November 1944, 19 Uhr. — Verfahren zur Isolierung elektrischer Hochspannungsspulen durch Umbandelung mit Faserstoffstreifen. — **Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie.**, Baden (Schweiz).
- Kl. 114 a, Nr. 242454. 29. Januar 1945, 16½ Uhr. — Elektrische Lampe. — **Gebr. Müller, Keramik**, Lindengartenweg 6, Luzern (Schweiz). Vertreter: F. A. von Moos, Luzern.
- Kl. 115 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242309 (11 a).
- Kl. 116 a, Nr. 242455. 20. Juli 1944, 18½ Uhr. — Durchleuchtungsgerät mit beweglicher Röhre. — **M. J. Purtschert & Co. AG.**, Klosterstrasse 31, Luzern (Schweiz). Vertreter: Bovard & Cie., Bern.
- Kl. 116 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242354 (41).
- Kl. 116 c, Nr. 242456. 26. Juli 1944, 18½ Uhr. — Vorrichtung zur Ohr- und Nasenbehandlung. — **Ernst Landshelm**, Gotthelfstrasse 82, Basel (Schweiz). Vertreter: Dr. G. Schoenberg, Basel.
- Kl. 116 c. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242328 (21 c).
- Kl. 116 h, Nr. 242457. 20. Mai 1944, 13¾ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines polyvalenten Blutstillungsmittels. — **Unip SA.**, Binzstrasse 23, Zürich (Schweiz). Vertreter: Naegeli & Co., Bern.
- Kl. 116 h, Nr. 242458. 20. Juni 1944, 19 Uhr. — Mittel zum Färben von Haaren. — **Gustave Hupka**, Galeries du Commerce, Lausanne (Schweiz). Vertreter: L. Flesch, dipl. Ing., Lausanne.
- Kl. 116 h, Nr. 242459. 12. September 1944, 18½ Uhr. — Verfahren zur Herstellung von Ascorbinsäure aus Derivaten der 2-Keto-L-gulonsäure. — **Niederlandsche Centrale Organisatie voor toegepast-natuurwetenschappelijk onderzoek**, Delftschelaan 2 c, Den Haag (Niederlande). Vertreter: Naegeli & Co., Bern. — «Priorität: Deutsches Reich, 4. August 1943.»
- Kl. 116 h. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242350 (36 p).
- Kl. 116 k, Nr. 242460. 16. November 1942, 20 Uhr. — Einrichtung zur Durchführung von Unterwasser-Vaginalspülungen. — **Richard Fürst**, Weinbergstrasse 75, Zürich; und **Fritz Wellenmann**, Wangen bei Dübendorf (Schweiz). Vertreter: Dr. Arnold R. Egli, Zürich.
- Kl. 116 k, n° 242461. 15 mars 1944, 20 h. — Appareil pour débiter un mélange d'air et de gaz analgésique dans une proportion déterminée dans le but d'obtenir une analgésie. — **Jean Savaré**, constructeur, En Mollay, Lausanne (Suisse). Mandataire: L. Flesch, ing. dipl., Lausanne.
- Kl. 116 k. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242456 (116 c).
- Kl. 116 l, Nr. 242462. 1. Februar 1946, 16 Uhr. — Haar-Wickler zur Erzeugung von Dauerwellen. — **Herbert Jahn**, dipl. Damencouffeur, St.-Gallerstrasse 31, Arbon (Schweiz).
- Kl. 116 l. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242414 (94).
- Kl. 118 b, Nr. 242463. 20. März 1944, 17½ Uhr. — Fräskiermaschine. — **Aktiebolaget Hadar Schmidt**, Kungsgatan 24, Stockholm (Schweden). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich. — «Priorität: Schweden, 23. März 1943.»
- Kl. 120 b, Nr. 242464. 18. Oktober 1941, 12½ Uhr. — Schallwiedergabegerät für Fernhörszwecke. — **Eduard Taeschler**, Uraniastasse 9, Zürich 1 (Schweiz). Vertreter: Naegeli & Co., Bern.
- Kl. 120 b, Nr. 242465. 23. Mai 1944, 20 Uhr. — Gegengekoppelter Verstärker. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 4. März 1943.»
- Kl. 120 b, Nr. 242466. 9. Januar 1945, 12 Uhr. — Verstärker in Teilnehmerstation einer lautstarken Wechselsprechanlage. — **Autophon AG.**, Zieglmattstrasse 3/7, Solothurn (Schweiz).
- Kl. 120 e, Nr. 242467. 3. Januar 1944, 18¼ Uhr. — Elektromotor zum Treiben fernsprechtechnischer Apparate. — **Telefonaktiebolaget L. M. Ericsson**, Stockholm 32 (Schweden). Vertreter: Naegeli & Co., Bern. — «Priorität: Schweden, 13. Januar 1943.»
- Kl. 120 f, Nr. 242468. 14. Januar 1944, 16 Uhr. — Ferngesteuerte Einstellvorrichtung, insbesondere für Geräte der drahtlosen Nachrichtentechnik. — **Autophon AG.**, Zieglmattstrasse 3/7, Solothurn (Schweiz).
- Kl. 120 f, Nr. 242469. 14. April 1944, 20 Uhr. — Schaltung zur Unterdrückung einer oder mehrerer Störschwingungen bei gleichzeitiger Verstärkung von Schwingungen anderer Frequenzen. — **NV. Philips' Gloeilampenfabrieken**, Eindhoven (Niederlande). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — «Priorität: Niederlande, 16. April 1943.»
- Kl. 120 f. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242380 (69).
- Kl. 121 b, Nr. 242470. 28. September 1944, 19 Uhr. — Fernsteuerungsanlage. — **Maschinenfabrik Oerlikon**, Zürich-Oerlikon (Schweiz).
- Kl. 121 d, Nr. 242471. 12. Juli 1944, 12¼ Uhr. — Beton-Pflasterformstück zur Verkehrsmarkierung. — **Sante Brun del Re**, Kunststeinfabrikation, Langgasse 50, St. Gallen (Schweiz). Vertreterin: «Peruhag» Patent-Erfindungs- und Handels-Gesellschaft, Bern.
- Kl. 123 c, n° 242472. 28 octobre 1944, 12 h. — Sac de montagne. — **E. Dufour & Cie S. à r. l.** Rue du Lignolat 176, Aubonne (Suisse). Mandataire: A. Bignion, Genève.
- Kl. 125 b, Nr. 242473. 10. Juni 1944, 17 Uhr. — Zweiteilige Handschliessplombe zum Plombieren von Schnüren, vorzugsweise zum Plombieren von Zeltbahnschnüren. — **Stoba AG.**, Horn (Thurgau, Schweiz). Vertreter: Friedrich Sommer, St. Gallen.
- Kl. 125 b, n° 242474. 13 novembre 1944, 18 h. — Boîte à pastilles, bonbons et produits similaires. — **Société Imprimerie et lithographie Klauselder SA.**, Avenue de Corsier 16, Vevey (Suisse). Mandataire: A. Bignion, Genève.
- Kl. 125 c, Nr. 242475. 15. Januar 1945, 18¼ Uhr. — Behälter zur Aufnahme von Schüttgut. — **Buss Aktiengesellschaft**, Basel 2 (Schweiz). Vertreter: A. Braun, Basel.
- Kl. 126 a, Nr. 242476. 5. August 1944, 10 Uhr. — Räderfahrzeug, bei welchem die Räder einer Achse auf Drehung nicht starr miteinander verbunden sind. — **Aktiengesellschaft der Eisen- und Stahlwerke vormals Georg Fischer**, Schaffhausen (Schweiz).
- Kl. 126 a, Nr. 242477. 25. September 1944, 23 Uhr. — Bodenfahrzeug mit nichtmechanischem Antrieb. — **Otto Charles Mahler**, Melehnau (Bern, Schweiz). Vertreter: F. Pletscher, Luzern.
- Kl. 126 a, Nr. 242478. 12. Dezember 1944, 18¼ Uhr. — Stosskarren mit einem Vorderrad und hinteren Stützbeinen. — **Daniel Schweizer**, Zürcherstrasse 173; und **Willy Sligg**, Göschenenstrasse 9, Basel (Schweiz). Vertreter: A. Braun, Basel.
- Kl. 126 a, Nr. 242479. 10. Januar 1945, 15 Uhr. — Transportgerät. — **Fritz Woltersdorf**, Schlossermeister, Sempacherstrasse 15, Basel (Schweiz). Vertreter: Arthur Bietenholz, Basel.
- Kl. 126 b, Nr. 242480. 10. Juni 1942, 16 Uhr. — Kontrollschilder-Rahmen für Kraftfahrzeuge. — **Hans Oesch**, Autowagner, Marzillstrasse 12 a, Bern (Schweiz).
- Kl. 126 b, n° 242481. 26 juillet 1943, 20 h. — Appareil ralentisseur à friction pour véhicules automobiles. — **Compagnie des Freins et Signaux Westinghouse**, Rue d'Athènes 23, Paris (France). Mandataires: Dériaz, Kirker & Cie, Genève. — «Priorité: France, 17 février 1943.»
- Kl. 126 b, Nr. 242482. 1. September 1944, 17¼ Uhr. — Schaltvorrichtung für Zahnradwechselgetriebe. — **Aktiengesellschaft Adolph Saurer**, Arbon (Schweiz). Vertreter: E. Blum & Co., Zürich.
- Kl. 126 b, Nr. 242483. 23. September 1944, 20 Uhr. — Dampferzeugungsanlage für mit Dampf betriebene Kraftfahrzeuge, unter Verwendung von festem Brennstoff. — **Hermann Treiber**, Keplerstrasse 85/II, Graz (Oesterreich). Vertreter: Fritz Isler, Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 6. Januar 1944.»
- Kl. 126 b, Nr. 242484. 22. März 1946, 15¾ Uhr. — Vorrichtung an Motorfahrzeugen zum direkten Ablesen des Anhalteweges. — **Lucien Ducry**, Radiotechniker, Rue de l'Hôpital, Freiburg (Schweiz).
- Kl. 126 b. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242476 (126 a).

Kl. 127 i, Nr. 242485. 6. Juli 1943, 20 Uhr. — Einrichtung zur Steuerung von Vorrichtungen des Eisenbahnsicherungswesens. — **Verenigte Eisenbahn-Signalwerke GmbH.**, Berlin-Siemensstadt (Deutsches Reich). Vertreter: Edmund Lauber, dipl. Ing., Genf. — «Priorität: Deutsches Reich, 17. August 1942.»

45 $\left\{ \begin{array}{l} \text{Zusatzpatente} \\ \text{Brevets additionnels} \\ \text{Brevetti addizionali} \end{array} \right\}$ Nrn. 242468—242580

(Die eingeklammerte Zahl hinter der Nummer eines jeden Zusatzpatentes bedeutet die Nummer des Hauptpatentes. — Le chiffre entre parenthèses, après le numéro de chaque brevet additionnel, indique le numéro du brevet principal. — Il numero in parentesi, dopo il numero di ogni brevetto addizionale, indica il numero del brevetto principale.)

- Kl. 15 l, Nr. 242486 (228184). 10. Juni 1944, 12½ Uhr. — Druckkocher. — **Willy Tanner**, Drahtzugstrasse 69, Basel (Schweiz). Vertreter: Naegeli & Co., Bern.
- Kl. 36 p, Nr. 242487 (240221). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242488 (240221). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242489 (240221). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242490 (240221). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242491 (240221). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242492 (240222). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242493 (240222). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242494 (240222). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242495 (240222). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 36 p, Nr. 242496 (240223). 23. Mai 1941, 18¼ Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines neuen Benzol-sulfonamidderivates. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz). — «Priorität: Deutsches Reich, 23. Mai 1939.»
- Kl. 37 a, Nrn. 242497 bis 242508 (236584). 14. Oktober 1943, 20 Uhr. — Verfahren zur Darstellung eines kupferbaren Polyzofarbstoffes. — **J. R. Geigy A.G.**, Basel (Schweiz).
- Kl. 37 b, Nr. 242509 (239953). 1. November 1943, 19 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines Küpenfarbstoffes. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz).
- Kl. 37 b, Nr. 242510 (239953). 1. November 1943, 19 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines Küpenfarbstoffes. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz).
- Kl. 37 b, Nr. 242511 (239953). 1. November 1943, 19 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines Küpenfarbstoffes. — **CIBA Aktiengesellschaft**, Basel (Schweiz).
- Kl. 111 c, Nr. 242512 (242888). 23. März 1944, 11 Uhr. — Schalter zur Beeinflussung des Betriebszustandes von Elektromotoren, insbesondere Drehstrommotoren. — **Aktiengesellschaft Brown, Boveri & Cie.**, Baden (Schweiz).
- Kl. 111 d, Nr. 242513 (210132). 18. August 1943, 20 Uhr. — In eine Anlage eingebauter Ueberspannungsableiter mit gesteuerter Mehrfach-Funkentrecke. — **Fabrik elektrischer Apparate Sprecher & Schuh AG.** in Aarau, Aarau (Schweiz).
- Kl. 113, Nr. 242514 (235855). 24. Februar 1943, 19 Uhr. — Heizstab mit Schutzschicht für elektrische Widerstandsöfen. — **Siemens Planlawerke Aktiengesellschaft für Kohlefabrikate**, Herzbergstrasse 128/139, Berlin-Lichtenberg (Deutsches Reich). Vertreterin: Albiswerk Zürich AG, Zürich. — «Priorität: Deutsches Reich, 7. März 1942.»
- Kl. 116 h, Nrn. 242515 bis 242528 (239850). 21. Mai 1943, 19 Uhr. — Verfahren zur Herstellung eines azylierten Sulfonamides. — **J. R. Geigy A.G.**, Basel (Schweiz).
- Kl. 116 h, Nr. 242529 (240545). 10. Dezember 1940, 18 Uhr. — Verfahren zur Darstellung von m-[2,4-Diamino-1,3,5-triazinyl-(6)]-amino-phenylarsinoyd. — **Dr. Ernst Albert Hermann Friedhelm**, Avenue Miremont 35 a, Genf (Schweiz). Vertreter: A. Braun, Basel.
- Kl. 116 h. — Siehe auch — Voir aussi — Vedi pure: 242487/96 (36 p).
- Kl. 121 b, Nr. 242530 (238424). 25. November 1944, 15 Uhr. — Einen Ausdehnungs-Temperaturfühler als Geber und einen Empfänger aufweisende Einrichtung. — **Landis & Gyr AG.**, Zug (Schweiz).

II. Abteilung — II^{me} Partie — II^a Parte

- Kl. 4 d, Nr. 233373. 22. Juli 1943, 18 Uhr. — Vorrichtung zum Schneiden von Tapeten, Karton, Papier, Leder und dergleichen. — **René Wolf-Schlup**, Maler, Lothringerstrasse 80, Basel (Schweiz). — Alleinige Fabrikations- und Vertriebslizenz vom 21. März 1946 zugunsten von: **A. Lichtsterner**, Hermann-Suter-Strasse 4, Basel (Schweiz); registriert am 6. Mai 1946.
- Kl. 10 c, Nr. 239180. 14. Juli 1943, 16½ Uhr. — Rollanlage. — **Robert Zimmermann**, Kaufmann, Sonneggstrasse 32; und **Georg Ricklin**, Rechtsanwalt, Lintheschergasse 13, Zürich (Schweiz). — Uebertragung des Anteils Ricklin laut Erklärung vom 8. April 1946 zugunsten von: **Hans Ess-Gervais**, Hadlaubstrasse 137, Zürich 6 (Schweiz); registriert am 3. Mai 1946.

- Kl. 15 b, Nr. 227099. 15. Juni 1939, 20 Uhr. — Saftpresse. — **Hugo Griot**, Birchstrasse 116, Zürich 11 (Schweiz). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich. — Uebertragung laut Erklärung vom 26. April 1946 zugunsten von **Transmag A.G.**, Tödisstrasse 36, Zürich 2 (Schweiz). Vertreter: Kirchhofer, Ryffel & Co., Zürich; registriert am 10. Mai 1946.
- Cl. 71 d, n° 235806. 29 avril 1943, 18 h. — Balancier élastique pour mouvement d'horlogerie. — **Henri Jacot-Guyot**, Rue de la Côte 52, Neuchâtel (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève. — Transmission du 24 avril 1946 en faveur de: **Roche SA.**, Rue de la Côte 52, Neuchâtel (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève; enregistrement du 13 mai 1946.
- Cl. 71 f, n° 230746. 6 février 1943, 20 h. — Boîte de montre étanche. — **Arthur Prétat**, fabrique de boîtes, Montfaucon (Jura bernois, Suisse). — Transmission selon extrait du registre du commerce du 17 avril 1946 en faveur de: **Arthur Prétat & Fils S. à r. l.**, Quai de l'Allaine 4, Porrentruy (Suisse); enregistrement du 10 mai 1946.
- Cl. 71 f, n° 233226. 25 février 1943, 18½ h. — Boîte de montre étanche. — **Pierre Faivre**, Rue du Crêt 12, La Chaux-de-Fonds (Suisse). Mandataire: A. Bugnion, Genève. — Licence du 20 octobre 1945 en faveur de: **Monnier & Cie**, fabrique de boîtes de montres or, La Chaux-de-Fonds (Suisse); enregistrement du 3 mai 1946.
- Kl. 101 a, Nr. 180763. 8. März 1935, 20 Uhr. — Elektrisch-angetriebene Flüssigkeitspumpe. — **Max Blaskopf**, Lindengasse 56, Wien VII (Oesterreich) und **Georg Székely**, Tel Aviv (Palästina). Vertreter: Imer & de Wurstenberger ci-devant: E. Imer-Schneider, Genf. — Uebertragung des Anteils Székely laut Erklärung vom 4. März 1946 zugunsten von: **Oscillating Machines Limited**, Massada Street 49, Haifa (Palästina). Vertreter: **Dériaz, Kirker & Cie.**, Genf; registriert am 1. Mai 1946.
- Kl. 116 k, Nr. 233984. 13. Januar 1943, 12 Uhr. — Vorrichtung zur Uebertragung und Konservierung von Blut und Blutbestandteilen. — **Max Laszcower**, Seefeldstrasse 4, Zürich (Schweiz). Vertreter: Paul Fere-mutsch, Zürich. — Uebertragung vom 29. April 1946 zugunsten von: **Adolf Todesco**, Zürichstrasse 9, Uster (Schweiz); registriert am 7. Mai 1946.
- Kl. 116 l, Nr. 199911. 8. Juni 1938, 12 Uhr. — Vorrichtung zur Erzeugung von Dauchhaarwellen. — **André Bannier**, Coiffeurmeister, Güterstrasse Nr. 166, Basel (Schweiz). — Uebertragung vom 1. Januar 1946 zugunsten von **Anna Bannier-Reiser**, Güterstrasse 166, Basel (Schweiz); registriert am 3. Mai 1946.
- Kl. 126 e, Nr. 238940. 9. August 1944, 20 Uhr. — Kombinationsschloss. — **Attila Ott**, Zschokkestrasse 10 a, Zürich 10 (Schweiz). Vertreter: F. A. Frikart, Zofingen. — Uebertragung laut Erklärung vom 6. Mai 1946, zugunsten von: **F. A. Frikart**, Aarburgerstrasse 546, Zofingen (Schweiz); registriert am 14. Mai 1946.
- Kl. 126 f, Nr. 194921. 27. März 1937, 15 Uhr. — Beleuchtungseinrichtung an Fahrrädern. — **P. Wlirz & Co.**, Waisenhausstrasse 12, Zürich 1 (Schweiz). — Uebertragung vom 11. März 1946 zugunsten von: **Medardo Ceresola**, Baumeister, Magden (Aargau, Schweiz); registriert am 6. Mai 1946.

Neue Vertreter — Nouveaux Mandataires — Nuovi mandatori

- Kl. 15 g, Nr. 238495. **Dr. G. Schoenberg**, Basel.
- Kl. 15 i, Nr. 241383. «Peruhag» **Patent-Erfindungs- und Handels-Gesellschaft**, Bern.
- Kl. 22 d, Nr. 183172. **E. Blum & Co.**, Zürich.
- Kl. 27 b, Nr. 238511. **Fritz Isler**, Zürich.
- Kl. 50 a, Nr. 204536. **Fritz Isler**, Zürich.
- Cl. 86, N° 236448. **Dr. J.-D. Palud**, Lausanne.

Löschungen,

Verzeichnis der am 16. Mai 1946 veröffentlichten 177 Patentschriften und ausserordentliche Massnahmen auf dem Gebiete des gewerblichen Rechtsschutzes siehe SHAB. Nr. 145 vom 25. Juni 1946

Radiations,

liste des 177 exposés d'invention publiés le 16 mai 1946 et mesures extraordinaires prises dans le domaine de la protection de la propriété industrielle voir FOSC. n° 145 du 25 juin 1946

Radiazioni,

lista dei 177 esposti d'invenzione pubblicati il 16 maggio 1946 e misure straordinarie prese nel dominio della protezione della proprietà industriale vedi FUSC. n° 145 del 25 gennaio 1946

Andere, durch Gesetz oder Verordnung zur Veröffentlichung im SHAB. vorgeschriebene Anzeigen — Autres avis, dont la publication est prescrite dans la FOSC. par des lois ou ordonnances

Mechanische Seidenstoffweberei Adliswil

Anordnung betreffend die Stellvertretung im Pfandtitel gemäss Art. 860 ZGB.

Die Obligationäre der Mechanischen Seidenstoffweberei Adliswil werden von der gemäss Vertrag vom 23. August 1945 erfolgten Uebernahme des bisher von der Eidgenössischen Bank innegehabten Mandats einer Pfandhalterin und rechtlichen Vertreterin der Obligationäre der Mechanischen Seidenstoffweberei Adliswil durch die Schweizerische Bankgesellschaft in Kenntnis gesetzt, und es wird bis zum 7. Juli 1946 angesetzt, um allfällige Einsprachen gegen diese Uebernahme schriftlich, begründet, im Doppel dem Einzelrichter in nichtstreitigen Rechtssachen des Bezirksgerichts Horgen einzureichen, ansonst Verzicht auf Einsprache angenommen würde. (A.A. 147)

Horgen, den 20. Juni 1946.

Der Präsident des Bezirksgerichts Horgen
als Einzelrichter in nichtstreitigen Rechtssachen:
Dr. F. Esslinger.

Antrag auf Allgemeinverbindlicherklärung eines Gesamtarbeitsvertrages für das schweizerische Huf- und Wagenschmiedegewerbe

(Bundesbeschluss vom 23. Juni 1943 über die Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen, Artikel 6 und 7; Vollzugsverordnung, Artikel 7)

Der Schweizerische Schmiede- und Wagnermeisterverband, der Schweizerische Metall- und Uhrarbeiterverband, der Christliche Metallarbeiterverband der Schweiz, der Schweizerische Verband evangelischer Arbeiter und Angestellter und der Landesverband freier Schweizer Arbeiter

sind mit dem Gesuch an die Bundesbehörde gelangt, die folgenden Bestimmungen des unter ihnen abgeschlossenen Gesamtarbeitsvertrages vom 1. März 1946 sowie der Zusatzvereinbarung vom 15. Juni 1946 über die Kontrolle allgemeinverbindlich zu erklären:

«Gesamtarbeitsvertrag vom 1. März 1946.

Art. 2. Das Vertragsgebiet wird in zwei Zonen eingeteilt:

- I. Zone: städtisch/halbstädtische Verhältnisse;
- II. Zone: ländliche Verhältnisse. Unter diese Zone fallen alle im nachstehenden Verzeichnis der I. Zone nicht aufgeführten Ortschaften.

Die I. Zone umfasst folgende Ortschaften:

Kantone:	
Aargau:	Aarau, Baden, Brugg, Lenzburg, Rheinfelden, Wettingen, Zofingen;
Appenzell:	Herisau;
Basel:	Arlesheim, Allschwil, Basel, Binningen, Birsfelden, Liestal, Muttens, Neuwelt, Pratteln, Sissach;
Bern:	Aarberg, Belp, Bern, Biel, Büren a. d. A., Burgdorf, Herzogenbuchsee, Huttwil, Interlaken, Langenthal, Langnau, Lyss, Montier, Neuenstadt, Nidau, Oberburg, Ostermündigen, Pruntrut, Steffisburg, St-Imier, Thun, Unterseen, Wangen a. d. A., Worblaufen, Zollikofen;
Freiburg:	Bulle, Châtel-St-Denis, Estavayer, Freiburg, Murten, Romont;
Genève:	Carouge, Genève;
Glarus:	Glarus;
Graubünden:	Chur, Davos;
Luzern:	Emmen, Hochdorf, Horw, Kriens, Littau, Luzern, Sursee, Willisau;
Neuchâtel:	La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Neuchâtel;
Schaffhausen:	Neuhausen, Schaffhausen;
Schwyz:	Einsiedeln, Schwyz;
Solothurn:	Gränichen, Olten, Solothurn, Schönenwerd;
St. Gallen:	Altstätten, Buchs, Flawil, Gossau, Lichtensteig, Rapperswil, Rorschach, St. Gallen, Uzwil, Wattwil, Wil;
Tessin:	Bellinzona, Locarno, Lugano;
Thurgau:	Amriswil, Arbon, Bischofszell, Frauenfeld, Kreuzlingen, Romanshorn, Sirmach, Sulgen, Steckborn, Weinfelden;
Unterwalden:	keine;
Uri:	Aldorf;
Valais:	Brig, Monthey, Sierre, Sion, St-Maurice, Visp;
Zug:	Baar, Cham, Zug;
Zürich:	Bülach, Dübendorf, Erlenbach, Herrliberg, Horgen, Küsnacht, Männedorf, Meilen, Oberrieden, Pfäffikon, Richterswil, Rüschlikon, Rüti, Thalwil, Wald, Wallisellen, Wetzikon, Winterthur, Zollikon, Zürich.

Art. 3. Für alle Betriebe, die dem Fabrikgesetz unterstellt sind, beträgt die maximale Arbeitszeit 48 Stunden pro Woche. Ebenfalls 48 Stunden pro Woche beträgt die Arbeitszeit in allen Betrieben derjenigen Städte, in denen die 48-Stundenwoche bei Vertragsabschluss eingeführt ist. In allen übrigen Betrieben beträgt die normale Arbeitszeit im Maximum:

- I. Zone: 52 Stunden pro Woche.
- II. Zone: 54 Stunden pro Woche.

Der Samstagnachmittag ist frei in Zone I.

Als Ueberzeit gilt die Verlängerung der normalen ordentlichen Arbeitszeit, ferner des Samstagnachmittags in Zone I.

Als Nachtarbeit gilt Arbeit in der Zeit von 20 Uhr bis 6 Uhr.

Die vertraglich geregelte Arbeitszeit kann stufenweise innert einem Jahr nach Vertragsabschluss eingeführt werden.

Art. 4. Für Ueberzeit-, Nacht- und Sonntagsarbeit sowie Arbeiten am Samstag-nachmittag in Zone I werden folgende Zuschläge entrichtet:

- a) Ueberzeitarbeit 25 %;
- b) Arbeiten am Samstagnachmittag in Zone I 25 %;
- c) Nacht- und Sonntagsarbeit 50 %.

Art. 5. Die Minimallöhne werden für die Betriebe, die dem Gesamtarbeitsvertrag unterstellt sind wie folgt festgelegt:

Der Grundlohn beträgt mindestens:	I. Zone	II. Zone
Handlanger	Fr. 1.—	Fr. —.90
Jungschmiede bis 2 Jahre nach der Lehrzeit	» 1.20	» 1.05
Bank- und Beschlagschmiede	» 1.35	» 1.20
Feuerschmiede	» 1.50	» 1.30

Diese Mindestlohnansätze fallen für alte, gebrechliche und minderleistungsfähige Arbeiter ausser Betracht. In Differenzfällen entscheidet die paritätische Kommission.

Auf obige Grundlöhne wird für alle Arbeiter mit Inkrafttreten des Vertrages ein Teuerungsausgleich ausgerichtet. Er beträgt bei Vertragsabschluss 59 Rp. pro Stunde.

Für alle Arbeiter, die im Akkord beschäftigt sind, wird der festgesetzte Mindestlohn plus Teuerungszulage garantiert.

Wo bereits höhere Löhne und Zulagen bezahlt werden, darf keine Kürzung eintreten.

Art. 6. Die Lohnauszahlung findet alle 14 Tage innert der festgesetzten Arbeitszeit statt. Als Deckung werden im Maximum zwei Tagelöhne zurückbehalten.

Art. 7. Die gegenseitige Kündigungsfrist beträgt für alle Arbeitgeber und Arbeitnehmer 14 Tage, auch im überjährigen Dienstverhältnis, sofern nicht durch Einzelvertrag eine längere Kündigungsfrist abgemacht wird. Die Kündigung kann nur auf einen Samstag oder Sonntag erfolgen. Die ersten zwei Wochen nach der Einstellung gelten als Probezeit, während welcher das Arbeitsverhältnis jederzeit gelöst werden kann.

Art. 8. Die Arbeiter aller Betriebe, die diesem Vertrag unterstellt sind, haben je nach Dienstalter Anspruch auf bezahlte Ferien, wobei das Eintrittsdatum massgebend ist.

Die Dauer der bezahlten Ferien beträgt nach Ablauf

des ersten Dienstjahres	3 Arbeitstage,
des zweiten Dienstjahres	3 Arbeitstage,
des dritten Dienstjahres	4 Arbeitstage,
des vierten Dienstjahres	5 Arbeitstage,
von fünf und mehr Dienstjahren	6 Arbeitstage,
im Maximum	eine Arbeitswoche.

Ein Ferientag wird zu einem vollen Arbeitstag bezahlt.

Bei Betriebseinschränkung oder bei Arbeitsausfall durch Selbstverschulden von mehr als zwei Monaten besteht nur ein Pro-rata-Anspruch auf Ferien.

Bei Auflösung des Dienstverhältnisses hat der Arbeiter Anspruch auf Ferien pro rata. Eine Barentschädigung an Stelle von Ferien ist nicht gestattet. Während den Ferien und der Freizeit dürfen keine Berufsarbeiten für Drittpersonen ausgeführt werden.

Wo bereits weitergehende Ferien gewährt werden, darf keine Kürzung eintreten. Für die einem Feriengesetz mit höheren Normen unterstellten Betriebe gelten die Bestimmungen des Gesetzes.

Art. 11. Jedem Arbeiter ist strengstens untersagt, in seiner Frei- und Ferienzeit Berufsarbeiten zu Erwerbszwecken oder zuhause der Konkurrenz andere Berufsarbeiten auszuführen.

Zu widerhandelnde können nach einmaliger Warnung unter Entzug der Ferien sofort ohne Einhaltung der normalen Kündigungsfrist entlassen werden.

Art. 12. Jeder Arbeiter ist verpflichtet, die Interessen des Arbeitgebers durch einwandfreie Ausführung der Arbeiten und schonende Behandlung von Maschinen, Werkzeugen und Material bestmöglich zu wahren.

Zusatzvereinbarung vom 15. Juni 1946 über die Kontrolle.

Die von den beteiligten Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbänden eingesetzte paritätische Landeskommission für das Huf- und Wagenschmiedegewerbe der Schweiz kann Kontrollen über die Einhaltung dieser allgemeinverbindlich erklärten Bestimmungen durchführen. Bei festgestellter Nichteinhaltung der Löhne, Teuerungszulagen, Ueberzeit-zuschläge und Ferien hat der Meister den Arbeitern diese sofort in vollem Umfang nachbezahlen bzw. nachzugewähren. Ueberdies hat er sofort 25 % der geschuldeten Nachzahlungen in die Kasse der paritätischen Landeskommission einzubehalten. Diese eingehenden Beträge sind zur Deckung der Kosten der AVE sowie für die Kontrolle über die Einhaltung derselben zu verwenden. Anspruchsberechtigt auf den vorerwähnten Betrag von 25 % sind die vertragsschliessenden Verbände als Solidargläubiger, wobei die paritätische Landeskommission als zum Inkasso bevollmächtigt bezeichnet wird.

Der räumliche, betriebliche, berufliche und zeitliche Geltungsbereich soll wie folgt umschrieben werden:

- a) Die Allgemeinverbindlicherklärung soll gelten für das ganze Gebiet der schweizerischen Eidgenossenschaft, mit Ausnahme des Kantons Waadt.
- b) Sie soll für alle Betriebe des Huf- und Wagenschmiedegewerbes gelten.
- c) Sie soll sich auf alle gelernten, angelernten und ungelernten Arbeiter, mit Ausnahme der Lehrlinge, erstrecken.
- d) Die Allgemeinverbindlichkeit soll mit der amtlichen Veröffentlichung des Beschlusses in Kraft treten und bis 31. Dezember 1947 dauern.

Allfällige Einsprachen gegen diese angelegte Allgemeinverbindlicherklärung sind dem Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit in schriftlicher Form und mit einer Begründung versehen innert 20 Tagen vom Datum dieser Veröffentlichung an einzureichen.

(AA. 146)

Bern, den 24. Juni 1946.

Bundesamt für Industrie, Gewerbe und Arbeit,
a. A.: Eichholzer.

Demande tendante à ce que force obligatoire générale soit donnée à un contrat collectif de travail pour le métier de maréchal et forgeron

(Arrêté fédéral du 23 juin 1943 permettant de donner force obligatoire générale aux contrats collectifs de travail, articles 6 et 7; règlement d'exécution, article 7)

L'Union suisse des maîtres forgerons et charrons, la Fédération suisse des ouvriers sur métaux et horlogers, la Fédération chrétienne des ouvriers sur métaux, l'Association suisse des ouvriers et employés protestants, l'Union suisse des syndicats autonomes

ont présenté à l'autorité fédérale une demande tendante à ce que force obligatoire générale soit conférée aux clauses suivantes du contrat collectif de travail du 1^{er} mars 1946 et à une convention additionnelle du 15 juin 1946 relative au contrôle:

«Contrat collectif de travail du 1^{er} mars 1946

Art. 2. Le territoire de la Confédération est, aux termes du présent contrat, divisé en deux zones distinctes:

- 1^{re} zone: régions urbaines et mi-urbaines;
- 2^{me} zone: régions rurales. Rentrant dans cette zone toutes les localités ne figurant pas dans la liste ci-après de 1^{re} zone:

La 1^{re} zone comprend les localités suivantes:

Cantons	
Argovie:	Aarau, Baden, Brugg, Lenzburg, Rheinfelden, Wettingen, Zofingue;
Appenzell:	Herisau;
Bâle:	Arlesheim, Allschwil, Bâle, Binningen, Birsfelden, Liestal, Muttens, Neuwelt, Pratteln, Sissach;
Berne:	Aarberg, Belp, Berne, Berthoud, Blenne, Büren s. A., Herzogenbuchsee, Huttwil, Interlaken, Langenthal, Langnau, Lyss, Moutier, Neuveville, Nidau, Oberburg, Ostermündigen, Porrentruy, Steffisbourg, St-Imier, Thoun, Unterseen, Wangen s. A., Worblaufen, Zollikofen;
Fribourg:	Bulle, Châtel-St-Denis, Estavayer-le-Lac, Fribourg, Morat, Romont;
Genève:	Carouge, Genève;
Glaris:	Glaris;
Grisons:	Coire, Davos;
Lucerne:	Emmen, Hochdorf, Horw, Kriens, Littau, Lucerne, Sursee, Willisau;
Neuchâtel:	La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Neuchâtel;
Schaffhouse:	Neuhausen, Schaffhouse;
Schwyz:	Einsiedeln, Schwyz;
Solence:	Granges, Olten, Soleure, Schönenwerd;
St-Gall:	Altstätten, Buchs, Flawil, Gossau, Lichtensteig, Rapperswil, Rorschach, St-Gall, Uzwil, Wattwil, Wil;
Tessin:	Bellinzona, Locarno, Lugano;
Turgovie:	Amriswil, Arbon, Bischofszell, Frauenfeld, Kreuzlingen, Romanshorn, Sirmach, Sulgen, Steckborn, Weinfelden;
Unterwald:	aucune;
Uri:	Aldorf;
Valais:	Brigue, Monthey, Sierre, Sion, St-Maurice, Viège;
Zoug:	Baar, Cham, Zoug;
Zürich:	Bülach, Dübendorf, Erlenbach, Herrliberg, Horgen, Küsnacht, Männedorf, Meilen, Oberrieden, Pfäffikon, Richterswil, Rüschlikon, Rüti, Thalwil, Wald, Wallisellen, Wetzikon, Winterthur, Zollikon, Zürich.

Art. 3. Pour toutes les entreprises tombant sous le coup de la loi des fabriques, la durée maximale du travail hebdomadaire est fixée à 48 heures. Elle est également de 48 heures pour toutes les entreprises sises dans les localités où la durée du travail est fixée à 48 heures hebdomadaires par règlement communal. Pour les autres entreprises, la durée normale du travail est pour:

- 1^{re} zone: 52 heures par semaine au maximum
- 2^{me} zone: 54 heures par semaine au maximum.

Le samedi, le travail cesse à midi dans la 1^{re} zone.

Les heures en plus de la durée normale du travail, de même que celles du samedi après-midi dans la 1^{re} zone, sont considérées comme heures supplémentaires.

Le travail effectué entre 20 et 6 h. est compté comme travail de nuit.

La durée du travail, telle qu'elle est fixée par le contrat, peut être introduite par étapes, dans un délai d'une année à compter de la conclusion du contrat.

Art. 4. Les suppléments pour heures supplémentaires, travail dominical et travail de nuit, ainsi que le travail le samedi après-midi dans la 1^{re} zone sont les suivants:

- a) heures supplémentaires 25 %
- b) travail du samedi après-midi dans la 1^{re} zone 25 %
- c) travail de nuit et travail dominical 50 %.

Art. 5. Pour les entreprises englobées dans le contrat collectif de travail, les salaires horaires minimums sont fixés comme suit:

Salaires de base minimum:	1 ^{re} zone	2 ^{me} zone
manœuvre	fr. 1.—	fr. —.90
jeune forgeron, ayant terminé l'apprentissage, avec moins de deux ans de pratique	fr. 1.20	fr. 1.05
limeur et maréchal	fr. 1.35	fr. 1.20
maréchal-forgeron qualifié	fr. 1.50	fr. 1.30

Ces taux ne sont pas valables pour les ouvriers âgés, infirmes ou de faible rendement. En cas de différend, la commission paritaire décide.

A ces salaires minimums doivent s'ajouter pour toutes les catégories d'ouvriers une allocation de renchérissement. Au moment de l'entrée en vigueur du contrat, cette allocation est de 59 ct. par heure.

Pour les ouvriers travaillant aux pièces, le salaire minimum, y compris l'allocation de renchérissement, est garanti.

Si des salaires et suppléments plus élevés ont été payés jusqu'à maintenant, ils ne seront pas diminués.

Art. 6. La paie a lieu toutes les deux semaines pendant le travail. Une retenue de deux jours de salaire au maximum est autorisée.

Art. 8. Le congé doit être donné soit par le patron soit par l'ouvrier 14 jours à l'avance, ce pour le jour de paie ou un samedi. Ce délai est applicable même si l'ouvrier a été occupé plus d'une année, à moins qu'un délai plus long ait été convenu par contrat individuel. Les deux premières semaines après l'engagement sont considérées comme temps d'essai, pendant lequel l'engagement peut être rompu sans délai.

Art. 9. Les ouvriers de toutes les entreprises englobées dans le contrat ont droit aux vacances payées, selon la durée de leur engagement. On se basera pour cela sur la date de leur entrée dans l'entreprise.

La durée des vacances payées est fixée comme suit:

après une année de service	3 jours de travail
après deux ans de service	3 jours de travail
après trois ans de service	4 jours de travail
après quatre ans de service	5 jours de travail
après cinq ans et plus de service	6 jours de travail
au maximum une semaine de travail.	

Les jours de vacances sont payés comme jours entiers de travail.

Art. 11. Il est rigoureusement interdit aux ouvriers d'exécuter des travaux du métier pendant leurs heures de libre et leurs vacances, à titre de gain accessoire ou au profit de la concurrence.

Si un premier avertissement a été insuffisant, les contrevenants pourront être congédiés immédiatement, sans délai et sans suppression des vacances.

Art. 12. L'ouvrier respectera les intérêts de son employeur en exécutant correctement son travail et en prenant soin des machines, de l'outillage et du matériel qui lui sont confiés.

Convention additionnelle du 15 juin 1946 relative au contrôle:

La commission paritaire nationale instituée par les groupements professionnels du métier de maréchal et forgeron peut exercer un contrôle pour voir si les clauses auxquelles force obligatoire générale a été donnée s'observent.

L'employeur convaincu de ne pas avoir payé les salaires, les allocations de renchérissement, les suppléments de salaire et les vacances décrétés d'application générale obligatoire doit réparer immédiatement et pleinement cette omission; il est tenu en outre de verser à la caisse de la commission paritaire nationale du métier de maréchal et forgeron le 25 % de la somme due. Les sommes encaissées seront employées à subvenir aux frais de la déclaration de force obligatoire générale, ainsi que du contrôle de l'observation des clauses auxquelles force obligatoire générale a été donnée. Les associations contractantes sont considérées comme des créanciers solidaires ayant droit au dit montant de 25 %; la commission paritaire nationale est autorisée à procéder à l'encaissement.

Le champ d'application pour ce qui est du territoire, des établissements, de la profession et du temps sera fixé comme suit:

- La déclaration de force obligatoire générale s'étend sur l'ensemble du territoire suisse, excepté le canton de Vaud.
- Elle s'applique à tout le métier de maréchal et forgeron.
- Y sont soumis tous les ouvriers, qualifiés, qui se sont formés eux-mêmes, ou non qualifiés, excepté les apprentis.
- La déclaration de force obligatoire générale entre en vigueur le jour où l'arrêté y relatif sera publié; elle a effet jusqu'au 31 décembre 1947.

Il peut être formé opposition à la demande devant l'Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail dans les 20 jours de la date de la présente publication, par écrit et avec indication des motifs.

Berne, le 24 juin 1946.

Office fédéral de l'industrie, des arts et métiers et du travail,
p. o. EICHHOLZER.

Domanda di conferimento del carattere obbligatorio generale a un contratto collettivo di lavoro nel mestiere del maniscalco e del fabbro-carradore

(Decreto federale del 23 giugno 1943 concernente il conferimento del carattere obbligatorio generale ai contratti collettivi di lavoro, articoli 6 e 7; regolamento d'esecuzione, articolo 7)

L'Unione svizzera dei padroni fabbri e carradori,
la Federazione svizzera degli operai metallurgici e orologiai,
la Federazione cristiana degli operai metallurgici,
l'Associazione svizzera degli operai ed impiegati evangelici e
l'Associazione nazionale degli operai svizzeri non sindacati

hanno inoltrato all'autorità federale la domanda intesa a far attribuire il carattere obbligatorio generale alle seguenti disposizioni del contratto collettivo di lavoro del 1° marzo 1946 come pure a una convenzione addizionale del 15 giugno 1946 concernente il controllo:

«Contratto collettivo di lavoro del 1° marzo 1946

- Art. 2. Il territorio della Confederazione è suddiviso in due zone comprendenti: la
- 1^a zona: regioni urbane e semi-urbane;
 - 2^a zona: regioni rurali. In questa zona sono comprese tutte le località che non figurano nella lista qui sotto per la 1^a zona.

La 1^a zona comprende le seguenti località:

Cantoni	
Argovia:	Aaran, Baden, Brugg, Lenzburg, Rheinfelden, Wettingen, Zofingen;
Appenzello:	Herisau;
Basilea:	Arlesheim, Allschwil, Basilea, Binningen, Birsfelden, Liestal, Muttlen, Neuwelt, Pratteln, Sissach;
Berna:	Aarberg, Beip, Berna, Bienna, Büren a.d.A., Burgdorf, Herzogenbuchsee, Huttwil, Interlaken, Langenthal, Langnau, Laufen, Lyss, Moutier, Neuenstadt, Nidau, Oberburg, Ostermündigen, Porrentruy, Steffisburg, St-Imier, Thun, Unterseen, Wangen a.d.A., Worblaufen, Zollikofen;
Friburgo:	Bulle, Châtel-St-Denis, Estavayer, Friburgo, Morat, Romont;
Ginevra:	Carouge, Ginevra;
Glarona:	Glarona;
Grigioni:	Coira, Davos;
Lucerna:	Emmen, Hochdorf, Horw, Kriens, Littau, Lucerna, Sursee, Willisau;
Neuchâtel:	La Chaux-de-Fonds, Le Locle, Neuchâtel;
Schaffusa:	Nenhausen, Schaffusa;
Svitto:	Elmledeln, Svitto;
Soletta:	Grenchen, Olten, Soletta, Schönenwerd;
San Gallo:	Altstätten, Buchs, Flawil, Gossau, Lichtensteig, Rapperswil, Rorschach, San Gallo, Urzwil, Wattwil, Wil;
Ticino:	Bellinzona, Locarno, Lugano;
Turgovia:	Amriswil, Arbon, Bischofszell, Frauenfeld, Kreuzlingen, Romanshorn, Sirmach, Suigen, Steckborn, Weinfelden;
Unterwalden:	nessuno;
Uri:	Altdorf;
Valiese:	Briga, Monthey, Sion, Sierre, St-Maurice, Visp;
Zugo:	Baar, Cham, Zugo;
Zurigo:	Bülach, Dübendorf, Erlenbach, Herrliberg, Horgen, Küssnacht, Männedorf, Meilen, Oberrieden, Pfäfers, Rüschlikon, Rüti, Thalwil, Uetikon am See, Uster, Wädenswil, Wald, Wallisellen, Wetzikon, Winterthur, Zollikon, Zurigo.

Art. 3. La durata normale massima del tempo di lavoro nelle aziende soggette alla legge sulle fabbriche è di 48 ore per settimana. Essa è pure di 48 ore per settimana in quelle aziende situate in località ove la durata del lavoro è già fissata a 48 ore settimanali. In tutte le altre aziende la durata normale massima del lavoro è:

- per la 1^a zona: di 52 ore per settimana,
per la 2^a zona: di 54 ore per settimana.

Nella 1^a zona il pomeriggio del sabato è libero.

È considerato come lavoro supplementare il lavoro eseguito oltre la durata normale del lavoro e il pomeriggio del sabato nella 1^a zona. È considerato come lavoro notturno il lavoro eseguito entro le ore 20 e le ore 6.

La durata del lavoro come sopra stabilita può essere introdotta gradualmente entro un anno dall'entrata in vigore del presente contratto.

Art. 4. Per lavoro supplementare, lavoro notturno e domenicale come pure per il lavoro eseguito il pomeriggio del sabato, nella 1^a zona sono fissati i seguenti supplementi di salario:

- a) per lavoro supplementare 25 %;
- b) per lavoro al pomeriggio del sabato nella 1^a zona 25 %;
- c) per lavoro di notte e di domenica 30 %.

Art. 5. Sono fissati i seguenti salari minimi all'ora:

Il salario di base ammonta almeno:

	1 ^a zona	2 ^a zona
per manovale	fr. 1.—	fr. —,90
per giovane fabbro fino a due anni dopo terminato il tirocinio	fr. 1.20	fr. 1.05
per limatore e maniscalco	fr. 1.35	fr. 1.20
per maniscalco qualificato	fr. 1.50	fr. 1.30

Questi salari minimi non valgono per operai vecchi, infermi e di capacità ridotta. In casi di divergenza la commissione paritetica decide.

Ai salari base fissati sopra si deve aggiungere, per tutti gli operai, un'indennità di rincaro. Essa ammonta, al momento della conclusione del presente contratto, a 59 cent. all'ora.

Il salario minimo, compresa l'indennità di rincaro, è garantito anche agli operai che lavorano a cottimo.

Dove vengano versati salari e supplementi superiori, questi non possono essere diminuiti.

Art. 6. La paga avverrà tutti i 14 giorni durante il lavoro. È fissata quale ritenuta massima una somma corrispondente al salario di due giorni di lavoro.

Art. 8. Il termine di disdetta è di 14 giorni tanto per il datore di lavoro come per l'operaio; questo vale anche per i contratti della durata di oltre un anno, qualora nel singolo contratto di lavoro non sia previsto un termine più lungo. La disdetta può essere data soltanto per un sabato o un giorno di paga. Le prime due settimane dall'entrata in servizio sono tempo di prova, durante il quale la disdetta può essere data ad ogni momento e senza termine.

Art. 9. Tutti gli operai soggetti al presente contratto hanno diritto a vacanze pagate a seconda della loro anzianità di servizio. Fa stato l'entrata in servizio.

Le vacanze sono della seguente durata:

- dopo il 1° anno di servizio 3 giorni lavorativi
dopo il 2° anno di servizio 3 giorni lavorativi
dopo il 3° anno di servizio 4 giorni lavorativi
dopo il 4° anno di servizio 5 giorni lavorativi
dopo il 5° anno di servizio 6 giorni lavorativi
al massimo 1 settimana.

I giorni di vacanza sono pagati come giorni interi di lavoro.

Qualora l'azienda dovesse ridurre il suo esercizio o se l'operaio interrompesse il lavoro per sua colpa per più di due mesi, il diritto alle vacanze è determinato proporzionalmente.

A risoluzione del contratto di lavoro l'operaio ha diritto a vacanze in proporzione. Non è lecito sostituire le vacanze con indennità in contanti. È proibito eseguire lavori professionali per terzi durante le vacanze e il tempo libero.

Dove vengano accordate vacanze più lunghe, queste non possono essere ridotte. Dove esistano disposizioni legali che prescrivono vacanze più lunghe, queste disposizioni sono applicabili.

Art. 11. È severamente proibito agli operai d'eseguire lavori professionali durante le ore libere e le vacanze a scopo di guadagno o a vantaggio della concorrenza. Dopo un primo avviso i contravventori potranno essere licenziati immediatamente senza termine di disdetta e con perdita del diritto alle vacanze.

Art. 12. L'operaio è tenuto a rispettare gli interessi del suo datore di lavoro eseguendo correttamente il lavoro e adoperando con cura le macchine, gli utensili e il materiale a lui affidati.

Convenzione addizionale del 15 giugno 1946 concernente il controllo

La commissione paritetica nazionale istituita dalle associazioni professionali nel mestiere del maniscalco e del fabbro-carradore può eseguire controlli sull'applicazione delle disposizioni di carattere obbligatorio generale.

Dove si constata che il salario, le indennità di rincaro, i supplementi salariali e le vacanze a cui venne conferito carattere obbligatorio non sono corrisposti, il datore di lavoro è tenuto a versare immediatamente agli operai tutta la differenza, con effetto retroattivo. Oltre a ciò deve versare il 25 % della differenza stessa alla cassa della commissione paritetica nazionale. Le somme incassate saranno impiegate per coprire le spese incontrate per il conferimento del carattere obbligatorio generale, come pure per eseguire il controllo delle disposizioni a cui venne conferito tale carattere. Le associazioni contraenti sono considerate come creditori solidali aventi diritto al detto montante del 25 %; la commissione paritetica nazionale è autorizzata a procedere all'incasso.

Il campo d'applicazione quanto al territorio, alle aziende, alla professione ed alla durata in vigore sarà circoscritto come segue:

- a) Il conferimento del carattere obbligatorio generale si applica su tutto il territorio svizzero, escluso il cantone Vaud.
- b) Esso s' applica a tutto il mestiere del maniscalco e del fabbro-carradore.
- c) Vi sono soggetti tutti gli operai qualificati, semi-qualificati e non qualificati, esclusi gli apprendisti.
- d) Il conferimento del carattere obbligatorio generale entra in vigore il giorno della sua pubblicazione ufficiale e ha effetto fino al 31 dicembre 1947.

Le ventuali obiezioni alla presente domanda di conferimento del carattere obbligatorio generale dovranno essere presentate per iscritto e debitamente motivate all'Ufficio federale dell'industria, delle arti e mestieri e del lavoro entro 20 giorni dalla data della presente pubblicazione.

Berna, 24 giugno 1946.

Ufficio federale dell'industria, delle arti e mestieri e del lavoro,
p. o. EICHHOLZER.

Hotel Ticino, Crivelli AG. (vormals Sännebueb AG.) Zürich AG. Vereinigte Zürcher Molkereien und Schweizerische Kefir- und Joghurt-Anstalt, Zürich

Schuldenruf gemäss Artikel 748 OR., Ziffer 1

Dritte Veröffentlichung

1. Durch Beschluss der Generalversammlung vom 21. März 1946 der Vereinigten Zürcher Molkereien, welche Inhabern sämtlicher Aktien der Hotel Ticino, Crivelli AG. (vormals Sännebueb AG.) ist, wurde die Übernahme von Aktiven und Passiven der obgenannten Firma beschlossen.

2. Wir fordern alle uns nicht bekannten Gläubiger auf, ihre Ausstände bis 15. Juli 1946 an die Kontrollstelle AG. für Treuhandfunktionen und Revisionen (Schweizerische Landwirtschaftliche Treuhandstelle), Löwenstrasse 66, Zürich, einzusenden.

3. Die Firma Sännebueb AG. ist gemäss Publikation im SHAB. Nr. 133 vom 11. Juni 1946 gelöscht worden. (AA. 145')

Zürich, 12. Juni 1946.

Der Verwaltungsratspräsident der VZM:
Dr. Hs. Duttweiler.

Mitteilungen – Communications – Comunicazioni

Aufhebung der kriegswirtschaftlichen Massnahmen bei der Einfuhr von Hülsenfrüchten und deren Mahlprodukten, sowie Abänderung der Organisation der Einfuhr von Getreide und Hülsenfrüchten

(Mitteilung des Kriegs-Ernährungs-Amtes und der Handelsabteilung)

1. Gemäss Bundesratsbeschluss Nr. 58 vom 21. Juni 1946 über die Beschränkung der Einfuhr wird mit Wirkung ab 1. Juli 1946 der Bundesratsbeschluss vom 4. September 1942 über die Zentralisation der Einfuhr von Hülsenfrüchten sowie deren Mahlprodukten zu Speisezwecken aufgehoben. Gleichzeitig werden die Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 15. November 1940 über die Getreide- und Futtermittelversorgung ausser Kraft gesetzt, soweit sie sich auf Bohnen, Erbsen und andere Hülsenfrüchte zu Futterzwecken beziehen. Hinsichtlich der Einfuhr von Bohnen, Erbsen und andern Hülsenfrüchten (inklusive Linsen) der Zollarifnummern 8, 9 und 10 tritt wieder die Regelung in Kraft, die vor dem Erlass der Bundesratsbeschlüsse vom 15. November 1940 und vom 4. September 1942 Geltung hatte und die im Bundesratsbeschluss Nr. 21 vom 12. Juni 1933 über die Beschränkung der Einfuhr festgelegt ist.

Die genannten Hülsenfrüchte können also ab 1. Juli 1946 von den Firmen, die gemäss den für die Schweizerische Genossenschaft für Getreide und Futtermittel in Bern (G. G. F.) geltenden Bestimmungen kontingentsberechtig sind, im Rahmen der zur Einfuhr zur Verfügung stehenden Mengen und Provenienzen wieder der G. G. F. zum Import angemeldet werden. Solange die Waren der Tarifnummern 8, 9 und 10 auf der «Controlled List» figurieren, ist für die Festsetzung der Individualkontingente an die einzelnen Importeure die G. G. F. in Verbindung mit der Warensktion des Kriegs-Ernährungs-Amtes zuständig.

2. Durch die Aufhebung des Bundesratsbeschlusses vom 4. September 1942 über die Zentralisation der Einfuhr von Hülsenfrüchten sowie deren Mahlprodukten zu Speisezwecken ist die Verfügung Nr. 23 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 12. September 1942, über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung IV) gegenstandslos und deshalb durch Verfügung Nr. 37 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 21. Juni 1946 über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung VII) auch formell aufgehoben worden. Gemäss Artikel 5 der Verfügung Nr. 32 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements, vom 21. Dezember 1945, über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Einfuhrkontrolle über bisher nicht einfuhrbewilligungspflichtige Waren) übernimmt die Sektion für Ein- und Ausfuhr in Bern vom 1. Juli 1946 an die bisherigen Funktionen des Kriegs-Ernährungs-Amtes und der G. G. F. als Einfuhrbewilligungsstelle, soweit hierfür nicht bereits die G. G. F. oder andere Stellen gemäss besonderen Vorschriften eingesetzt sind.

Für die Waren der Zollarifnummern 14, 16 und 18 gestaltet sich die Rechtslage mit Bezug auf die Zuständigkeit der Einfuhr- bzw. Einfuhrbewilligungsstellen ab 1. Juli 1946 wie folgt:

Zollarifnummern	Warenbezeichnung	Rechtsgrundlage	Bewill.- bzw. Einfuhrstelle
	Getreide, Mais, Hülsenfrüchte, in geschroteten, geschälten oder gespaltenen Körnern; Graupe, Griess, Grütze:		
	— andere (als solche der Tarifnummern 11—13)		
ex 14	— — zu Futterzwecken	Verf. 4 EVD v. 14. 10. 41 ¹⁾	G. G. F. (zentralisiert)
	— — zu Speisezwecken:		
ex 14	— — — Mais, Maisgriess, Mais gequetscht (Floeken) in Packungen aller Art von mehr als 2 kg Gewicht	B. R. B. 17 v. 27. 3. 33 ²⁾ Verf. 37 EVD v. 21. 6. 46 ³⁾	G. G. F.
ex 14	— — — andere		Sektion für Ein- und Ausfuhr
	Mehl in Gefässen aller Art von mehr als 5 kg Gewicht:		
	— aus Getreide:		
ex 16	— — aus Weizen, Roggen, Dinkel	Getreidegesetz ⁴⁾	Getreideverwaltung
	— aus Mais:		
ex 16	— — zu Speisezwecken	B. R. B. 17 v. 27. 3. 33 ²⁾	G. G. F.
ex 16	— — zu Futterzwecken	B. R. B. v. 15. 11. 40 ⁵⁾	G. G. F. (zentralisiert)
	— aus Hülsenfrüchten:		
ex 16	— — zu Futterzwecken	Verf. 4 EVD v. 14. 10. 41 ¹⁾	G. G. F. (zentralisiert)
	Mehl in Gefässen aller Art von 5 kg Gewicht und darunter:		
ex 18	— aus Weizen, Reis	Verf. 37 EVD v. 21. 6. 46 ³⁾	Sektion für Ein- und Ausfuhr

Die Einfuhr aller Waren aus den Tarifnummern 14, 16 und 18, die in der obigen Aufstellung nicht besonders erwähnt sind, ist nicht bewilligungspflichtig.

Die Festsetzung der Individualkontingente an die einzelnen Importeure für diejenigen Waren aus den Tarifnummern 14, 16 und 18, die sich auf der «Controlled List» befinden, erfolgt durch die im Einzelfall zuständige Bewilligungsstelle in Verbindung mit der Warensktion des Kriegs-Ernährungs-Amtes.

¹⁾ Verfügung Nr. 4 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 14. Oktober 1941 betreffend die Getreide- und Futtermittelversorgung (Zentralisation der Einfuhr).

²⁾ Bundesratsbeschluss Nr. 17 vom 27. März 1933 über die Beschränkung der Einfuhr.

³⁾ Verfügung Nr. 37 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 21. Juni 1946 über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung VII).

⁴⁾ Bundesgesetz vom 7. Juli 1932 über die Getreideversorgung des Landes (Getreidegesetz).

⁵⁾ Bundesratsbeschluss vom 15. November 1940 über die Getreide- und Futtermittelversorgung.

Bundesratsbeschluss Nr. 58 über die Beschränkung der Einfuhr (Einfuhr von Hülsenfrüchten)

(Vom 21. Juni 1946)

Der schweizerische Bundesrat, gestützt auf den Bundesbeschluss vom 14. Oktober 1933 über wirtschaftliche Massnahmen gegenüber dem Ausland, in der Fassung vom 22. Juni 1939, beschliesst:

Art. 1. Mit Wirkung ab 1. Juli 1946 wird der Bundesratsbeschluss vom 4. September 1942 über die Zentralisation der Einfuhr von Hülsenfrüchten sowie deren Mahlprodukten zu Speisezwecken aufgehoben.

Art. 2. Auf den 1. Juli 1946 werden die Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses Nr. 21 vom 12. Juni 1933 über die Beschränkung der Einfuhr für die folgenden Waren wieder in Kraft gesetzt:

Tarifnummer:	Warenbezeichnung:
8	Bohnen
9	Erbsen
10	Andere Hülsenfrüchte
ad 10	Linsen

Art. 3. Mit dem Inkrafttreten dieses Beschlusses sind die damit im Widerspruch stehenden Vorschriften aufgehoben, insbesondere die Bestimmungen des Bundesratsbeschlusses vom 15. November 1940 über die Getreide- und Futtermittelversorgung, soweit sie sich auf die in Artikel 2 hievorigen genannten Waren beziehen.

Art. 4. Tatsachen, die während der Gültigkeit der aufgehobenen Bestimmungen eingetreten sind, werden noch nach diesen beurteilt.

Art. 5. Das Volkswirtschaftsdepartement und das Finanz- und Zolldepartement werden mit dem Vollzug beauftragt.

Verfügung Nr. 37 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung VII)

(Vom 21. Juni 1946)

Das Eidgenössische Volkswirtschaftsdepartement, gestützt auf den Bundesratsbeschluss vom 22. September 1939 über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr, verfügt:

Art. 1. Die Verfügung Nr. 23 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 12. September 1942 über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung IV) wird mit Wirkung ab 1. Juli 1946 aufgehoben.

Art. 2. Auf den gleichen Zeitpunkt werden, soweit die Waren der Tarifnummern 14, 16 und 18 betreffend, der Anhang zu der Verfügung Nr. 6 des EVD vom 26. April 1940 über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Organisationsverfügung) sowie der Anhang zu der Verfügung Nr. 32 des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements vom 21. Dezember 1945 über die Ueberwachung der Ein- und Ausfuhr (Einfuhrkontrolle über bisher nicht einfuhrbewilligungspflichtige Waren) aufgehoben.

Soweit dagegen für die Einfuhr von Waren der Tarifnummern 14, 16 und 18 gemäss besonderen Vorschriften eine besondere Bewilligung erforderlich ist, bleiben die bezüglichlichen Vorschriften unberührt. Vorbehalten bleibt ebenfalls Artikel 3 hienach.

Art. 3. Die Einfuhr der nachstehend bezeichneten Waren ist ab 1. Juli 1946 und bis auf weiteres nur noch mit einer besonderen Bewilligung der Sektion für Ein- und Ausfuhr zulässig:

Zollarifnummern:	Warenbezeichnung:
	Getreide, Mais, Hülsenfrüchte, in geschroteten, geschälten oder gespaltenen Körnern; Graupe, Griess, Grütze:
ex 14	— andere (als solche der Tarifnummern 11—13), aus. solche zu Futterzwecken sowie Mais, Maisgriess, Mais gequetscht (Floeken) in Packungen aller Art von mehr als 2 kg Gewicht zu Speisezwecken
ex 18	Mehl in Gefässen aller Art von 5 kg Gewicht und darunter: — aus Weizen, Reis.

Art. 4. Für die Erteilung der Einfuhrbewilligungen gemäss Art. 3 hievorig wird nur eine Kanzleिताxe von Fr. 1. — pro Bewilligung erhoben.

144. 24. 6. 46.

Bundesratsbeschluss

über die Aufhebung des Bundesratsbeschlusses über die Erteilung von Arbeitszeitbewilligungen an Fabrikbetriebe

(Vom 21. Juni 1946)

Der schweizerische Bundesrat beschliesst:

Einzig Artikel. Der auf Grund des Bundesbeschlusses vom 30. August 1939 über Massnahmen zum Schutze des Landes und zur Aufrechterhaltung der Neutralität gefasste Bundesratsbeschluss vom 20. Dezember 1940 über die Erteilung von Arbeitszeitbewilligungen an Fabrikbetriebe wird auf den 1. Oktober 1946 aufgehoben.

Nach den aufgehobenen Bestimmungen werden noch die während ihrer Gültigkeitsdauer eingetretenen Tatsachen beurteilt.

Arrêté du Conseil fédéral

abrogeant celui qui concerne l'octroi des permissions relatives au travail dans les fabriques

(Du 21 juin 1946)

Le Conseil fédéral suisse arrête:

Article unique. Est abrogé avec effet au 1^{er} octobre 1946 l'arrêté du Conseil fédéral du 20 décembre 1940 concernant l'octroi des permissions relatives au travail dans les fabriques, arrêté pris en vertu de l'arrêté fédéral du 30 août 1939 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité.

Les faits qui se sont passés sous l'empire de l'arrêté abrogé demeurent régis par lui.

Bundesratsbeschluss

über die Aufhebung des Bundesratsbeschlusses betreffend Verwertung von Urheberrechten

(Vom 14. Juni 1946)

Der schweizerische Bundesrat beschliesst:

Einziges Artikel. Der auf Grund des Bundesbeschlusses vom 30. August 1939 über Massnahmen zum Schutz des Landes und zur Aufrechterhaltung der Neutralität gefasste Bundesratsbeschluss vom 30. Dezember 1941 betreffend Verwertung von Urheberrechten wird auf den 30. Juni 1946 aufgehoben.

Tatsachen, welche während der Gültigkeitsdauer des aufgehobenen Bundesratsbeschlusses eingetreten sind, werden auch nach dessen Aufhebung nach dessen Bestimmungen beurteilt.

Arrêté du Conseil fédéral

abrogeant celui qui concerne la perception de droits d'auteur

(Du 14 juin 1946)

Le Conseil fédéral suisse arrête:

Article unique. Est abrogé avec effet au 30 juin 1946 l'arrêté du Conseil fédéral du 30 décembre 1941 concernant la perception de droits d'auteur, arrêté pris en vertu de l'arrêté fédéral du 30 août 1939 sur les mesures propres à assurer la sécurité du pays et le maintien de sa neutralité.

Les faits qui se sont passés sous l'empire de l'arrêté abrogé demeurent régis par lui.

Telefonverkehr mit Ungarn

(PTT) Der Telefonverkehr mit Ungarn wird demnächst wieder aufgenommen werden. Vorläufig sind nur gewöhnliche und dringende Privat- und Staatsgespräche in ungarischer, deutscher, französischer, englischer oder russischer Sprache zulässig. 144. 24. 6. 46.

Relations téléphoniques avec la Hongrie

(PTT) Les relations téléphoniques avec la Hongrie reprendront prochainement. Pour le moment sont seules admises les conversations ordinaires et urgentes, privées et d'Etat, en langues hongroise, allemande, française, anglaise ou russe. 144. 24. 6. 46.

Relazioni telefoniche con l'Ungheria

(PTT) Prossimamente saranno riaperte le relazioni telefoniche con l'Ungheria. Per intanto sono ammesse soltanto le conversazioni ordinarie e urgenti, private e di Stato, in lingua ungherese, tedesca, francese, inglese o russa. 144. 24. 6. 46.

Schweizerischer Geldmarkt

Offizieller Bankdiskonto und Privatsatz				Privatsätze im Ausland				
Bankdiskonto	Privatsatz	Tägliches Geld		Paris	London	Berlin	Amsterdam	New York
%	%	%		%	%	%	%	%
81. V. 1 ½	1 ½	1	30. V. 1946	—	17/32	—	1 ¾	3/8
7. VI. 1 ½	1 ½	1	6. VI. 1946	—	17/32	—	1 ¾	3/8
14. VI. 1 ½	1 ½	1	13. VI. 1946	—	17/32	—	1 ¾	3/8
21. VI. 1 ½	1 ½	1	20. VI. 1946	—	17/32	—	1 ¾	3/8

Lombard-Zinssatz: Basel, Genf, Zürich 3 ½—4 ½% — Offizieller Lombard-Zinssatz der Schweizerischen Nationalbank 2 ½%. 144. 24. 6. 46.

Redaktion:

Handelsabteilung des Eidgenössischen Volkswirtschaftsdepartements in Bern

Rédaction:

Division du commerce du Département fédéral de l'économie publique à Berne

Abkommen über den Waren- und Zahlungsverkehr Schweiz-Ungarn

Ein Separatdruck (8 Seiten), enthaltend folgende Texte: Mitteilung, Abkommen, Protokolle, BRB und Verfügung des EVD, ist zum Preis von 30 Rp. (einschliesslich Porto) gegen Voreinzahlung auf Postscheckrechnung III 5600, Schweizerisches Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, Bern, erhältlich. Um Missverständnisse zu vermeiden, sind separate schriftliche Bestätigungen der Einzahlungen nicht erwünscht.

Sonderheft Nr. 49**Die schweizerische Sozialgesetzgebung 1944**

Innert Monatsfrist erscheint als Sonderheft Nr. 49 der «Volkswirtschaft» «Die schweizerische Sozialgesetzgebung 1944».

Der Jahresband 1944 der eidgenössischen und kantonalen Gesetze und Verordnungen auf dem Gebiete des Arbeitsrechtes und der Sozialversicherung bietet im üblichen Rahmen der Ergänzungen der Kodifikation im zweiten Band des Werkes «Volkswirtschaft, Arbeitsrecht und Sozialversicherung der Schweiz» aus dem Jahre 1925 einen umfassenden Einblick in die Aufgaben und die Gestaltung der schweizerischen Sozialgesetzgebung, der die Anforderungen der Kriegs- und Nachkriegszeit ein besonderes Gepräge leihen. Neben der vorsorglichen Regelung der Arbeitsbeschaffung und der Arbeitslosenfürsorge steht im Vordergrund die Wahrung und Förderung des sozialen Ausgleichs nach verschiedenster Richtung: die anhaltende Entwicklung der Allgemeinverbindlicherklärung von Gesamtarbeitsverträgen und andern Abmachungen zwischen Arbeitgeber- und Arbeitnehmerverbänden, die Einrichtung von Familienausgleichskassen, die Zuwendung vermehrter Mittel an die Altersfürsorge, der weitere Ausbau der Notstandsaktionen zugunsten der minderbemittelten Bevölkerung und der Schutz des Wehrmannes.

Der Umfang der angezeigten Veröffentlichung entspricht ziemlich genau demjenigen des Jahresbandes 1943. Der weitschichtige Stoff, der wiederum auch die Entwicklung der Lohn- und Verdienstersatzordnung sowie der Kriegsursorge umfasst, wird in die bisherigen 13 Sachgruppen gegliedert. An bedeutsamen und wegweisenden Erlassen aus dem Berichtsjahre sind vor allem zu nennen: die bundesrätliche Verordnung I über Tuberkuloseversicherung, die Beihilfenordnung für landwirtschaftliche Arbeitnehmer und Gebirgsbauern, das zürcherische Gesetz über die Altersbeihilfe, der glarnerische Landsgemeindebeschluss über die Schaffung eines kantonalen Lohnamtes, die aargauischen Gesetze über die Arbeitsgerichte und Einigungsämter, das Gesetz des Kantons Waadt über die Berufsorganisationen, das genferische Gesetz über die Familienzulagen und die Normalarbeitsverträge für den Hausdienst in den Kantonen Luzern, Uri und Graubünden.

Die Gesetzestexte sind in der Sprache des betreffenden Landesteiles veröffentlicht und in einem einzigen broschierten Band von ungefähr 340 Seiten (Format A 4) zusammengefasst. Der Preis dieses Werkes wird sich auf ungefähr Fr. 10 belaufen. Der Versand erfolgt gegen Nachnahme, sofern nicht ein anderer Zahlungsmodus gewünscht wird. Bestellungen nimmt das Schweizerische Handelsamtsblatt, Effingerstrasse 3, Bern, entgegen.

Supplément n° 49**La législation sociale de la Suisse en 1944**

Le 49^{me} supplément de «La Vie économique» intitulé «La législation sociale de la Suisse 1944» paraîtra dans quelques semaines.

Le volume de 1944 des actes législatifs et administratifs de la Confédération et des cantons en matière de réglementation du travail et d'assurance sociale donne, sous sa forme de complément du second tome de l'ouvrage paru en 1926/27 «La Suisse économique et sociale», un aperçu du développement, durant l'année en question, de la législation sociale de la Suisse, à laquelle les exigences de la guerre et de l'après guerre prêtent un caractère tout spécial. La préoccupation dominante est celle d'assurer la paix et l'équité sociales. En plus de la création de possibilités de travail et de l'aide aux chômeurs, les mesures législatives prises dans ce domaine sont d'ordres différents. Les uns tendent à généraliser les déclarations donnant force obligatoire générale aux contrats collectifs et accords analogues passés entre associations d'employeurs et de travailleurs et la création de caisses d'allocation familiales, les autres à développer constamment l'aide à la vieillesse, les œuvres de secours en faveur des personnes dans la gêne et le soutien des militaires.

L'ampleur de la publication précitée correspond à peu près à celle du volume de 1943. Son contenu — qui comprend aussi les changements apportés aux régimes des allocations pour perte de salaire et de gain ainsi qu'à l'assistance de guerre — est réparti comme auparavant sous 13 rubriques distinctes. Au nombre des actes législatifs les plus importants de 1944, il faut citer l'ordonnance I du Conseil fédéral sur l'assurance-tuberculose, l'arrêté du Conseil fédéral réglant le service des allocations aux travailleurs agricoles et aux paysans de la montagne, la loi zurichoise sur l'aide à la vieillesse, l'arrêté de la Landsgemeinde du canton de Glaris créant un office des salaires, les lois argoviennes sur les offices de conciliation et les tribunaux de prud'hommes, la loi vaudoise sur l'organisation professionnelle, la loi genevoise sur les allocations familiales en faveur des salariés et les contrats-types réglant le service de maison dans les cantons de Lucerne, d'Uri et des Grisons.

Les textes législatifs et administratifs y figurent dans la langue dans laquelle ils ont été élaborés. Ils forment ensemble un volume broché de quelques 340 pages. Le prix sera de fr. 10 environ. L'envoi du volume se fera contre remboursement, si un autre mode de paiement n'est pas expressément demandé. Les commandes sont notées par la «Feuille officielle suisse du commerce», Effingerstrasse 3, à Berne.

Die von mir seit Jahrzehnten geführte, hervorragende Eigenschaften aufweisende belgische

GELATINE

Ist nun wieder laufend ab Lager Inland in Blättern und Pulver erhältlich.

Rodolphe Richard, Zürich 6
Telephon (051) 282007 - Scheuchzerstrasse 10

Z 444

AG. vormals Kistenfabrik Zug

liefert Kisten für jede Branche. Spezialität: Gezinkte Kisten, genietet und verleimt, Blerkisten, Werkstattkisten, Schubladenkisten, in solider, fachmännischer Ausführung. Lz 81

Im SHAB werden regelmässig die neuesten Patente und Marken publiziert. Nutzen Sie diesen Umstand — inserieren Sie!

PARIS-LISBOA-RIO DE JANEIRO

Jeden Mittwoch ab Paris
direkter Flugdienst mit Constellations
Kein Umsteigen in Natal mehr 26-17

Auskunft und Platzbelegung durch

AG. DANZAS & Cie.

Basel Zürich Genf
Centralbahnplatz 8 Bahnhofstrasse 32 Rue du Mont-Blanc 5
Tel. 319 66 Tel. 27 30 31 Tel. 2 66 33

Toutes HUILES ESSENTIELLES liquides et solides, qualités garanties, sont livrées de suite (loco dépôt étranger)

pour PARFUMERIE - SAVONNERIE
CONFISERIE - LIQUEURS
INDUSTRIE CHIMIQUE
ET PHARMACEUTIQUE

Demandeur offres détaillées sous chiffre
U 36714 X à Publicitas Genève.

X 165

Engelberg Hotel Bellevue Terminus
Erholung und Vergnügen. Gepflegte Küche.
Restauration, Orchester, Park mit Tennis.
Lz 87 Gebr. Odermatt.

Leistungsfähige Wehnhandlung sucht

Keller, Lagerräume und Bureauxzur Unterbringung ihres gesamten Betriebes.
Finden sich**Bauherren,**

die bereit wären, in Grossbaule zur Ausnützung der verfügbaren Grundfläche solche Räume nach den modernsten Prinzipien einzurichten?

Benötigter Raum zirka 500 m² Keller mit Erweiterungsmöglichkeit, kleinerer Fabrikationsraum für Liqueur-Abteilung sowie Räume für Lager, Spedition und Leergut.

Langes Mietverhältnis mit Vorkaufsrecht der Liegenschaft erwünscht.

Lage: Luzern, Zürich, Basel.

Offerten unter Chiffre N 13198 Z an Publitas, Zürich. Z 442

SIMILOR SA.

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

X 166

assemblée générale ordinaire

pour le jeudi 27 juin 1946, à 15 heures, au siège social.

Ordre du jour: approbation des comptes.

Carouge, 19 juin 1946.

Le conseil d'administration.

Restaurant Moderne SA.

Einladung zur 8. ordentlichen Generalversammlung

auf Freitag den 5. Juli 1946, 10 Uhr, im Bureau der Gesellschaft,
Bahnhofplatz 6 in Winterthur**TRAKTANDEN:**

1. Entgegennahme des Geschäftsberichtes des Verwaltungsrates, der Jahresrechnung für das Jahr 1945 und des Berichts der Kontrollstelle.
2. Décharge-Erteilung an den Verwaltungsrat.
3. Verteilung des Reingewinnes.
4. Wahl der Kontrollstelle.
5. Diverses.

Die Jahresrechnung, der Bericht der Kontrollstelle sowie der Geschäftsbericht liegen im Bureau der Gesellschaft zur Einsicht der Aktionäre auf.

Z 443

Der Verwaltungsrat.

Bierbrauerei Falken (vormals Hanhart, Oechslin & Cie.)

SCHAFFHAUSEN

Obligationen-Kündigung

Auf Grund der Anleihe-Bedingungen kündigen wir hiermit unsere

4%-Obligationen-Anleihe vom Jahre 1939
von Fr. 1 500 000, einbezahlt mit Fr. 1 000 000,unter Beobachtung einer 3monatigen Voranzeige, zur Rückzahlung auf den
30. September 1946,

wovon den Obligationen-Inhabern obgenannter Anleihe andurch Kenntnis gegeben wird.

Mit dem 30. September 1946 hört die Verzinsung der Titel auf. Die Einlösung der gekündigten Obligationen erfolgt bei Verfall durch das Gesellschaftsbureau sowie durch den Schweizerischen Bankverein, Schaffhausen, und die Schaffhauser Kantonalbank, Schaffhausen.

Z 446

Schaffhausen, den 21. Juni 1946.

Bierbrauerei Falken, Schaffhausen.

NV. CULTUUR MAATSCHAPPIJ INDRAGIRI

mit Sitz in Rengat, Sumatra

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Freitag den 5. Juli 1946, nachmittags 2 Uhr 30, im Bureau der
Plantagen AG. Zürich, Werdmühleplatz 2**Verhandlungsgegenstände:**

1. Vorlage des Jahresberichtes, der Bilanz und Gewinn- und Verlustrechnung über die Jahre 1941, 1942, 1943 und 1944.
2. Entlastung der Verwaltungsorgane und der Geschäftsführung.
3. Verwaltungsratswahlen.
4. Wahl des Rechnungsrevisors.

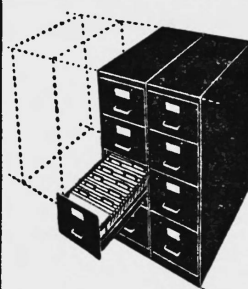
Der Jahresbericht, die Bilanz, Gewinn- und Verlustrechnung liegen zur Einsicht der Aktionäre bei der Plantagen AG. Zürich, Werdmühleplatz 2, auf.

Die zur Ausübung des Stimmrechts an der Generalversammlung berechtigenden Karten sind gegen genügenden Ausweis über den Aktienbesitz (Nummernaufgabe) zu beziehen bei der Plantagen AG. in Zürich, Werdmühleplatz 2.

Z 440

Zürich, im Juni 1946.

Der Vorstand der

N V. CULTUUR MAATSCHAPPIJ INDRAGIRI
Plantagen AG.**Sichern Sie**sich die Vorteile der «UNION»-Fabrikate
durch eine Anfrage bei der

Union

UNION-KASSENFABRIK A.G. ZÜRICH

Aiblsriederstrasse 257 Tel. (051) 25 17 58

Ausstellung und Verkauf: Löwenstrasse 2,
(«Schmidhof»)

Verlangen Sie Prospekt 5051

Schweizerische Bundesbahnen – Chemins de fer fédéraux

Die Auslosung von Obligationen der 3½%-Anleihe der Schweizerischen Bundesbahnen von 1932 findet am 1. Juli 1946, um 14½ Uhr, im Verwaltungsgebäude, Hochschulstrasse 6, Zimmer Nr. 41, in Bern, statt.

Bern, den 21. Juni 1946.

Generaldirektion der SBB.

Le tirage des obligations de l'emprunt 3½% Chemins de fer fédéraux de 1932 aura lieu le 1^{er} juillet 1946, à 14½ h., au bâtiment de l'administration, Hochschulstrasse 6, chambre n° 41, à Berne.

Berne, le 21 juin 1946.

Direction générale des CFF.

413

Registrierung der holländischen Titel

Die holländische Gesandtschaft in Bern gibt bekannt, dass die in der Schweiz befindlichen holländischen Titel, soweit sie natürlichen oder juristischen Personen mit Wohnsitz ausserhalb Hollands gehören, einer allgemeinen Registrierung gemäss den königlichen Erlassen vom 17. September 1944, Nr. E 100, und vom 14. November 1945, Nr. F 272, unterworfen sind und bis zum

1. August 1946

angemeldet werden müssen. Die Titelinhaber werden eingeladen, sich diesbezüglich an eine der zugelassenen schweizerischen Banken zu wenden, bei denen auch die nötigen Formulare zur Verfügung stehen.

Als holländische Wertpapiere werden alle von

- A. Holland, Niederländisch-Indien, Surinam (Niederländisch-Guyana), Curaçao, Provinzen, Gemeinden und allen andern öffentlichen Körperschaften eines der oben erwähnten Gebiete.
- B. Gesellschaften, Vereinen, Körperschaften, Institutionen und allen andern juristischen Personen mit Sitz in den oben erwähnten Gebieten begebenen Namens- oder Inhabertitel betrachtet.

Q 267

Die nicht angemeldeten Titel werden gemäss den vorerwähnten Erlassen annulliert.

«CUPRA»

SOCIÉTÉ DES PRODUITS CHIMIQUES SA., RENENS

(Siège social à Crissier, Vaud)

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

le jeudi 4 juillet 1946, à 14 h. 30, à la salle des Vignerons, au Buffet CFF., à Lausanne

ORDRE DU JOUR:

- 1^o Protocole.
- 2^o Constatation de la souscription et de la libération totale de fr. 1 000 000 d'actions nouvelles.
- 3^o Modification des statuts.
- 4^o Divers.

La carte d'admission à l'assemblée sera délivrée sur justification de la qualité d'actionnaire jusqu'au 2 juillet 1946, au siège social à Crissier et auprès de:

la Banque cantonale vaudoise, à Lausanne,
l'Union de banques suisses, à Lausanne,
la Caisse d'épargne et de crédit, à Lausanne.

Le texte nouveau des articles modifiés des statuts est à disposition de Messieurs les actionnaires à partir du 24 juin 1946 aux domiciles ci-dessus.

Chaque actionnaire peut se faire représenter à cette assemblée par un autre actionnaire muni d'un pouvoir écrit.

L 288

Renens, le 24 juin 1946.

Le conseil d'administration.

SA. Imprese elettriche dell'America latina (LATINALUX)

MESOCCO

Gli azionisti sono convocati in

assemblea generale ordinariaper il 1^o luglio 1946, alle ore 11 ant., presso la Banca Unione di credito, Lugano, per discutere e deliberare sul seguente**ORDINE DEL GIORNO:**

1. Presentazione del bilancio e del conto profitti e perdite al 31 dicembre 1945, della relazione del consiglio d'amministrazione e del rapporto del revisore; deliberazioni relative e scarico al consiglio d'amministrazione.
2. Nomine statutarie.
3. Eventuali.

Per partecipare all'assemblea occorre che le azioni siano depositate entro il 24 giugno 1946 presso:

la sede della società in Mesocco,
la Banca Unione di credito in Lugano.

O 45

Mesocco, 19 giugno 1946.

Il consiglio d'amministrazione.

Kanton Graubünden

3%-Anleihe von 1897, Serie B, Nr. 1 bis 20 000

Am 17. Juni 1946 hat gemäss den Bestimmungen des Anleihevertrages unter der Leitung und Kontrolle der Kantonaleidredaktion die 44. Verlosung stattgefunden. Rückzahlung am 1. Oktober 1946.

632 Obligationen zu Fr. 500, nämlich die Nummern:

1	2362	4139	6535	8621	10684	12499	14396	16224	18218
219	2370	4140	6607	8655	10706	12513	14473	16268	18221
226	2419	4172	6612	8781	10782	12518	14474	16281	18255
230	2445	4195	6622	8844	10810	12523	14483	16284	18258
247	2572	4227	6632	8819	10834	12568	14529	16330	18289
264	2585	4283	6669	8874	10852	12595	14625	16366	18311
270	2596	4288	6701	8963	10865	12616	14639	16409	18319
275	2620	4326	6749	8984	10894	12624	14645	16435	18410
395	2621	4378	6833	9013	10948	12681	14653	16450	18416
401	2635	4394	6877	9015	10951	12685	14685	16455	18417
442	2652	4481	6879	9056	10966	12725	14703	16464	18468
453	2676	4491	6908	9124	10999	12736	14707	16480	18492
506	2719	4494	6917	9146	11014	12836	14730	16498	18508
513	2747	4550	6962	9198	11034	12839	14732	16586	18514
516	2764	4567	7031	9284	11055	12907	14765	16588	18533
519	2772	4571	7067	9290	11080	12909	14779	16593	18547
587	2796	4686	7115	9298	11178	12915	14782	16617	18588
649	2799	4689	7128	9316	11236	12964	14784	16674	18597
810	2815	4699	7158	9354	11248	12981	14786	16729	18763
820	2851	4743	7189	9463	11286	13066	14818	16737	18765
851	2868	4754	7273	9484	11305	13070	14846	16759	18776
865	2918	4759	7317	9493	11343	13105	14880	16763	18865
888	2923	4878	7388	9539	11361	13155	14906	16768	18892
891	2937	4880	7420	9543	11390	13211	14909	16846	18900
941	2976	4933	7430	9617	11404	13284	14954	16887	18916
977	2979	4953	7449	9656	11412	13291	14962	16888	18938
1093	2988	5018	7482	9683	11442	13301	15002	16911	18940
1111	3011	5059	7494	9718	11447	13314	15013	16977	19005
1131	3014	5065	7520	9796	11450	13342	15040	17018	19030
1151	3017	5186	7544	9811	11455	13354	15050	17078	19117
1194	3031	5207	7588	9833	11476	13355	15058	17086	19125
1199	3056	5223	7604	9835	11523	13375	15122	17144	19143
1208	3143	5224	7609	9836	11562	13561	15134	17146	19183
1250	3179	5253	7631	9839	11567	13613	15165	17168	19196
1278	3223	5275	7689	9914	11590	13645	15178	17169	19207
1314	3241	5295	7749	9937	11624	13668	15260	17245	19218
1336	3335	5305	7771	9939	11672	13669	15282	17246	19225
1510	3350	5381	7807	9942	11680	13670	15370	17286	19390
1525	3382	5419	7866	9962	11697	13685	15444	17290	19413
1539	3390	5469	7872	9964	11726	13696	15480	17296	19418
1567	3431	5621	7917	9965	11743	13743	15501	17336	19429
1727	3458	5642	7961	10019	11840	13744	15551	17390	19468
1746	3474	5672	8075	10037	11873	13761	15555	17430	19495
1772	3575	5698	8083	10127	11887	13778	15617	17442	19496
1791	3584	5725	8086	10141	11898	13795	15630	17490	19511
1798	3585	5770	8095	10147	11906	13828	15642	17494	19547
1805	3613	5782	8169	10151	11959	13896	15686	17503	19584
1829	3648	5807	8180	10179	11981	13924	15691	17531	19619
1959	3674	5832	8216	10184	12050	13957	15694	17536	19643
2057	3684	5941	8274	10185	12118	13966	15767	17546	19703
2084	3686	5956	8283	10191	12129	13989	15778	17564	19758
2104	3701	5967	8294	10276	12164	13993	15812	17574	19770
2120	3726	5972	8335	10282	12181	14030	15846	17589	19853
2170	3770	6018	8358	10304	12226	14071	15855	17601	19889
2218	3832	6024	8407	10315	12277	14081	15859	17664	19926
2239	3841	6036	8409	10419	12280	14094	15926	17700	19952
2240	3849	6130	8447	10426	12315	14181	15938	17770	
2266	3868	6276	8508	10458	12361	14188	15939	17866	
2286	3925	6299	8564	10515	12383	14238	15977	17891	
2291	3936	6301	8570	10518	12418	14239	15984	17970	
2322	3959	6384	8575	10525	12428	14248	16063	17971	
2343	3963	6428	8611	10528	12437	14299	16087	18034	
2349	3994	6459	8615	10595	12456	14352	16177	18195	
2360	4064	6517	8616	10658	12457	14358	16178	18217	

Mit dem 1. Oktober 1946 hört die Verzinsung obiger Titel auf.

Ch 36

Chur, 17. Juni 1946.

Das Finanzdepartement des Kantons Graubünden:
GADIANT.

LANCO AG., Strickwarenfabrik, Baden

Einladung zur ausserordentlichen Generalversammlung der Aktionäre
auf Freitag 5. Juli 1946, vormittags 10 Uhr 30, im Bureau der Gesellschaft

Verhandlungsgegenstände:

1. Statutenänderung.
2. Erhöhung des Aktienkapitals um Fr. 100 000 auf Fr. 151 202. — durch Ausgabe von 1000 auf den Inhaber lautenden Aktien zu je Fr. 100, dividendenberechtigt ab 1. Juli 1946.

Z 445

Baden, den 21. Juni 1946.

Der Verwaltungsrat.

Gebrüder Wellenmann, Aktiengesellschaft Winterthur

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Samstag den 6. Juli 1946, 15 Uhr, im Bureau der Gesellschaft,
Bleichestrasse, Veltheim

TRAKTANDEN:

1. Protokoll.
2. Abnahme des Jahresberichtes und der Jahresrechnung für das Geschäftsjahr 1945.
3. Bericht der Rechnungsrevisoren und Entlastungserteilung an Direktion und Verwaltungsrat.
4. Beschlussfassung über die Verwendung des Jahresergebnisses.
5. Wahl des Verwaltungsrates.
6. Wahl der Kontrollstelle.
7. Verschiedenes.

Die Jahresrechnung pro 1945 sowie der Bericht der Kontrollstelle liegen zusammen mit dem Jahresbericht und den Anträgen des Verwaltungsrates ab 26. Juni 1946 auf dem Bureau der Gesellschaft zur Einsichtnahme auf, woselbst auch die Stimmkarten gegen Answels über den Aktienbesitz bezogen werden können.

W 34

Winterthur, den 20. Juni 1946.

Der Verwaltungsrat.

Als
vorteilhafte
Pensionskonto II e 170
Sitten

Kapitalanlage

empfehlen wir unsere

3 1/4 %-Obligationen

auf 3 bis 5 Jahre fest, auf den Namen oder den Inhaber.
lautend. S 30

VOLKSBANK SIDERS

Kapital und Reserven Fr. 1 140 000. Gegründet 1912.
Dividende pro 1913 bis 1945 ohne Unterbruch = 5 %
und mehr. Mitglied des Lokalbankenverbandes.

Rechtsufrige Thunerseebahn

(Elektrische Bahn Steffisburg—Thun—Interlaken)

Ordentliche Generalversammlung der Aktionäre

Samstag den 6. Juli 1946, um 15 Uhr, im Hotel Kreuz in Oberhofen

TRAKTANDEN:

1. Genehmigung des Protokolls der Generalversammlung vom 30. Juni 1945 und Bestätigung der angefochtenen Beschlüsse und der Déchargeerteilung an die Verwaltungsorgane.
2. Abnahme des Geschäftsberichtes und der Jahresrechnung pro 1945. Beschlussfassung über die Anträge des Verwaltungsrates und Déchargeerteilung an die Verwaltungsorgane.
3. Statutarische Wahlen:
a) Wahl des Verwaltungsrates;
b) Wahl der Direktionsmitglieder;
c) Wahl der Kontrollstelle.
4. Unvorhergesehenes.

Jahresrechnung, Bilanz und Revisorenbericht sind zur Einsicht der Aktionäre aufgelegt im Bureau der Betriebsdirektion (Schwäbis, Thun). Der gedruckte Geschäftsbericht kann am Tage der Generalversammlung vor Beginn der Verhandlungen im Versammlungsort bezogen werden.

Die Zutrittskarten sind gegen Ausweis über den Aktienbesitz vom 25. Juni bis 3. Juli 1946 zu beziehen bei der Kantonalbank Bern und Filiale Thun, der Spar- & Leihkasse Thun sowie bei der Spar- & Leihkasse Steffisburg. Die Zutrittskarten berechtigen zur freien Hin- und Rückfahrt auf der STL nach dem Versammlungsort.

T 14

Thun, den 18. Juni 1946.

Der Verwaltungsrat.

Kraftwerk Laufenburg

Einladung zur 38. ordentlichen Generalversammlung der Aktionäre

auf Dienstag den 9. Juli 1946, vormittags 11 Uhr, im Sitzungssaal der Schweizerischen Kreditanstalt in Zürich

Verhandlungsgegenstände:

1. Vorlegung des Geschäftsberichtes über das Jahr 1945 sowie der Bilanz und der Gewinn- und Verlustrechnung per 31. Dezember 1945.
2. Entgegennahme des Berichtes der Kontrollstelle.
3. Beschlussfassung über die Genehmigung des Jahresberichtes, der Bilanz sowie der Gewinn- und Verlustrechnung. Erteilung der Entlastung an den Verwaltungsrat und die Direktion. Beschlussfassung über die Verwendung des Reingewinnes.
4. Wahlen in den Verwaltungsrat.
5. Verschiedenes.

Der Geschäftsbericht, die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, der Antrag für die Verwendung des Reingewinnes und der Bericht der Kontrollstelle liegen vom 29. Juni an während 10 Tagen am Gesellschaftssitz in Laufenburg zur Einsicht der Aktionäre auf.

Die Eintrittskarten zur Generalversammlung können gegen Aufgabe der Nummern des zu vertretenden Aktienbesitzes und gegen gleichzeitigen Ausweis über diesen Besitz bis zum 7. Juli bezogen werden bei:

der Schweizerischen Kreditanstalt in Zürich
der Aktiengesellschaft Leu & Cie. in Zürich
der Schweizerischen Bankgesellschaft in Zürich
dem Schweizerischen Bankverein in Basel
der Aargauischen Kantonalbank in Aarau
der Spar- und Leihkasse in Bern, Bern

sowie bei den sämtlichen Zweigniederlassungen dieser Institute und
beim Kraftwerk Laufenburg in Laufenburg.

Q 266

Laufenburg, den 19. Juni 1946.

Kraftwerk Laufenburg:

Der Verwaltungsrat.

LONZA

Elektrizitätswerke und chemische Fabriken

Aktiengesellschaft

Einladung zur ordentlichen Generalversammlung

auf Samstag den 6. Juli 1946, vormittags 11 Uhr, im Vortragssaal des Kunstmuseums
in Basel (Eingang Dufourstrasse)

Tagesordnung:

1. Bericht des Verwaltungsrates.
2. Bericht der Rechnungsrevisoren.
3. Beschlussfassung über die Genehmigung der Bilanz.
4. Beschlussfassung über die Entlastung des Verwaltungsrates.
5. Beschlussfassung über die Verteilung des Reingewinnes.
6. Wahlen in den Verwaltungsrat.
7. Wahl der Rechnungsrevisoren.

Die Eintrittskarten und Vollmachten für diese Generalversammlung können gegen Hinterlegung der Aktien oder des Depotscheines einer Bank ab 27. Juni bis spätestens den 2. Juli bei den nachfolgenden Stellen bezogen werden:

In Basel: bei der Gesellschaft, Aeschenvorstadt 72,
beim Schweizerischen Bankverein,
bei den Herren Ehlinger & Co.,
In Genf: beim Schweizerischen Bankverein,
In Zürich: beim Schweizerischen Bankverein.

Q 264

Die Bilanz, die Gewinn- und Verlustrechnung, die Berichte des Verwaltungsrates und der Revisoren stehen bei den obigen Stellen vom 27. Juni an zur Verfügung der Aktionäre.

Basel, den 24. Juni 1946.

Der Verwaltungsrat.

Rheintalische Gas-Gesellschaft, St. Margrethen

4%-Anleihe von 1946 von Fr. 850 000 nominal, sichergestellt durch Grundpfand im I. Rang

Zum Zwecke der Konversion bzw. Rückzahlung der am 1. Juli 1946 fälligen 5%-Anleihe von 1931 von ursprünglich Fr. 1 250 000, von der noch Fr. 850 000 im Umlauf sind, nimmt die Rheintalische Gas-Gesellschaft, St. Margrethen, eine neue

4%-Hypothekendarleihe von 1946 von Fr. 850 000 nominal

zu den folgenden hauptsächlichsten Bedingungen auf:

- Inhabertitel zu Fr. 1000 nominal.
- Semesterecoupons per 1. Januar und 1. Juli.
- Laufzeit: 15 Jahre.
- Vorzeltige Rückzahlung zulässig erstmals nach 10 Jahren, nachher je auf einen Coupontermin nach vorangegangener dreimonatiger Kündigung.
- Sicherheit: Die Anleihe wird für Kapital und Zinsen sichergestellt durch einen vorgangsfreien Schuldbrief von Fr. 850 000 auf den gegenwärtigen und künftigen industriellen Anlagen der Gesellschaft.
- Treuhänderin: Ostschweizerische Treuhandgesellschaft AG.
- Kotierung der Tite: an den Börsen von Basel und St. Gallen wird beantragt.
- Emissionspreis: 99,40% + 0,60% halber eidgenössischer Titelstempel.
- Emissionsfrist: 24. bis 29. Juni 1946, mittags.
- Lieferungsfrist: 1 bis 10. Juli 1946.

G 109

Die unterzeichneten Banken haben diese Anleihe fest übernommen und nehmen Konversionsanmeldungen und Barzelehnungen spesenfrei entgegen. Sie halten ausführliche Prospekte gerne zur Verfügung von Interessenten.

SCHWEIZERISCHER BANKVEREIN.

ST. GALLISCHE KANTONALBANK.

WEGELIN & Co.

Société Bains et Eaux Henniez-Lithinée et Alcalina SA.

Messieurs les actionnaires sont convoqués en

assemblée générale ordinaire

pour le 6 juillet 1946, à 15 heures 30, à l'Hôtel des Bains d'Henniez.

Ordre du jour statutaire.

Le bilan et compte de profits et pertes, les rapports du conseil et des vérificateurs seront tenus à disposition des actionnaires, au bureau de la société à Henniez, dès le 25 juin. Les cartes d'admission à cette assemblée seront délivrées jusqu'au 5 juillet, au siège de la société, sur présentation des titres ou d'un récépissé de banque. L. 290

Le conseil d'administration.

Lampes et entreprises électriques de Tavannes SA.

L'assemblée générale ordinaire

de la société est convoquée pour le mardi 9 juillet 1946, à 15 h. 30, dans la salle des séances de la Société fiduciaire suisse, St.-Alban-Anlage 1 à Bâle.

ORDRE DU JOUR:

- 1° Rapport du conseil d'administration.
- 2° Présentation du bilan et du compte de profits et pertes pour l'exercice 1945/46.
- 3° Rapport du vérificateur des comptes.
- 4° Approbation des comptes, des rapports et décharge au conseil d'administration.
- 5° Emploi des bénéfices.
- 6° Nomination du vérificateur des comptes pour l'exercice 1946/47.

Le compte de profits et pertes et le bilan ainsi que le rapport de gestion seront à la disposition de Messieurs les actionnaires au siège de la société à partir du 1^{er} juillet 1946.

Tavannes, le 22 juin 1946.

I 24

Au nom du conseil d'administration,
le président: J. Schlappach, avocat.

BASLER HANDELSBANK

Die Aktionäre unseres Instituts werden hiermit eingeladen, ihre Titel zwecks Abstempelung auf den Nennwert von Fr. 100.— bzw. Fr. 20.—, gemäss Beschluss der ordentlichen Generalversammlung vom 5. April 1946, bei sämtlichen schweizerischen Sitzen, Zweigniederlassungen und Agenturen des

Q 265

Schweizerischen Bankvereins

vorzuweisen.

Basel, den 22. Juni 1946.

Basler Handelsbank.

Le conseil d'administration, la direction et le personnel de la Société industrielle de Sonceboz ont le pénible devoir de vous faire part de la perte irréparable qu'ils viennent d'éprouver en la personne de

Monsieur

Fritz-Edouard Pfister

leur vénéré et regretté président du conseil d'administration et directeur depuis 40 ans.

L'ensevelissement aura lieu à Sonceboz, mardi 25 juin 1946, à 14 heures 15.

Sonceboz, le 22 juin 1946.



LABEL
Das Zeichen
reicht entlohnter
Arbeit

Wichtiger denn je ist es heute, daß alle, sozial fortschrittlich eingestellten Unternehmen dies der Öffentlichkeit gegenüber dokumentieren. Hierzu dient das LABEL-Zeichen.

Schweiz. LABEL-Organisation

Sekretariat: Basel 1, Gerbergasse 20
Telefon (061) 45111

Hunderttausende von Käufern werden durch die Konsumentensaktion der Schweizerischen LABEL-Organisation erreicht.

Q 209

HARTE-LOT-SCHWEISSMATERIALIEN
LAGERKÜHLFETT LAGERKÜHLÖL

LIEFERT

DIE

SPEZIALFABRIK
ED. BRUN WADENSWIL (ZÜRICH)

Gegr. 1886
PRODUKTIONSFAHIGKEIT 15-20.000 Kg
TELEPH. 956.802 TELEGR. BRUN

Sofort zu kaufen gesucht jede Menge

Weit- und Enghalsflaschen,

weiss oder braun, ohne Stopfen,

Größen: 30 ccm, 2500 ccm,
625 ccm, 4000 ccm,
1250 ccm, 5000 ccm,
2000 ccm,

Offerten unter Chiffre H 13178 Z an
Publicitas Zürich. Z 441

VEVEY - Hôtel du Château

Locaux à louer pour bureaux

L. 25v
Maurice Studer, régisseur, Rue du Château 1,
Vevey, téléphone 52351

COPIE & DRUCK

Originalgetreue
Vervielfältigungen

In kleinen oder grossen
Auflagen (ab 50 Stück)
von Referenzbriefen,
Zeugnissen, Prospekten,
Werberufen, Noten,
Plänen, Zeichnungen
durch den Fotodruck.
100 Stück 21x30 cm =
Fr. 18.55 + Wust.

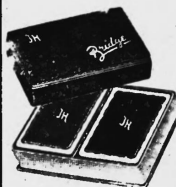
Hausmann
Bahnhofstr. 91 Tel. 23 37 63
Zürich

Patente

In allen Ländern durch
Dipl.-Ing. I. SPÄLTZ
Limmatquai 82 Zürich
Tel. 32 95 85

Inserate im SHAB.
haben besten Erfolg!

Die feine
Bridge-Karte
mit individuellen
Initialen



1 Spiele in elegantem
Etui Fr. 11.80

LANDOLT-ARBENZ
Zürich, Bahnhofstr. 80, Tel. 23 97 07



Société du Grand Hôtel de Vevey et Palace Hôtel SA. VEVEY

Messieurs les actionnaires de toutes les catégories d'actions sont convoqués en
assemblée générale ordinaire
pour le jeudi 11 juillet 1946, à 16 h. 15, à l'Hôtel Touring et Gare, à Vevey.

ORDRE DU JOUR:

- 1° Opérations statutaires,
- 2° Réalisation d'immeubles, pouvoirs au conseil d'administration.

L 289

Les propositions du conseil d'administration, son rapport de gestion et le rapport de l'organe de contrôle sont déposés à l'agence de la Banque cantonale vaudoise, à Vevey, à la disposition des actionnaires, où les cartes d'admission à l'assemblée peuvent être retirées.

Le conseil d'administration.